COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DE L'Outre Forêt Alsace

Procès-verbal de la réunion du Conseil communautaire de la Communauté de communes de l'Outre-Forêt

Mercredi 4 Mars 2026 à 19h30 en la Mairie de Betschdorf

Conseillers élus : 30
Conseillers en fonction : 30
Conseillers présents : 23

Sous la présidence de M. Paul HEINTZ

Liste des présents :

M. Paul HEINTZ, Mme Sandy MOCHEL M. Jean-Claude KOEBEL, Mme Aline KLIPFEL M. Thierry HOERR, M. Marc EGIZII, Mme Clothilde LOGEL, M. Serge KRAEMER, Mme Denise LOEWENKAMP, Mme Chantal MULLER, Mme Anne FREY, M. Stéphane KASTNER, M. Claude PHILIPPS, M. Jean Bernard WEIGEL, M. Marc MEYER, M. Christophe SCHIMPF, Mme Claire CARRARO, M. Pierre MAMMOSSER, Mme Béatrice HOELTZEL, M. Dominique STOHR, M. Alain WURSTER, M. Olivier ROUX, Mme Nathalie SCHMITZ,

Absents excusés donnant procuration :
M. Adrien WEISS (donne procuration à M. Jean-Claude KOEBEL)
Mme Esther SCHEIB (donne procuration à Mme Anne FREY)

Absents excusés
M. Benjamin RAPP
M. Didier BRAUN
M. Christian KLIPFEL

Absents non excusés
Mme Jeannine HUMMEL
Mme. Aurélie REYMANN

Assiste :
M. Olivier THOMASSIN

M. Jean-Claude KOEBEL est désigné secrétaire de séance.

L'an deux mille vingt-six, le quatre mars à dix-neuf heure trente, les membres du Conseil de communauté se sont réunis dans la salle de réunion du Conseil Municipal de Betschdorf, sur la convocation qui leur a été adressée par le Président le 24 février 2026 conformément aux du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) applicables en la matière.

Ordre du jour et déroulement de la réunion :

1 Approbation du compte rendu de la séance du 28 Janvier 2026

2 Administration générale – finances :

2.1 Débat d'orientation budgétaire 2026

2.2 Approbation des comptes financiers uniques 2025

a. Budget principal
b. Budget annexe – zone d'activités intercommunale
c. Budget annexe – zone d'activités de Betschdorf « Village »
d. Budget annexe – zone d'activités de Hatten
e. Budget annexe – parc d'activités de Hatten
f. Budget annexe – zone d'activités « Hohwiller Strasse »
g. Budget annexe – zone d'activités de Soultz-sous-Forêts « Kleiner Wald »

h. Budget annexe – zone d'activités de Surbourg « Hagbronnen »
i. Budget annexe – GEMAPI
j. Régie OM

3 **Développement économique – création d'un parc d'excellence industrielle dédié à l'utilisation de ressources géothermiques à Hatten**
3.1 Approbation du dossier de création de la ZAC "Parc d'excellence industrielle dédié à l'utilisation des ressources géothermiques" à Hatten
3.2 Avis sur la Mise en Compatibilité du PLUi du Hattgau (MECDU) dans le cadre de la Déclaration d'Utilité Publique (DUP)
3.3 Confirmation de l'intérêt général du projet au titre du Code de l'environnement
3.4 Approbation d'une mission d'accompagnement stratégique

4 **Enfance petite-enfance - périscolaire Rittershoffen** Approbation de la clé de répartition sur le lot n°21 « aménagement extérieur »

5 **Divers**

Point un de l'ordre du jour : approbation du compte rendu de la séance du conseil communautaire du 28 Janvier 2026

Le Conseil communautaire approuve à l'unanimité le compte rendu de la réunion du conseil communautaire du 28 Janvier 2026.

Point deux de l'ordre du jour - Administration générale : finances
2.1 Débat d'orientation budgétaire 2026

Le Président présente les résultats de l'exercice 2025 aux conseillers communautaires.

Bilan de l'exercice 2025

Budget principal :

- Au niveau de la section de fonctionnement, le bilan de l'exercice se solde par un excédent de 2 075 028,47 euros, soit un excédent cumulé de 2 221 637,40 euros (146 608,93 euros d'excédent antérieur reporté + 2 075 028,47 euros correspondant au résultat 2025).

  - Cet excédent de fonctionnement est le résultat de dépenses réalisées moins importantes que prévues, de frais de fonctionnement maîtrisés, notamment au niveau des charges à caractère général, 309 037,37 euros de réalisations contre 537 423,54 en prévisions (-228 386,17 euros).

Le Président ajoute enfin que l'excédent de fonctionnement s'explique aussi par :

- L'attribution d'impositions directes non prévues : + 514 089,35 euros
- La perception d'une subvention de l'Etat au titre de la DGD relative aux modifications d'urbanisme : + 6 045,00 euros

- Au niveau de l'investissement, l'exercice présente un excédent de 828 299,98 euros. Le Président signale que l'ensemble des investissements réalisés en 2025 ont été réalisés sans recours à l'emprunt à savoir :

  - L'aménagement d'itinéraires cyclables (axes A et B), fin des travaux et études concernant l'axe D et ses antennes : 156 152,56 euros dont 53 260,11 euros de finalisation des axes A et B.

- Les frais inhérents à la finalisation du projet de construction d'une structure périscolaire à Schœnenbourg : 11 508,22 euros
- Des frais d'études concernant le projet de crèche à Betschdorf : 7 788,82 euros
- Le solde inhérent au projet de construction de l'accueil périscolaire à Betschdorf : 22 779,23 euros
- Les frais relatifs au projet de construction d'un accueil périscolaire à Hoffen : 800 627,55 euros
- Les frais relatifs au projet de construction d'une structure périscolaire à Rittershoffen : 223 904,08 euros
- Les frais inhérents à la mise en œuvre de la stratégie de développement touristique du territoire : 1 520,10 euros
- Des frais inhérents aux procédures de modification d'urbanisme : 54 741,74 euros
- Des frais d'acquisition/de renouvellement de matériel informatique : 7 727,00 euros
- Des frais liés à l'acquisition de matériel périscolaire : 12 774,00 euros
- Des frais liés à l'acquisition de matériels de bureau et mobiliers : 9 966,26 euros
- Des frais liés au renouvellement de la signalétique de la ZAi : 8 838,79 euros
- Des avances au budget annexe – Parc à Hatten : 600 000 euros

Budget annexe - zone d'activités intercommunale à Soultz-sous-Forêts

Le Président précise que la Communauté de communes a bénéficié d'avances remboursables de la CeA pour la réalisation des travaux de voirie, montant des avances s'élevant à 346 349,10 euros à rembourser linéairement sur 5 ans. La dernière annuité de 69 269,82 euros a été réglée le 1er juillet 2025.

Le produit de la vente de l'ensemble des parcelles à commercialiser dans la tranche 3 s'élève à 130 869,00 euros.

Point sur l'endettement de la Collectivité

Budget principal :

Le Président rappelle que 5 emprunts ont été contractés sur le budget principal, remboursements à capital constant pour la plupart sur un remboursement qui oscille entre 15 et 25 ans.
Au 31/12/2025, l'encours de la dette est de 1,046 million soit une dette par habitant d'environ 63,51 euros.

Budgets annexes

Pas d'emprunt sur les budgets annexes.

Etat du personnel

Le Président présente un tableau relatif à la composition du personnel au 31/12/2025.

	Composition du personnel au 31/12/2025		
Catégorie	Titulaire	Contractuel	(ETP)
A	1		1
B	1	1	2
C	2	1	2
Total	4	2	**6**

La masse salariale en 2025 s'est élevée à près de 347 147,47 euros. Pour 2026, il faudra envisager une augmentation de la masse salariale pour ajuster les dépenses en corrélation avec les ressources humaines en activité et au recrutement d'un nouvel agent effectif depuis le 1er avril 2025.

Perspectives 2026

Fonctionnement :

D'une manière générale, les dépenses de fonctionnement à prévoir en 2026 seront alignées sur celles de 2025 à l'exception de :

- Prévoir une augmentation des frais de fonctionnement pour les structures périscolaires suite à l'augmentation de périmètre (Hoffen puis Rittershoffen respectivement à compter de mars et septembre 2026), des frais d'entretien et réparation, de maintenance et de prise en charge financière du transport scolaire pendant la pause méridienne : + 155 000 €
- Prévoir une augmentation de la masse salariale au regard du recrutement d'un agent au 1er avril 2025 (correspondant à un trimestre supplémentaire) : + 15 000 €

Au global, les dépenses de fonctionnement, augmenteront en 2026 d'environ 170 000 euros.

Investissement :

Concernant la partie investissement, le Président présente et commente un tableau aux conseillers communautaires. Dans ce tableau figurent les projets d'investissement et les modalités de financement (cf tableau ci-dessous).

	Dépenses d'investissements	IMPUTATIONS Article/ fonction	Opération	BP 2025	CFU 31/12/2025	Recettes d'investissements	Imputations	BP 2025	CFU 31/12/2025
PLAN VELO	Pistes cyclables Axes A et B	2313/518	57	49 845,98 €	49 845,98 €	CEA	1323	41 607,28 €	38 433,00 €
	Terrains	2111/518	57	3 105,00 €	3 414,13 €	FCTVA	10222	6 955,00 €	15 131,39 €
	Etudes Axe C et D	2031	63	624,00 €	624,00 €				
	Pistes cyclables Axes C et D	2313	63	129 181,38 €	37 749,92 €				
	Opération sous mandat CCSP	4581631	63	46 486,00 €	16 521,89 €	Part CCSP	4582631	46 486,00 €	16 422,59 €
	Opération sous mandat CCPW	4581632	63	143 607,92 €	47 996,64 €	Part CCPW	4582632	143 607,92 €	47 710,41 €
						FCTVA	10222	0,00 €	981,40 €
MULTI ACCUEIL	Multi-accueil Hohwiller porte	21318/4221	52	11 750,00 €	0,00 €	FCTVA	10222	1 927,00 €	0,00 €
	Crèche Soultz-sous forêts	21318	70	15 000,00 €	514,80 €	FCTVA	10222	2 460,60 €	84,45 €
	Crèche Betschdorf	21318	71	516 192,00 €	7 788,82 €	FCTVA	10222	84 676,00 €	0,00 €
						CAF	1328	273 600,00 €	0,00 €
PERISCOLAIRES	Périscolaire Surbourg		49	0,00 €	0,00 €	DETR	13461	95 027,00 €	95 027,00 €
						FCTVA	10222	420,00 €	420,01 €
	Périscolaire Schoenenbourg	2313/338	59	4 124,94 €	4 124,94 €	Agence de l'eau	458259	129 554,55 €	129 554,55 €
		458159	59	7 383,28 €	7 383,28 €	Agence de l'eau	1321	63 810,00 €	63 810,45 €
						CEA Contrat départemental	1323	0,00 €	17 283,00 €
						CEA Fonds d'attractivité	1323	25 702,00 €	25 702,00 €
						CEA Fonds communal	458259	168 099,00 €	135 927,00 €
						Préfecture Partie extérieure Amendes de police	458259	13 827,00 €	19 610,23 €
						Préfecture Partie extérieure Amendes de police	1345	6 810,00 €	9 659,77 €
						DETR	13461	60 000,00 €	54 881,54 €
						CAF	1328	159 300,00 €	159 300,00 €
						Région	1322	22 942,40 €	22 942,40 €
						SIVOS	458259	22 810,00 €	33 701,18 €
						FCTVA	10222	9 971,00 €	10 916,65 €
	Périscolaire Betschdorf	2313/338	51	22 779,23 €	22 779,23 €	DETR	13461	99 135,00 €	0,00 €
						CAF+ Aide CAF plan mercredi	1328	81 200,00 €	81 200,00 €
						Région	1322	53 300,00 €	0,00 €
						FCTVA	10222	23 748,22 €	27 346,54 €
	Périscolaire Hoffen	2313/338	60	1 196 355,05 €	800 627,55 €	Part Commune de Hoffen	458260	1 427 876,36 €	1 067 272,74 €
	Opérations sous mandat (part Commune de Hoffen)	458160	60	1 453 374,21 €	1 077 262,10 €	DETR	13461	203 000,00 €	0,00 €
						Fonds vert	1381	0,00 €	19 005,00 €
						CEA	1323	203 374,00 €	109 134,00 €
	Mobilier	21848	60	25 000,00 €	0,00 €	CAF	1328	220 500,00 €	154 400,00 €
	Vaisselle+électroménager	2188	60	5 000,00 €	0,00 €	Région	1322	260 000,00 €	175 590,81 €
						FCTVA	10222	226 022,38 €	127 906,42 €
	Périscolaire Rittershoffen	2313/338	64	1 006 079,12 €	221 283,64 €	DETR	13461	270 000,00 €	42 000,00 €
	Opérations sous mandat aménagements extérieurs	458164	64	79 115,64 €	0,00 €	CEA	1323	123 935,26 €	0,00 €
	Frais d'études	2031/338	64	2 700,00 €	2 620,44 €	CAF	1328	94 500,00 €	0,00 €
						Part Commune de Rittershoffen (amén. extérieurs)	458264	79 115,64 €	0,00 €
						FCTVA	10222	164 998,36 €	19 881,02 €
	Périscolaire Soultz-sous-forêts	2313	65	45 000,00 €	518,39 €				
						FCTVA	10222	7 381,80 €	85,04 €
PLU	Frais d'études PLU	202/518	10	100 000,00 €	54 741,74 €	FCTVA	10222	0,00 €	8 811,05 €
	Tourisme-Stratégie de développement du territoire	2181	62	21 520,10 €	1 520,10 €	CEA	1323	83 525,00 €	83 625,00 €
						FCTVA	10222	7 030,42 €	5 350,82 €
	Matériel informatique	21838		7 230,00 €	7 227,00 €	FCTVA	10222	656,16 €	1 185,52 €
	Matériel informatique	2051/020		1 000,00 €	0,00 €	FCTVA	10222	164,04 €	0,00 €
	Autre matériels de bureau et mobiliers	21848		10 420,00 €	9 986,26 €	FCTVA	10222	820,20 €	1 634,87 €
	Divers matériel périscolaire	2188		13 450,00 €	12 774,00 €	FCTVA	10222	3 280,80 €	1 141,29 €
	Signalisation ZAI	2152		8 900,00 €	8 838,79 €	FCTVA	10222	1 459,95 €	1 449,92 €
	Banque de matériel	2188		2 900,00 €	2 817,96 €	FCTVA	10222	820,20 €	462,26 €
	Autre bâtiments publics	21318	339	700,00 €	692,40 €	FCTVA	10222	328,00 €	49,02 €
	Autres constructions	2138	338	600,00 €	597,60 €	FCTVA	10222	0,00 €	98,04 €
	Constructions sur sol d'autrui-installations générales	2145	338	400,00 €	393,60 €	FCTVA	10222	0,00 €	0,00 €
	Constructions sur sol d'autrui-autres constructions	2148	338	300,00 €	299,80 €	FCTVA	10222	0,00 €	0,00 €
	Avances au budget ZA Parc Hatten	27638		600 000,00 €	600 000,00 €				
	Avances au budget ZA Hohwillerstrasse	27638		60 000,00 €	0,00 €				
	Quote-part subvention d'investissement	1391		10 900,00 €	10 456,28 €	Opérations d'ordre de transfert entre sections (dotation aux amortissement)	040	171 713,28 €	162 275,76 €
	Remboursement de capital des emprunts en cours	1641		137 185,40 €	137 185,40 €	Autres créances immobilisées: fonds de résistance	27632	0,00 €	1 507,76 €
	Résultat reporté	001		1 505 128,77 €	0,00 €	Excédents de fonctionnement capitalisés	1068	987 994,77 €	987 994,77 €
						Virement de la section de fonctionnement	021	1 067 880,38 €	0,00 €
	TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENTS			7 243 638,00 €	3 148 565,68 €	TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENTS		7 243 638,00 €	3 976 865,66 €

	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Total des investissements	201 955,61 €	2 148 170,84 €	6 344 272,98 €	6 125 671,36€	3 148 565,68 €	6 564 720,94 €
Montant total des investissements à financer	- 197 774,68 €	125 627,47 €	3 484 566,82 €	387 104,96 €	- 828 299,98 €	2 923 781,51 €

Au regard de l'excédent de fonctionnement de l'exercice 2025 de l'ordre d'un peu plus de deux millions d'euros et de la rigueur à pérenniser sur le fonctionnement des exercices à venir, le financement desdits projets doit pouvoir se réaliser sans recours à l'emprunt.

Le Président signale qu'il y a néanmoins une inconnue concernant les recettes fiscales professionnelles et que le contexte économique actuel peut générer des surcoûts.

Au regard de ces investissements qui se profilent et malgré les incertitudes actuelles et les taux relativement bas de l'intercommunalité, le Président estime qu'une action sur la fiscalité ne s'impose pas compte tenu des éléments présentés en matière de financement.

Le Président ouvre le débat :

M. Pierre MAMMOSSER, Vice-président, s'interroge sur le montant restant à charge pour la Communauté de communes parmi les 24 533 357,04 euros investis sur le mandat. Le Président répond que 5 895 006,10 euros restent à la charge de la collectivité soit 24,02%.

Marc EGIZII souhaite avoir des précisions quant à l'état d'avancement du projet d'aménagement cyclable entre Betschdorf et Rittershoffen et quant aux modalités de financement. Sur ce dernier point, le Président précise que l'acquisition foncière est portée par la Communauté de communes de l'Outre-Forêt et que les travaux seront réalisés par la CeA. Le Président signale qu'une problématique de succession subsiste quant à l'acquisition du foncier et que le dossier est géré par le service foncier de la CeA et l'étude notariale de Hatten.

Plus personne ne souhaitant prendre la parole, le Président clôt le débat d'orientation budgétaire 2026.

Point deux de l'ordre du jour - administration générale : finances

2.2 Approbation des comptes financiers uniques 2025

a. Budget principal

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) et notamment l'article L. 2222-3

Vu la démarche volontaire de la Communauté de communes de l'Outre-Forêt de participer à l'expérimentation du Compte Financier Unique en lien avec la Direction Départementale des Finances Publiques / Service de Gestion Comptable

Vu le Compte Financier Unique pour l'année 2025 du budget principal

Considérant que le CFU est une procédure entièrement dématérialisée, permettant la mise en place de contrôles automatisés entre les données de l'ordonnateur et celles du comptable, ce qui simplifier leurs travaux en amont de la production du CFU

Considérant que le CFU met en évidence des informations clés sur la situation financière de la Collectivité, en particulier sur la présentation de résultat synthétiques et des taux des contributions et produits afférents

Le budget principal de l'exercice 2025 pour lequel le CFU est soumis au conseil communautaire s'est exécuté du 1er janvier 2025 au 31 décembre 2025 pour les opérations de la section d'investissement et de fonctionnement

De ce document comptable se dégagent les résultats suivants

Fonctionnement	Prévisions	Réalisations
Dépenses	5 932 995,00 €	4 323 210,91 €
Recettes	5 932 995,00 €	6 398 239,38 €
Résultat de clôture 2025 - Excédent		**2 075 028,47 €**
Détails de l'excédent :		
Excédent de fonctionnement reporté de 2024		146 608,93 €
Résultat cumulé (report 2024+ résultat 2025)		**2 221 637,40 €**

Investissement	Prévisions	Réalisations
Dépenses	7 243 638,00 €	3 148 565,68 €
Recettes	7 243 638,00 €	3 976 865,66 €
Résultat de clôture 2025 - Excédent		**828 299,98 €**
Report déficit 2024		**-1 505 128,77 €**
Déficit 2025		**-676 828,79 €**
Restes à réaliser pour 2026		
Dépenses		2 527 431,50 €
Recettes		1 783 135,00 €
Besoin de financement pour 2026		
Couverture du besoin de financement de la section investissement		1 421 125,29 €
Total des excédents de fonctionnement capitalisés- ligne 1068 recettes invest		1 421 125,29 €
Excédent de fonctionnement (ligne 002)		**800 512,11 €**

Monsieur le Président quitte provisoirement la salle du Conseil,

Sur proposition de Monsieur Jean-Claude KOEBEL, Vice-président, les membres du Conseil Communautaire, **après en avoir délibéré à l'unanimité :**

- **Approuvent** le CFU 2025 du Budget Principal de la Communauté de communes de l'Outre-Forêt
- **Valident** la sincérité des restes à réaliser
- **Décident** d'arrêter les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus
- **Autorisent** le Président de signer le CFU 2025 dans CDG-D

2.2 Approbation des comptes financiers uniques 2025

b. Budget annexe – zone d'activités intercommunale

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) et notamment l'article L. 2222-3

Vu la démarche volontaire de la Communauté de communes de l'Outre-Forêt de participer à l'expérimentation du Compte Financier Unique en lien avec la Direction Départementale des Finances Publiques / Service de Gestion Comptable

Vu le Compte Financier Unique pour l'année 2025 du budget annexe de la zone d'activités intercommunale

Considérant que le CFU est une procédure entièrement dématérialisée, permettant la mise en place de contrôles automatisés entre les données de l'ordonnateur et celles du comptable, ce qui simplifier leurs travaux en amont de la production du CFU

Considérant que le CFU met en évidence des informations clés sur la situation financière de la Collectivité, en particulier sur la présentation de résultat synthétiques et des taux des contributions et produits afférents

Le budget annexe – zone d'activités intercommunale - de l'exercice 2025 pour lequel le CFU est soumis au conseil communautaire s'est exécuté du 1er janvier 2025 au 31 décembre 2025 pour les opérations de la section d'investissement et de fonctionnement

De ce document comptable se dégagent les résultats suivants

Fonctionnement	Prévisions	Réalisations
Dépenses	881 432,12 €	539 879,04 €
Recettes	1 031 432,12 €	39 879,04 €
Résultat de clôture - déficit 2025		-500 000,00 €
Résultat reporté		840 720,58 €
Résultat cumulé au 31/12/2025		**340 720,58 €**

Investissement	Prévisions	Réalisations
Dépenses	259 980,90 €	109 148,86 €
Recettes	259 980,90 €	39 879,04 €
Résultat d'investissement - déficit		**-69 269,82 €**
Résultat reporté		29 390,78 €
Résultat cumulé au 31/12/2025		**-39 879,04 €**

Monsieur le Président quitte provisoirement la salle du Conseil,

Sur proposition de Monsieur Jean-Claude KOEBEL Vice-président, les membres du Conseil Communautaire, **après en avoir délibéré à l'unanimité :**

- **Approuvent** le CFU 2025 du Budget Annexe de la zone d'activités intercommunale de la Communauté de communes de l'Outre-Forêt
- **Décident** d'arrêter les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus
- **Autorisent** le Président de signer le CFU 2025 dans CDG-D

2.2 Approbation des comptes financiers uniques 2025

c. Budget annexe – zone d'activités de Betschdorf « Village »

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) et notamment l'article L. 2222-3

Vu la démarche volontaire de la Communauté de communes de l'Outre-Forêt de participer à l'expérimentation du Compte Financier Unique en lien avec la Direction Départementale des Finances Publiques / Service de Gestion Comptable

Vu le Compte Financier Unique pour l'année 2025 du budget annexe de la zone d'activités Betschdorf « Village »

Considérant que le CFU est une procédure entièrement dématérialisée, permettant la mise en place de contrôles automatisés entre les données de l'ordonnateur et celles du comptable, ce qui simplifier leurs travaux en amont de la production du CFU

Considérant que le CFU met en évidence des informations clés sur la situation financière de la Collectivité, en particulier sur la présentation de résultat synthétiques et des taux des contributions et produits afférents

Le budget annexe – zone d'activités de Betschdorf « Village » - de l'exercice 2025 pour lequel le CFU est soumis au conseil communautaire s'est exécuté du 1er janvier 2025 au 31 décembre 2025 pour les opérations de la section d'investissement et de fonctionnement

De ce document comptable se dégagent les résultats suivants :

Fonctionnement	Prévisions	Réalisations
Dépenses	1 471 376,19 €	- €
Recettes	1 471 801,34 €	- €
Résultat de clôture		**0,00 €**
Résultat de l'exercice 2024		425,25 €
Résultat cumulé 2025		**425,25 €**

Monsieur le Président quitte provisoirement la salle du Conseil,

Sur proposition de Monsieur Jean-Claude KOEBEL, Vice-président, les membres du Conseil Communautaire, **après en avoir délibéré à l'unanimité :**

- **Approuvent** le CFU 2025 du Budget Annexe de la zone d'activités Betschdorf « Village » de la Communauté de communes de l'Outre-Forêt
- **Décident** d'arrêter les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus
- **Autorisent** le Président de signer le CFU 2025 dans CDG-D

2.2 Approbation des comptes financiers uniques 2025

d. Budget annexe – zone d'activités de Hatten

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) et notamment l'article L. 2222-3

Vu la démarche volontaire de la Communauté de communes de l'Outre-Forêt de participer à l'expérimentation du Compte Financier Unique en lien avec la Direction Départementale des Finances Publiques / Service de Gestion Comptable

Vu le Compte Financier Unique pour l'année 2025 du budget annexe – zone d'activités de Hatten

Considérant que le CFU est une procédure entièrement dématérialisée, permettant la mise en place de contrôles automatisés entre les données de l'ordonnateur et celles du comptable, ce qui simplifier leurs travaux en amont de la production du CFU

Considérant que le CFU met en évidence des informations clés sur la situation financière de la Collectivité, en particulier sur la présentation de résultat synthétiques et des taux des contributions et produits afférents

Le budget annexe – zone d'activités de Hatten - de l'exercice 2025 pour lequel le CFU est soumis au conseil communautaire s'est exécuté du 1er janvier 2025 au 31 décembre 2025 pour les opérations de la section d'investissement et de fonctionnement

De ce document comptable se dégagent les résultats suivants :

Fonctionnement	Prévisions	Réalisations
Dépenses	50 000,00 €	- €
Recettes	50 000,00 €	- €
Résultat de clôture		**0,00 €**
Résultat de l'exercice 2024		**3,14 €**
Résultat cumulé 2025		**3,14 €**

Investissement	Prévisions	Réalisations
Dépenses		- €
Recettes		- €
Résultat d'investissement		**0,00 €**
Résultat cumulé 2025		**0,00 €**

Monsieur le Président quitte provisoirement la salle du Conseil,

Sur proposition de Monsieur Jean-Claude KOEBEL, Vice-président, les membres du Conseil Communautaire, **après en avoir délibéré à l'unanimité :**

- **Approuvent** le CFU 2025 du Budget Annexe de la zone d'activités de Hatten de la Communauté de communes de l'Outre-Forêt

2.2 Approbation des comptes financiers uniques 2025

e. Budget annexe – parc d'activités de Hatten

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) et notamment l'article L. 2222-3

Vu la démarche volontaire de la Communauté de communes de l'Outre-Forêt de participer à l'expérimentation du Compte Financier Unique en lien avec la Direction Départementale des Finances Publiques / Service de Gestion Comptable

Vu le Compte Financier Unique pour l'année 2025 du budget annexe – ZAC Parc Hatten

Considérant que le CFU est une procédure entièrement dématérialisée, permettant la mise en place de contrôles automatisés entre les données de l'ordonnateur et celles du comptable, ce qui simplifier leurs travaux en amont de la production du CFU

Considérant que le CFU met en évidence des informations clés sur la situation financière de la Collectivité, en particulier sur la présentation de résultat synthétiques et des taux des contributions et produits afférents

Le budget annexe – ZAC Parc Hatten - de l'exercice 2025 pour lequel le CFU est soumis au conseil communautaire s'est exécuté du 1er janvier 2025 au 31 décembre 2025 pour les opérations de la section d'investissement et de fonctionnement

De ce document comptable se dégagent les résultats suivants :

Fonctionnement	Prévisions	Réalisations
Dépenses	1 249 999,65 €	776 190,26 €
Recettes	1 260 285,63 €	776 189,51 €
Résultat de clôture - Déficit		**-0,75 €**
Résultat de l'exercice 2024		10 290,98 €
Résultat cumulé 2025		**10 290,23 €**

Investissement	Prévisions	Réalisations
Dépenses	1 210 694,65 €	766 375,00 €
Recettes	1 215 000,00 €	1 022 375,15 €
Résultat d'investissement - excédent		**256 000,15 €**
Résultat de l'exercice 2024		192 624,85 €
Résultat cumulé 2025		**448 625,00 €**

Monsieur le Président quitte provisoirement la salle du Conseil,

Sur proposition de Monsieur Jean-Claude KOEBEL, Vice-président, les membres du Conseil Communautaire, **après en avoir délibéré à l'unanimité :**

- **Approuvent** le CFU 2025 du Budget Annexe ZAC Parc Hatten de la Communauté de communes de l'Outre-Forêt

- **Décident** d'arrêter les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus
- **Autorisent** le Président de signer le CFU 2025 dans CDG-D

2.2 Approbation des comptes financiers uniques 2025

f. Budget annexe – zone d'activités Hohwiller Strasse

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) et notamment l'article L. 2222-3

Vu la démarche volontaire de la Communauté de communes de l'Outre-Forêt de participer à l'expérimentation du Compte Financier Unique en lien avec la Direction Départementale des Finances Publiques / Service de Gestion Comptable

Vu le Compte Financier Unique pour l'année 2025 du budget annexe – Zone d'activités Hohwiller Strasse

Considérant que le CFU est une procédure entièrement dématérialisée, permettant la mise en place de contrôles automatisés entre les données de l'ordonnateur et celles du comptable, ce qui simplifier leurs travaux en amont de la production du CFU

Considérant que le CFU met en évidence des informations clés sur la situation financière de la Collectivité, en particulier sur la présentation de résultat synthétiques et des taux des contributions et produits afférents

Le budget annexe – Zone d'activités Hohwiller Strasse - de l'exercice 2025 pour lequel le CFU est soumis au conseil communautaire s'est exécuté du 1er janvier 2025 au 31 décembre 2025 pour les opérations de la section d'investissement et de fonctionnement

De ce document comptable se dégagent les résultats suivants :

Fonctionnement	Prévisions	Réalisations
Dépenses	462 258,61 €	47 628,40 €
Recettes	462 258,61 €	47 627,00 €
Résultat de clôture- déficit		**-1,40 €**
Résultat de l'exercice 2024		**0,00 €**
Résultat cumulé 2025		**-1,40 €**

Investissement	Prévisions	Réalisations
Dépenses	469 508,23 €	47 627,00 €
Recettes	475 000,00 €	32 160,63 €
Résultat d'investissement		**-15 466,37 €**
Résultat de l'exercice 2024		**47 839,37 €**
Résultat de clôture 2025		**32 373,00 €**

Monsieur le Président quitte provisoirement la salle du Conseil,

Sur proposition de Monsieur Jean-Claude KOEBEL, Vice-président, les membres du Conseil Communautaire, **après en avoir délibéré à l'unanimité :**

- **Approuvent** le CFU 2025 du Budget Annexe Zone d'activités Hohwiller Strasse de la Communauté de communes de l'Outre-Forêt
- **Décident** d'arrêter les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus
- **Autorisent** le Président de signer le CFU 2025 dans CDG-D

2.2 Approbation des comptes financiers uniques 2025

g. Budget annexe – zone d'activités de Soultz-sous-Forêts « Kleiner Wald »

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) et notamment l'article L. 2222-3

Vu la démarche volontaire de la Communauté de communes de l'Outre-Forêt de participer à l'expérimentation du Compte Financier Unique en lien avec la Direction Départementale des Finances Publiques / Service de Gestion Comptable

Vu le Compte Financier Unique pour l'année 2025 du budget annexe – zone d'activités de Soultz-sous-Forêts « Kleiner Wald »

Considérant que le CFU est une procédure entièrement dématérialisée, permettant la mise en place de contrôles automatisés entre les données de l'ordonnateur et celles du comptable, ce qui simplifier leurs travaux en amont de la production du CFU

Considérant que le CFU met en évidence des informations clés sur la situation financière de la Collectivité, en particulier sur la présentation de résultat synthétiques et des taux des contributions et produits afférents

Le budget annexe – zone d'activités de Soultz-sous-Forêts « Kleiner Wald » - de l'exercice 2025 pour lequel le CFU est soumis au conseil communautaire s'est exécuté du 1er janvier 2025 au 31 décembre 2025 pour les opérations de fonctionnement

De ce document comptable se dégagent les résultats suivants :

Fonctionnement	Prévisions	Réalisations
Dépenses	100 000,00 €	- €
Recettes	100 000,00 €	- €
Résultat de clôture		**0,00 €**

Monsieur le Président quitte provisoirement la salle du Conseil,

Sur proposition de Monsieur Jean-Claude KOEBEL Vice-président, les membres du Conseil Communautaire, **après en avoir délibéré à l'unanimité :**

- **Approuvent** le CFU 2025 du budget annexe zone d'activités de Soultz-sous-Forêts « Kleiner Wald » de la Communauté de communes de l'Outre-Forêt
- **Décident** d'arrêter les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus
- **Autorisent** le Président de signer le CFU 2025 dans CDG-D

Le Président clôture la séance à 20h05.

2.2 Approbation des comptes financiers uniques 2025

h. Budget annexe – zone d'activités de Surbourg « Hagbronnen »

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) et notamment l'article L. 2222-3

Vu la démarche volontaire de la Communauté de communes de l'Outre-Forêt de participer à l'expérimentation du Compte Financier Unique en lien avec la Direction Départementale des Finances Publiques / Service de Gestion Comptable

Vu le Compte Financier Unique pour l'année 2025 du budget annexe – zone d'activités de Surbourg Hagbronnen

Considérant que le CFU est une procédure entièrement dématérialisée, permettant la mise en place de contrôles automatisés entre les données de l'ordonnateur et celles du comptable, ce qui simplifier leurs travaux en amont de la production du CFU

Considérant que le CFU met en évidence des informations clés sur la situation financière de la Collectivité, en particulier sur la présentation de résultat synthétiques et des taux des contributions et produits afférents

Le budget annexe – zone d'activités de Surbourg Hagbronnen - de l'exercice 2025 pour lequel le CFU est soumis au conseil communautaire s'est exécuté du 1er janvier 2025 au 31 décembre 2025 pour les opérations de fonctionnement

De ce document comptable se dégagent les résultats suivants :

Fonctionnement	Prévisions	Réalisations
Dépenses	280 000,00 €	- €
Recettes	280 000,00 €	- €
Résultat de clôture - excédent		**0,00 €**
Détails du déficit:		
Résultat de l'exercice 2023		0,00 €
Résultat de l'exercice 2024		- €

Monsieur le Président quitte provisoirement la salle du Conseil,

Sur proposition de Monsieur Jean-Claude KOEBEL, Vice-président, les membres du Conseil Communautaire, **après en avoir délibéré à l'unanimité :**

- **Approuvent** le CFU 2025 du budget annexe zone d'activités de Surbourg Hagbronnen de la Communauté de communes de l'Outre-Forêt
- **Décident** d'arrêter les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus
- **Autorisent** le Président de signer le CFU 2025 dans CDG-D

2.2 Approbation des comptes financiers uniques 2025

i. Budget annexe – GEMAPI

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) et notamment l'article L. 2222-3

Vu la démarche volontaire de la Communauté de communes de l'Outre-Forêt de participer à l'expérimentation du Compte Financier Unique en lien avec la Direction Départementale des Finances Publiques / Service de Gestion Comptable

Vu le Compte Financier Unique pour l'année 2025 du budget annexe – GEMAPI

Considérant que le CFU est une procédure entièrement dématérialisée, permettant la mise en place de contrôles automatisés entre les données de l'ordonnateur et celles du comptable, ce qui simplifier leurs travaux en amont de la production du CFU

Considérant que le CFU met en évidence des informations clés sur la situation financière de la Collectivité, en particulier sur la présentation de résultat synthétiques et des taux des contributions et produits afférents

Le budget annexe – GEMAPI - de l'exercice 2025 pour lequel le CFU est soumis au conseil communautaire s'est exécuté du 1er janvier 2025 au 31 décembre 2025 pour les opérations de fonctionnement et d'investissement

De ce document comptable se dégagent les résultats suivants :

Fonctionnement	Prévisions	Réalisations
Dépenses	327 254,91 €	121 867,75 €
Recettes	327 254,91 €	109 521,00 €
Résultat de clôture - déficit		**- 12 346,75 €**
Excédent de fonctionnement reporté de 2024		227 254,91 €
Résultat cumulé 2025		**214 908,16 €**

Investissement	Prévisions	Réalisations
Dépenses	44 385,85 €	- €
Recettes	44 385,85 €	19 195,75 €
Résultat d'investissement - déficit		**19 195,75 €**
Excédent d'investissement reporté de 2024		25 190,10 €
Résultat cumulé 2025		**44 385,85 €**

Monsieur le Président quitte provisoirement la salle du Conseil,

Sur proposition de Monsieur Jean-Claude KOEBEL, Vice-président, les membres du Conseil Communautaire, **après en avoir délibéré à l'unanimité :**

- **Approuvent** le CFU 2025 du budget annexe GEMAPI de la Communauté de communes de l'Outre-Forêt

- **Décident** d'arrêter les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus
- **Autorisent** le Président de signer le CFU 2025 dans CDG-D

2.2 Approbation des comptes financiers uniques 2025

j. Budget Régie Ordures Ménagères

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) et notamment l'article L. 2222-3

Vu la démarche volontaire de la Communauté de communes de l'Outre-Forêt de participer à l'expérimentation du Compte Financier Unique en lien avec la Direction Départementale des Finances Publiques / Service de Gestion Comptable

Vu le Compte Financier Unique pour l'année 2025 du budget Régie Ordures Ménagères

Considérant que le CFU est une procédure entièrement dématérialisée, permettant la mise en place de contrôles automatisés entre les données de l'ordonnateur et celles du comptable, ce qui simplifier leurs travaux en amont de la production du CFU

Considérant que le CFU met en évidence des informations clés sur la situation financière de la Collectivité, en particulier sur la présentation de résultat synthétiques et des taux des contributions et produits afférents

Le budget - Régie Ordures Ménagères - de l'exercice 2025 pour lequel le CFU est soumis au conseil communautaire s'est exécuté du 1er janvier 2025 au 31 décembre 2025 pour les opérations de fonctionnement et d'investissement

De ce document comptable se dégagent les résultats suivants :

Fonctionnement	Prévisions	Réalisations
Dépenses	3 020 082,36 €	1 825 704,26 €
Recettes	3 020 082,36 €	1 812 079,01 €
Résultat de clôture - Déficit		**- 13 625,25 €**
Résultat de l'exercice 2024 (excédent)		1 289 582,36 €
Excédent de fonctionnement reporté 2025		1 275 957,11 €

Investissement	Prévisions	Réalisations
Dépenses	22 852,49 €	0,00 €
Recettes	22 852,49 €	0,00 €
Résultat d'investissement - déficit		**0,00 €**
Résultat de l'exercice 2024 (excédent)		22 852,49 €
Résultat de clôture à reporter - excédent (a.001)		22 852,49 €

Monsieur le Président quitte provisoirement la salle du Conseil,

Sur proposition de Monsieur Jean-Claude KOEBEL, Vice-président, les membres du Conseil Communautaire, **après en avoir délibéré à l'unanimité :**

- **Approuvent** le CFU 2025 du budget Régie Ordures Ménagères de la Communauté de communes de l'Outre-Forêt

- **Décident** d'arrêter les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus
- **Autorisent** le Président de signer le CFU 2025 dans CDG-D

Point trois de l'ordre du jour – développement économique : parc d'excellence industrielle dédié à l'utilisation des ressources géothermiques à Hatten

3.1 Approbation du dossier de création de ZAC

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code de l'urbanisme, et notamment ses articles L.311-1 et suivants et R.311-1 et suivants ;

Vu le Code de l'environnement, et notamment ses articles L.122-1 et suivants, L123-19, R.122-1 et suivants et R.123-46-1 ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme intercommunal du Hattgau approuvé le 21 octobre 2015 et ses évolutions (6 modifications et 2 révisions allégées) ;

Vu la délibération n°138/2023 du Conseil communautaire du 20 décembre 2023 prescrivant le lancement d'une procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLUi du Hattgau pour ouvrir à l'urbanisation la zone 2AUx où se situe le projet de ZAC et définissant les modalités de concertation préalable ;

Vu la délibération n°53/2024 du Conseil communautaire du 03 avril 2024 prescrivant l'engagement d'une procédure de création de ZAC et définissant les modalités de concertation préalable ;

Vu la délibération n°54/2024 du Conseil communautaire du 03 avril 2024 sollicitant l'engagement d'une procédure de déclaration d'utilité publique emportant mise en compatibilité du PLUi du Hattgau ;

Vu la procédure de concertation préalable conduite au titre de l'article L.103-2 du Code de l'urbanisme entre décembre 2023 et avril 2025 sur le projet de parc d'excellence industrielle dédié à l'utilisation des ressources géothermiques ;

Vu la délibération n°51/2025 du Conseil communautaire du 30 avril 2025 approuvant le bilan de la concertation préalable à la création de la ZAC et à la mise en compatibilité du PLUi ;

Vu le dossier de création de la ZAC "Parc d'excellence industrielle dédié à l'utilisation des ressources géothermiques" à Hatten ;

Vu l'enquête publique unique préalable à l'autorisation environnementale, la DUP et la mise en compatibilité du PLUi qui s'est déroulée du mercredi 12 novembre 2025 au vendredi 12 décembre 2025, le rapport et les conclusions de la Commissaire enquêteur en date du 02 février 2026 ;

Vu la participation du public par voie électronique relative au dossier de création de ZAC qui s'est déroulée du mercredi 12 novembre 2025 au vendredi 12 décembre 2025 ;

Considérant que le territoire de la Communauté de communes de l'Outre-Forêt (CCOF) présente une situation unique dans le Grand Est en termes de ressources géothermales : présence d'eau chaude (entre 150°C et 200°C à environ 2,5 km de profondeur) et teneur importante en lithium ;

Considérant que l'énergie géothermale constitue une énergie respectueuse de l'environnement, renouvelable, décarbonée, et dont l'exploitation présente un très faible impact paysager et peut contribuer à accroître l'indépendance énergétique du territoire ;

Considérant que le lithium présent dans l'eau géothermale peut, après avoir été raffiné, contribuer à la stratégie nationale sur les batteries et à renforcer la souveraineté française et européenne ;

Considérant que la ZAC présente une utilité publique au regard de :

son positionnement stratégique au regard de la tradition industrielle de l'Alsace du Nord, de la proximité des infrastructures de déplacement, de son inscription en continuité d'une zone d'activités existante, de la proximité de la ressource géothermale ;

sa réponse à des enjeux de réindustrialisation, enjeux qui ont une échelle nationale certes, mais surtout locale par rapport à la baisse du nombre d'emplois industriels en Alsace du Nord ;

sa réponse à des enjeux de décarbonation grâce à la ressource géothermale qui n'est pas délocalisable ;

sa réponse à des enjeux de valorisation des ressources locales (géothermie et lithium) et de développement de filières industrielles stratégiques ;

sa contribution au développement local du territoire en permettant le développement d'une offre d'emploi qui permette à terme de rééquilibrer le profil démographique en permettant aux jeunes de trouver des emplois sur le territoire et grâce aux retombées financières de développer l'économie locale et les équipements publics (accueil de la petite enfance, périscolaires, accompagnement du vieillissement, équipements culturels, valorisation du patrimoine, ...) ;

Considérant que le parc d'excellence industrielle a été retenu comme Projet d'Envergure Nationale ou Européenne (PENE) présentant un intérêt général majeur par l'arrêté ministériel du 31 mai 2024 ;

Considérant que les projets Lithium d'Alsace du Nord ont été sélectionnés, dans le cadre de la mise en œuvre de la législation sur les matières premières critiques, par l'Union Européenne comme projets stratégiques pour garantir et diversifier l'accès aux matières premières stratégiques qui vise à renforcer la chaîne de valeur des matières premières européennes et diversifier les sources d'approvisionnement ;

Considérant que le parti d'aménagement de la ZAC permettra également d'améliorer l'accessibilité à la casemate Esch, témoin de l'histoire locale.

PROCEDURE DE CONCERTATION PREALABLE

Considérant que les objectifs du projet et de la concertation préalable respectent les principes définis par le Conseil communautaire et détaillés dans les délibérations du 20 décembre 2023 et du 03 avril 2024 :

Objectifs du projet :

- Permettre la production de lithium en faveur de l'indépendance du pays ;
- Contribuer à relocaliser des emplois industriels décarbonés dans la Région Grand-Est ;

Modalités de concertation préalable :

- Mise à disposition d'un site internet dédié à l'information sur le projet et à l'expression du public ;
- Mise à disposition d'un registre d'observation et du dossier de concertation préalable au siège de la CCOF, aux jours et heures habituels d'ouverture au public ;
- Organisation d'au moins une réunion publique ;

Considérant que la concertation préalable s'est tenue entre décembre 2023 et avril 2025 ;

Considérant que l'ensemble des modalités de concertation préalable prévues par le Conseil communautaire a été respecté. De nombreux outils ont été mis en œuvre pour informer la population et l'associer à la construction du projet. Pour mémoire, environ 300 personnes ont participé à la réunion publique de concertation préalable qui s'est tenue le 21 mai 2024 à Hatten. A l'issue de cette réunion, pour approfondir le travail d'échange, des ateliers ont été organisés pour poursuivre le travail d'échange ;

Considérant que les moyens de concertation préalable et d'information, les échanges avec le public et la synthèse des avis détaillés dans le bilan de la concertation préalable manifestent une démarche qui a permis d'associer le public tout au long de l'élaboration du projet ;

Considérant que le bilan de cette concertation préalable a été approuvé par le Conseil communautaire dans sa délibération n°51/2025 du 30 avril 2025. Le bilan de la concertation préalable figure au dossier de création de ZAC annexé à la présente délibération.

PRISE EN CONSIDERATION DE L'EVALUATION ENVIRONNEMENTALE ET MOTIVATIONS DU PROJET AU REGARD DES INCIDENCES NOTABLES SUR L'ENVIRONNEMENT

Prise en considération de l'évaluation environnementale

Considérant que l'évaluation environnementale a été réalisée en concomitance du dossier de création de ZAC et a participé à la conception du projet.

Les conclusions de l'étude d'impact, traduisant la démarche d'évaluation environnementale du projet sont totalement intégrées au dossier de création. Les diverses évolutions du projet issues de la séquence ERC (Eviter, Réduire et Compenser) sont exposées ci-après en partie 7. Le dossier de création présenté dans le cadre de cette délibération communautaire prend donc intégralement en compte le contenu de l'étude d'impact.

Sobriété foncière

Le périmètre d'étude initial correspondait à la zone IIAUX du PLUi du Hattgau en vigueur, soit une emprise de 54,46 ha.

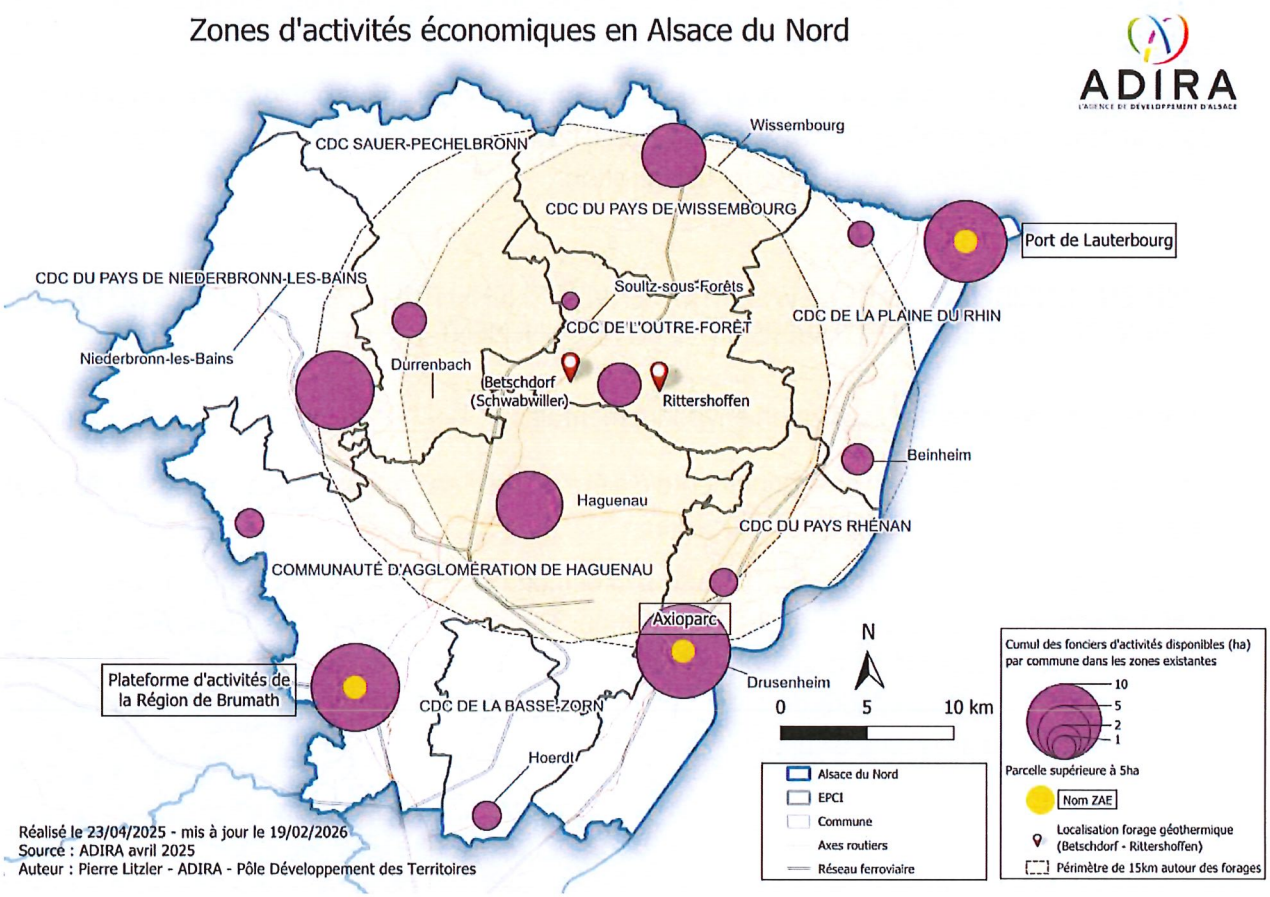
Le périmètre du parc d'excellence industrielle couvre une surface d'environ 43,7 ha (43,66 ha), dont 3ha correspondent à des zones humides préservées et valorisées.

La zone constructible (1AUT) s'établit donc de 40,05 ha. Cela correspond à une réduction de 26%.

Par arrêté ministériel du 31 mai 2024, le PLUi du Hattgau dispose grâce à l'identification du PENE (projets d'envergure nationale ou européenne) "Projet exploitation Lithium Nord Alsace" d'une emprise foncière de 50 ha pour développer des activités industrielles liées à l'exploitation du lithium.

La CCOF travaille avec la Région à ce que l'exploitation des ressources (géothermie et Lithium) soit identifiée en commun au titre du PENE, l'exploitation du lithium étant indissociable de l'exploitation géothermique en Alsace du Nord.

L'ambition du parc d'excellence est d'accueillir des industriels de grande ampleur et de leur proposer une énergie décarbonée grâce à la géothermie. Ces entreprises nécessitent des emprises foncières supérieures à 10 ha d'un seul tenant et à proximité des sites d'extraction des ressources géothermiques (moins de 15 km). Or, les disponibilités existantes dans les ZAE d'Alsace du Nord ne permettent pas y répondre, comme le montre la carte suivante.



La zone de Hatten sera la seule d'Alsace qui permettra d'accueillir une entreprise de 25 ha et de lui proposer une ressource énergétique décarbonée.

Choix du site d'implantation de la ZAC

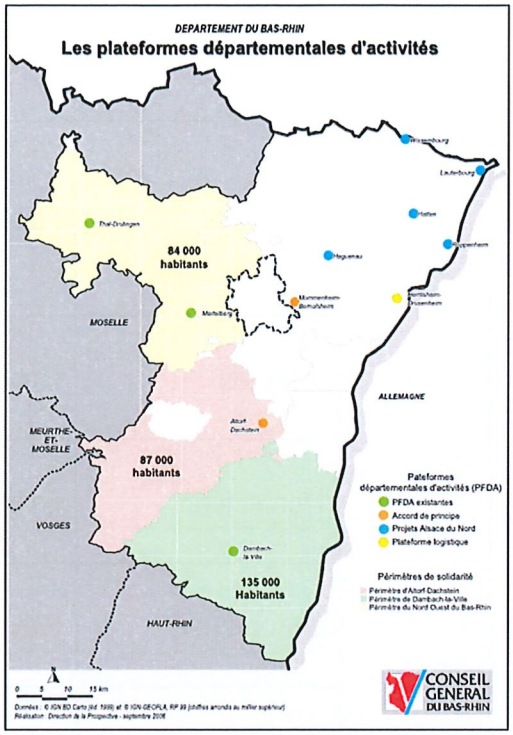
Au regard de ses atouts liés à son positionnement et sa desserte,

Positionnement idéal et bonne desserte (accessible sans traverser d'agglomération) ;

Proximité des grands pôles d'activités ;

À l'écart des zones habitées ;

le site de Hatten a été identifié de longue date, dès 2006 par le Conseil général du Bas-Rhin, en tant que plateforme départementale.



Il est à ce titre identifié dans les documents de planification en vigueur : SCOTAN, PLUi. Ainsi, la commune de Hatten est identifiée par le SCOTAN dont la révision a été approuvée le 24 mai 2025 "en particulier pour ses capacités d'accueil d'industrie d'intérêt national et d'industrie verte en lien avec la géothermie à vocation industrielle et l'exploitation du Lithium".

Il répond par ailleurs à la nécessaire proximité avec les forages géothermiques qui alimenteront le site. Aucun forage n'étant toutefois prévu dans le périmètre du projet.

Détermination des enjeux environnementaux et des impacts du projet sur l'environnement

Milieu	Thématique	Enjeux	Justification
Milieu physique	Climat	Élevé	Le climat est en enjeu élevé tous projets confondus.
	Topographie	Faible	Légères pentes douces orientées vers la forêt au Sud et à l'Est qui alimentent les zones humides du secteur.
	Géologie	Faible	Alluvions sableux limoneux. Perméabilité contrainte.
	Eaux souterraines	Élevé	Nappe alluviale affleurante et vulnérable. Hors périmètre de protection de captage AEP.
	Eaux superficielles	Moyen	Absence de cours d'eau à proximité. Présence de fossés au droit de l'emprise projet.
	Risques naturels	Moyen	Débordement de nappe.
Milieu naturel	Zonages réglementaires et patrimoniaux	Moyen	Le site est localisé au sein (partie Sud-Est) et au droit de la forêt de Haguenau qui est un réservoir de biodiversité ZNIEFF et une zone Natura 2000. En outre, le site est implanté sur des zonages des cartes de sensibilité des espèces (zone de dispersion périphérique pour l'azurée de la sanguisorbe et du milan royal, zone de potentialité de présence faible pour l'azurée des paluds).

Milieu	Thématique	Enjeux	Justification
	Zone humide	Élevé	La surface totale de zones humides pédologiques et floristiques peut être estimée à 8,78 ha au sein de toute l'aire d'étude prospectée.
	Habitats	Élevé	Sur les 9 habitats relevés dans l'aire d'étude, seuls les habitats forestiers sont déterminants ZNIEFF et d'intérêt communautaire. Ils sont hors périmètre du projet.
	Flore	Faible	119 espèces végétales sont recensées dans l'aire d'étude, aucune espèce d'intérêt communautaire ou protégée. Une seule espèce est menacée, inscrite en danger sur liste rouge en Alsace hors périmètre du projet, dans la forêt de Haguenau.
	Insectes	Faible	41 espèces d'insectes ont été observées, aucune espèce n'est protégée, menacée ou d'intérêt communautaire dans le périmètre du projet.
	Mammifères	Faible	7 espèces de mammifères, mais aucune espèce n'est protégée ou d'intérêt communautaire ou encore menacée.
	Chiroptères	Moyen	3 espèces de chiroptères protégées, dont une quasi-menacée. Aucun gîte n'est présent au sein du périmètre du projet, le site est un espace de transit et de chasse.
	Oiseaux	Élevé	45 espèces d'oiseaux sont observées, dont 33 espèces protégées, 3 espèces inscrites à l'Annexe I de la directive oiseaux et 3 espèces menacées inscrites sur liste rouge dans le Grand-Est dans l'aire d'étude.
	Reptiles	Faible	Une espèce de reptile protégée observée, aucune espèce d'intérêt communautaire ou menacée n'a été observée. Au sein de l'aire d'étude des habitats peuvent être favorables au développement des reptiles.
	Amphibiens	Moyen	Présence de deux espèces d'amphibiens protégées, mais non menacées sur site.
	Espèces exotiques envahissantes	Moyen	5 EEE observées au sein de l'aire d'étude, dont 4 EVEE de faible à moyenne capacité de dispersion et 1 EAEE ne nichant pas sur site. Seules 3 EEE observées sur le périmètre du projet.
Milieu humain	Démographie, emploi et économie	Moyen	Territoire de la CCOF peu attractif par rapport au reste du territoire. En 2020, la commune d'Hatten représentait 16,4% des emplois totaux de la CCOF pour 8,5% des habitants. Le taux de chômage y est plus bas que celui du département.
	Agriculture	Élevé	Le projet prend place sur environ 43,7 ha de terres agricoles.
	Paysage	Moyen	Projet hors périmètre de paysage remarquable. Localisé en dehors de Hatten et au voisinage direct d'une zone d'activité déjà en exploitation.
	Patrimoine	Élevé	En zone de présomption archéologique. Hors périmètre de protection de monument historique. Présence d'éléments patrimoniaux à proximité.

Milieu	Thématique	Enjeux	Justification
	Risques industriels et technologiques	Moyen	Présence de canalisations enterrées de gaz et de géothermie sur site. Servitudes attenantes. Projet hors PPRT.
	Sites et sols pollués	Faible	Au regard de l'historique d'occupation des terrains, aucune suspicion de pollution. Présence potentielle d'un risque pyrotechnique.
	Ambiance acoustique	Faible	Sources de bruit au voisinage du site : route départementale et la zone d'activité implantée au Nord-Est. D'après l'étude acoustique de 2024, l'ambiance sonore du point de vue des infrastructures routières est considérée comme « modérée » en limite de propriété du projet, comme en zone dite d'émergences règlementées (référentiel repris par rapport à la règlementation ICPE).
	Trafic	Moyen	Actuellement le trafic sur la zone d'étude est fluide.
	Qualité de l'air	Faible	Les concentrations mesurées sur site en 2024 sont en dessous des valeurs limites réglementaires européennes (actuelles et à venir) et des seuils fixés par l'Organisation mondiale de la santé.
	EnR et GES	Élevé	Le raccordement au RCU, projeté sur la ZAC est la solution la plus avantageuse tant sur l'aspect financier que sur l'aspect émission GES. Les émissions induites par la ZAC sont significatives et vont à l'encontre de la stratégie nationale bas carbone (SNBC), qui vise à atteindre la neutralité carbone en 2050. Le projet est toutefois fléché PENE, et s'oriente vers une industrie décarbonée.
	Réseaux divers	Moyen	Le projet est traversé par la canalisation de gaz naturel à haute-pression, accompagnée d'une « zone de danger graves et très graves liées aux ouvrages de transports » sur une largeur de 55 et 25 mètres de part et d'autre de son passage.

Au regard de ces enjeux, une première estimation des impacts temporaires et permanents (en phase travaux et en phase d'exploitation) potentiels du projet sur l'environnement a pu être établie.

Séquence ERC et ajustement du projet

La CCOF s'est engagée par une démarche itérative menée tout au long de l'évaluation environnementale accompagnant le projet, à éviter ces impacts lorsque cela est possible, à les réduire quand l'évitement est impossible et enfin à les compenser en cas d'impacts avérés pour lesquels des mesures d'évitement et de réduction n'ont pas pu être mises en place.

L'évaluation environnementale, au regard de l'article R.122-5 du Code de l'environnement, a proposé diverses mesures d'évitement du projet sur des secteurs à enjeux et sur diverses thématiques (faune, flore, habitat, activités, réseaux, ...).

Ces mesures ont contribué à revoir le périmètre du projet initialement prévu :

Le projet de parc d'excellence industrielle a été initié sur l'emprise d'une zone IIAUx inscrite au PLUi du Hattgau approuvé par la CCOF le 21/10/2015. Cette zone s'étend sur 54,4 ha au Sud de la RD28. Trois lots étaient pressentis, deux d'environ 19 ha et un d'environ 13 ha. Le nouveau giratoire était déjà envisagé, puisque toute entrée directe par lot depuis la RD28 est strictement proscrite. Une zone tampon protégeait la lisière de la forêt de Haguenau.

Au regard des différents enjeux (passage de canalisations - conduite de gaz induisant une bande inconstructible de 10 m centrée sur la canalisation et conduite d'eau chaude géothermique alimentant le site industriel ROQUETTE à Beinheim - et la présence des zones humides avérées en partie Sud du périmètre initial), la CCOF a redimensionné le projet en excluant toutes les zones humides au Sud en bordure de boisement.

Finalement, le périmètre a été réduit de 54,4 à 43,7 ha, dont 3 ha correspondent à des zones humides qui seront préservées et valorisées en limite Sud de la ZAC. C'est également moins de terres agricoles impactées sur l'ensemble du projet. La CEA a validé le léger décalage de la RD28 au niveau du nouveau giratoire, de sorte que les parcelles au Nord de la RD28 ne sont plus incluses dans le périmètre de la ZAC. L'abattage des 9 arbres d'alignement n'a pas pu être évité à ce stade de la conception du projet.

Des stationnements permettant l'accès aux espaces culturels voisins (casemate et cimetière) et à la ZAC ont été créés sur le plan d'aménagement, ce qui n'existait pas dans la version initiale. Une voie douce est entendue entre les lots, permettant un accès à la forêt depuis la RD28. Une coupure verte entre le village et la zone d'activité sera maintenue, pour favoriser l'intégration du projet et l'accent sera mis sur l'harmonisation de l'aménagement du site avec les composantes existantes. Un nouveau chemin forestier et agricole sera réalisé le long de la partie Sud-Est de la ZAC pour rejoindre la RD197, évitant ainsi tout passage de grumiers ou d'engins agricoles dans l'enceinte du périmètre.

Lorsque l'impact du projet n'a pas pu être évité ou réduit au regard des obligations de réalisation du projet, des mesures de compensation ont été proposées. Elles concernent principalement l'impact du projet sur les zones humides.

La CCOF s'engage à suivre la réalisation de ces mesures en phase de travaux ou d'exploitation pour s'assurer de leur mise en œuvre. Ces mesures associées aux effets du projet sur l'environnement sont consultables en partie 7 de la présente délibération. Des mesures d'ajustements pourront le cas échéant être proposées si les mesures initialement envisagées s'avéraient insuffisantes pour limiter les impacts globaux du projet de ZAC sur l'environnement.

Le dossier de création de ZAC intègre la version finalisée de l'étude d'impact relative au projet ZAC "Parc d'excellence industrielle dédié à l'utilisation des ressources géothermiques" à Hatten.

Prise en compte de l'avis de la Mission Régionale de l'Autorité environnementale du Grand Est

L'étude d'impact a été soumise pour avis à la MRAe. Elle a rendu un avis le 16 octobre 2025.

L'Autorité environnementale (Ae) a relevé "très positivement que les indications données au pétitionnaire pour ce cadrage ont été convenablement prises en compte par le pétitionnaire dans l'étude de son projet" et émis principalement les recommandations suivantes :

L'Ae considère que la consommation foncière des activités qui ne rentrent pas dans ce cadre relèverait d'une comptabilisation locale et non plus nationale, devant ainsi entrer dans les règles relatives à la sobriété foncière inscrites dans le SRADDET (règle n°16) et dans la loi Climat et résilience que le PLUi doit respecter ;

L'Ae a relevé des points d'amélioration concernant notamment la surveillance de la qualité des eaux souterraines, la prise en compte des risques de remontée de nappe, la réduction des émissions atmosphériques et des nuisances sonores pour les habitations situées à proximité, ainsi que pour la circulation des poids lourds dans la traversée de Hatten et pour la mise en place de zones tampon pour préserver la biodiversité au voisinage de la ZAC.

Pour rappel, la CCOF travaille avec la Région à ce que l'exploitation de ces ressources soit bien identifiée en commun au titre du PENE, l'exploitation du lithium étant indissociable de l'exploitation géothermique en Alsace du Nord.

La CCOF prendra en compte les mesures de surveillance qui lui seront prescrites dans le cadre de l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale. Elle prendra en compte également les recommandations de l'Ae dans les critères de choix des industries qui s'implanteront dans la zone, lesquelles seront également soumises au contrôle des services de l'Etat.

Une réponse détaillée à l'avis de la MRAe est annexée à la présente délibération.

PRISE EN CONSIDERATION DE L'AVIS DE LA COMMUNE DE HATTEN

Considérant l'avis favorable de la Commune de Hatten émis au titre de l'article L.122-1 V du Code de l'environnement par délibération n°079/2025 le 09 octobre 2025.

PRISE EN CONSIDERATION DES RESULTATS DE PARTICIPATION DU PUBLIC PAR VOIE ELECTRONIQUE

Considérant les éléments de la procédure de Participation du Public par Voie Electronique (PPVE) préalable à l'approbation du dossier de création de ZAC en application des dispositions de l'article L.123-19 du Code de l'environnement, réalisé concomitamment à l'enquête publique unique préalable à l'autorisation environnementale, la DUP et la mise en compatibilité du PLUi du Hattgau, du 12 novembre au 12 décembre 2025 ;

Considérant que l'enquête publique et la PPVE avec :

Nombre de visiteurs sur le site du registre dématérialisé	6 753
Nombre de visiteurs uniques sur le site du registre dématérialisé	1 244
Nombre de téléchargements de documents	2 136
Nombre total d'observations enregistrées	211
Nombre de participants à la réunion publique d'information et d'échange	Environ 200

ont permis une large consultation du public ;

Considérant la prise en considération des observations présentées[1] et résumées ci-après :

[1] NOTA : les thématiques correspondent à celles identifiées dans son PV de synthèse par le Commissaire enquêteur qui a conduit l'enquête publique relative à la DUP, l'autorisation environnementale et la mise en compatibilité du PLUi, concomitamment à la mise à disposition du public du dossier de création de ZAC. Les observations n'ont pas fait l'objet d'une distinction entre les deux consultations du public.

Thématique des observations	Prise en considération
Concernant le projet de ZAC et les projets connexes	
Absence de réponses précises concernant les futures implantations dans la ZAC	A l'heure de la création de la ZAC, la CCOF n'a pas encore identifié les industriels qui s'y implanteront. Ceux-ci seront également soumis à des procédures d'autorisation (urbanisme et ICPE) dans le cadre desquels des précisions seront apportées.
Souveraineté énergétique et par rapport aux ressources en métaux rares	La CCOF a développé son projet de ZAC afin de participer aux enjeux de réindustrialisation de la France tout en permettant d'apporter aux industriels une solution en matière d'énergie décarbonée. Concernant la souveraineté par rapport aux métaux rares, elle doit être envisagée à l'échelle française voire européenne. L'extraction de lithium de la ressource géothermale s'inscrit dans cet objectif pour alimenter la production de batteries pour l'industrie automobile qui aura besoin de lithium encore pendant plusieurs années et ce même si les technologies évoluent.
Risque de friche	Le parc bénéficie d'un avantage unique : la présence d'une ressource en géothermie profonde, offrant une énergie décarbonée, locale et stable. Cette caractéristique permet d'envisager des solutions énergétiques bas-carbone pour les entreprises qui s'implanteront, réduisant leurs coûts et leur empreinte carbone. La géothermie offre une source de chaleur renouvelable et stable, parfaitement alignée avec les ambitions de la loi Industrie Verte et les objectifs de et durables et engagées dans la transition écologique. Avec près de 40 hectares commercialisables, il répond à la rareté du foncier industriel en Alsace et propose des lots adaptés aux projets stratégiques (>10 ha). L'accessibilité est pensée pour éviter la traversée des villages et garantir la fluidité des flux. Ces caractéristiques renforcent l'attractivité et la compétitivité du site. Or, l'Alsace souffre d'un déficit de grandes parcelles ce qui ne lui permet pas de répondre aux sollicitations lors de projets de grandes envergures pour lesquelles plusieurs territoires sont mis en compétition. L'attractivité de la zone d'activité au regard de ses atouts permet de limiter le risque de friche

Thématique des observations	Prise en considération
Aménagements projetés : raccordements et capacités des réseaux, potentielles extensions, intégration d'un site de promenade au cœur du parc d'activités, ...	Il n'est prévu aucun agrandissement du parc d'excellence industrielle. Il se limite à l'emprise de 43 ha, donc 40 ha cessibles. Les espaces connexes aux industries : bureaux ou éventuels espaces de stockage, ainsi que les restaurants d'entreprise devront être aménagés au sein de la zone, en recherchant des mutualisations et des optimisations foncières. La liaison verte prévue au sein de la zone permet de reconstituer et de maintenir l'accès à la forêt. Elle sera liée aux liaisons douces existantes, ce qui doit favoriser l'accès à la zone via des modes de transports alternatifs à la voiture individuelle motorisée. Concernant les réseaux : les réseaux publics sont peu concernés par les potentiels industriels : télécom, eaux usées domestiques, eau potable domestique. Les eaux usées industrielles doivent être gérées à la parcelle comme les eaux pluviales. Le dimensionnement du réseau électrique est réalisé par le retour d'expérience de situations de projets similaires par le gestionnaire. Des études portant sur le raccordement du réseau électrique sont menées très en amont des projets avec le gestionnaire de réseaux. La voirie disposera d'espaces disponibles pour le développement des réseaux de géothermie. Pour la voirie, une étude de trafic sert de base aux dimensionnements de la géométrie et des structures de chaussée.
Réseaux de chaleur et de transport de lithium	Aucun forage n'est prévu sur l'emprise du Parc d'Excellence industrielle de Hatten. Pour alimenter les industries, deux réseaux seront créés entre les forages géothermiques projetés et la ZAC : Un réseau alimentera l'unité de purification du lithium ; Un réseau de chaleur amené à distribuer l'énergie vers d'autres utilisateurs, dont la ZAC, ou des activités agricoles pour des cultures maraîchères sous serres ; La création de ces réseaux sera assurée parallèlement à l'aménagement de la ZAC par les exploitants des ressources géothermales et la Communauté de communes qui sera actionnaire de la société gestionnaire dudit réseau. La réalisation de ce réseau fera l'objet de demandes d'autorisations, notamment environnementales. Le tracé des réseaux sera étudié pour limiter au maximum l'impact sur les terres agricoles.

Thématique des observations	Prise en considération
Impacts socio-économiques	
Opportunité du projet au regard de la possibilité d'accueillir des activités industrielles bénéficiant d'une ressource énergétique décarbonées qui contribueront au développement de l'emploi local et aux ressources financières du territoire	La création de la nouvelle zone d'activités doit notamment permettre à la communauté de communes de disposer de nouvelles ressources financières pour financer les investissements liés à ses compétences. Aujourd'hui la taxe foncière sur les particuliers reste le seul levier fiscal pour la CCOF... qu'elle ne souhaite pas actionner. Pour poursuivre ses investissements, sans impacter davantage les habitants du territoire et dans un contexte de réduction des dotations de l'Etat, la CCOF recherche l'implantation de nouveaux acteurs économiques qui par leurs contributions fiscales renforceront l'autonomie financière de la CCOF. A noter que ces nouvelles implantations profiteront également aux finances des communes d'implantation. En effet la commune conserve la perception de la taxe foncière.
Utilité publique du projet	L'utilité publique du projet repose sur : le positionnement stratégique du site lié à la tradition industrielle de l'Alsace du Nord, à la proximité des infrastructures de déplacement, à son inscription en continuité d'une zone d'activités existante, à la proximité de la ressource géothermale ; une réponse à des enjeux de réindustrialisation, enjeux qui ont une échelle nationale certes, mais surtout locale par rapport à la baisse du nombre d'emplois industriels en Alsace du Nord ; une réponse à des enjeux de décarbonation grâce à la ressource géothermale qui n'est pas délocalisable ; une réponse, grâce à la valorisation des ressources locales (géothermie et lithium), au développement de filières industrielles stratégiques ; une contribution au développement local du territoire en permettant le développement d'une offre d'emploi qui permette à terme de rééquilibrer le profil démographique en permettant aux jeunes de trouver des emplois sur le territoire et grâce aux retombées financières de développer l'économie locale et les équipements publics (accueil de la petite enfance, périscolaires, accompagnement du vieillissement, équipements culturels, valorisation du patrimoine, ...).
Justification économique du projet	Le statut du PENE implique la reconnaissance de l'intérêt public du projet. De plus, les projets Lithium d'Alsace du Nord sont depuis mars 2025 labellisés projet stratégiques européens pour la souveraineté vis-à-vis des terres et matériaux rares, parmi 47 projets européens. Ces reconnaissances font partie des éléments majeurs dans le bilan coûts / avantages de la zone.
Financement du projet, bénéfices et risques financiers	La CCOF supportera dans un premier temps les coûts d'investissement de la ZAC dont elle ne souhaite d'ailleurs pas concéder l'aménagement. Les coûts d'investissement seront répercutés dans le prix de cession des terrains.

Thématique des observations	Prise en considération
Dépréciation du parc immobilier	Le parc d'excellence industrielle s'implante sur une zone ciblée de longue date, dans un environnent déjà occupé par des activités économiques, située à plusieurs centaines de mètres des premières habitations. Par ailleurs, plusieurs mesures et outils sont prévus pour favoriser l'intégration paysagère et architecturale des futures constructions qui s'y implanteront. Le développement de l'emploi, notamment industriel, va renforcer l'attractivité résidentielle du territoire. Cf. réponse suivante). Il n'y aura donc pas de dépréciation du parc immobilier. Au contraire, sans intervention publique, c'est ce qui pourrait se passer. En effet, on observe d'ores et déjà que l'attractivité baisse pour les catégories d'âges les plus jeunes. Ainsi, entre 2011 et 2022 (d'après les données INSEE) le territoire a perdu beaucoup de jeunes et de familles. Cela fait peser un risque sur l'équilibre démographique du territoire et par conséquence des services et équipements du territoire. De plus, les ressources fiscales qui seront générées par l'installation de nouvelles entreprises, mais également l'arrivée de nouveaux salariés sur le territoire, contribueront au maintien et développement d'équipements et de services.

Thématique des observations	Prise en considération
Emplois	Il y a une réelle nécessité de développer des emplois sur le territoire de la CCOF. L'ambition est de créer environ un millier d'emplois directs (+ indirects, soit environ 25 emplois par ha) Le territoire présente un déficit d'emplois : 8 238 actifs pour seulement 4 085 emplois, ce qui entraîne des flux sortants importants vers Haguenau, Wissembourg et les pays frontaliers (0,53 emplois pour 1 actif occupé, contre 0,96 pour la Bas-Rhin). Le taux de chômage, au contraire de ce qui est indiqué dans l'une des observations, celui-ci n'est pas de 4,6%, mais d'après l'Insee (RP 2022) de 7,6% pour le territoire de la CCOF et de 10,3% à l'échelle du Département du Bas-Rhin (11,6% pour le Grand Est). Bien qu'inférieur à la moyenne nationale, 623 personnes sont au chômage sur la CCOF et 58 266 pour le Bas-Rhin. Il y a donc bien un enjeu à développer l'emploi sur le territoire, et les embauches actuelles sont majoritairement en CDD courts. Le parc vise à créer des emplois pérennes et qualifiés, réduire les déplacements domicile-travail et renforcer l'attractivité résidentielle. Il répond ainsi à un besoin structurel du bassin d'emploi. Le chiffre d'emplois annoncés est une projection de capacité, fondée sur la surface disponible et la typologie des activités ciblées. Il ne s'agit pas d'une promesse mais d'un objectif réaliste pour un parc conçu afin de maximiser les créations d'emplois pérennes. La temporalité est essentielle : la collectivité réalise aujourd'hui le parc pour que le site soit prêt lorsque les porteurs de projets se manifesteront. Attendre qu'une entreprise s'engage avant d'aménager la zone ferait perdre des opportunités stratégiques au profit d'autres territoires ; disposer d'un foncier immédiatement opérationnel est une condition indispensable pour attirer des investissements industriels. Concernant les emplois qui seront proposés, l'avantage de l'industrie est qu'elle propose des emplois diversifiés, qualifiés ou non, et à toutes les tranches d'âge. De plus, les activités en lien avec le Lithium proposeront des emplois très qualifiés. De plus, le projet propose spécifiquement à la création d'emplois industriels, ce qui répond à la baisse constatée sur le territoire, alors que l'industrie occupe depuis longtemps une place importante en Alsace du Nord, avec un tissu industriel diversifié.
Impacts sur l'environnement	
Etude d'impact	À ce stade du projet, sans connaître les preneurs de lots, les impacts directement liés aux activités industrielles futurs ne peuvent pas être déterminés. Cependant, des actualisations successives de l'étude d'impact, seront réalisées et les futurs exploitants industriels devront se conformer à la règlementation en vigueur et aux exigences de leurs arrêtés préfectoraux respectifs. Les arrêtés préfectoraux d'exploitation et le règlement qui incombe aux futurs preneurs dresseront toutes les mesures à mettre en œuvre pour assurer la compatibilité des projets industriels avec les différents milieux. Aussi les garanties relatives aux nuisances qui existeraient reposent sur le respect du code de l'environnement.

Thématique des observations	Prise en considération
Artificialisation des sols et consommation foncière	La mise en œuvre de l'objectif ZAN ne signifie donc pas 0 consommation d'espace dès 2021. Il s'agit d'une trajectoire progressive. De plus, cet objectif n'a pas vocation à s'appliquer de manière uniforme entre les intercommunalités et ne doit pas s'apprécier à l'échelle communale. Cette trajectoire progressive est à décliner territorialement dans les documents de planification et d'urbanisme. Elle se fait par hiérarchie des documents : SRADDET Grand Est, SCOTAN, puis PLUi du Hattgau. La loi n°2023-630 du 20 juillet 2023 visant à faciliter la mise en œuvre des objectifs de lutte contre l'artificialisation des sols et à renforcer l'accompagnement des élus locaux est venue compléter la loi Climat et résilience. Celle-ci prévoit notamment que pour 2021-2031, la consommation d'ENAF des PENE est comptabilisée dans le cadre d'une enveloppe nationale, et non au niveau régional ou infrarégional. Les projets doivent présenter un intérêt général pouvant être qualifié de majeur (projets industriels d'intérêt majeur, construction de lignes à grande vitesse, de prisons, futurs réacteurs nucléaires ...). Par arrêté ministériel du 31 mai 2024, paru au JO du 9 juin 2024, le PLUi du Hattgau dispose d'un PENE "Projet exploitation Lithium Nord Alsace" (industrie d'intérêt national et industrie verte pour une consommation foncière de 50 ha. Ces hectares ne sont donc pas imputés aux territoires qui accueillent ces projets. Ils s'ajoutent à l'enveloppe définie par le SCOTAN sur le territoire de la CCOF. La CCOF travaille avec la Région à ce que l'exploitation des ressources (géothermie et Lithium) soit bien identifiée en commun au titre du PENE, l'exploitation du lithium étant indissociable de l'exploitation géothermique en Alsace du Nord. Sans géothermie, il n'y a pas de lithium.

Thématique des observations	Prise en considération
	Sobriété foncière ne veut pas dire stopper la consommation foncière mais bien consommer de façon raisonnée le foncier disponible. C'est le cas de ce projet qui a réduit les surfaces utilisées, qui va densifier les constructions pour consommer ce qui est nécessaire et qui va intensifier en mutualisant des espaces. En effet, dans un souci de sobriété foncière et de préservation de l'environnement, la réduction de l'emprise du périmètre du parc a constitué une première étape essentielle. Cette démarche a permis de préserver les ressources naturelles et agricoles situées en périphérie immédiate, tout en recentrant le projet sur des surfaces strictement nécessaires à son développement. Dans le prolongement de la démarche de limitation de l'emprise foncière du parc d'activités, il sera attendu des futurs preneurs de lots qu'ils travaillent sur l'optimisation des espaces qu'ils occuperont. La CCOF sera particulièrement attentive à ce critère dans l'attribution des emprises foncières. » Le périmètre d'étude initial correspondait à la zone IIAUX du PLUi en vigueur d'une superficie de 54,46 ha. Le périmètre du parc d'excellence industrielle couvre une surface d'environ 43,7 ha (43,66 ha), dont 3ha correspondent à des zones humides préservées et valorisées. La zone constructible (1AUT) est donc de 40,05 ha. Cela correspond à une réduction de 26%, et une emprise inférieure de 10ha par rapport à l'enveloppe du PENE. Par ailleurs, le faible nombre de lots permet de limiter fortement l'artificialisation pour les voiries. Les 40 ha constructibles seront donc optimisés au maximum. De plus, les bureaux ou locaux en liens avec les activités industrielles seront bien réalisés sur la même parcelle que l'activité principale. Enfin, les dispositions du PLUi, du CCCT et du CPAUPE sont établies afin d'avoir une optimisation au maximum de l'occupation de la zone, ce qui permet de pas l'étendre plus.
	Le projet est compatible avec le cadre réglementaire en matière de consommation foncière. Il n'y a donc pas besoin de compenser les 40 ha constructibles. Il est délicat de comparer l'utilité sociale et la valeur économique d'une parcelle agricole et d'une zone d'activités industrielle. Cela va dépendre des activités qui s'implanteront et des cultures qui existaient sur les parcelles. La valeur économique agricole du foncier prélevé sera compensée. En effet, une étude globale large (Étude Préalable Agricole) a été réalisée et elle permettra d'améliorer la structure économique des exploitants par le développement de projets de la filière. Il faut noter que ce futur Parc s'inscrit dans la transition écologique et la souveraineté industrielle, en favorisant des procédés décarbonés et en sécurisant les chaînes de valeur. Enfin, tant qu'une parcelle n'est pas commercialisée, elle pourra continuer à être exploitée pour l'agriculture.

Thématique des observations	Prise en considération
Impact sur la biodiversité	Absence d'évaluation des services écosystémiques : A ce jour, il n'existe pas d'obligation règlementaire imposant la quantification des services écosystémiques dans les études d'impact. Le projet ne s'est donc pas appuyé sur une analyse et un calcul formel des services écosystémiques, mais sur une analyse qualitative et fonctionnelle des milieux affectés, prenant notamment en compte leurs fonctions hydrologiques, biologiques, pédologiques, agricoles et paysagères (ce qui rentre donc dans le champ des services écosystémiques). Cette approche permet d'apprécier de manière concrète les impacts et effets du projet sur l'environnement et de dimensionner des mesures adaptées plutôt que de produire des estimations chiffrées dont les résultats dépendent fortement d'hypothèses et qui ne font pas aujourd'hui l'objet d'un consensus méthodologique stable. De plus, la quantification des services écosystémiques ne garantit pas une meilleure protection de l'environnement, puisque basée sur une valeur chiffrée monétaire.

Thématique des observations	Prise en considération
	Impacts sur la biodiversité, les écosystèmes, les zones humides : Tous les impacts et mesures ERC(AS) prises dans le cadre du projet sur les volets biodiversité et zones humides sont décrites dans les tableaux annexés à la présente délibération. Ces mesures ont été établies par des experts indépendants (ARCHIMED Environnement), et font suite à des prospections de terrain dans le cadre d'une étude faune-flore-habitats et zone humide (conduite en 2024/2025). Préalablement au dépôt de l'Évaluation environnementale et conformément à son rôle d'outil d'aide à la décision, une demande de cadrage préalable a été faite auprès de l'Autorité environnementale (Ae) (avis délibéré du 24/10/2024). Dans son avis délibéré sur le projet du 17/09/2025, l'Ae "relève très positivement que les indications données au pétitionnaire pour ce cadrage ont été convenablement prises en compte par le pétitionnaire dans l'étude de son projet". En complément, des échanges avec les services de la DDT67 ont eu lieu à plusieurs reprises, pour les volets zones humides et biodiversités. Un mémoire technique de 25 pages complémentaire à l'étude d'impact a été transmis en novembre 2025 et a été mis à disposition lors de l'enquête publique, pour répondre aux questionnements complémentaires de la DDT 67. Grâce aux investigations de terrains conduites par ARCHIMED Environnement en 2024 et 2025 (plus de 80 sondages), une surface de 8,78 ha de zones humides réparties en 12 secteurs différents a été répertoriée, allant des prairies de fauche aux fossés et aux habitats forestiers. Ces zones sont alimentées par les eaux pluviales et souterraines, avec une concentration d'eau plus élevée dans le sud du site, en bordure de forêt. Afin de préserver le maximum de zones humides possibles, le projet a été revu par la CCOF qui a réduit le périmètre de la ZAC à 43,7 ha, sauvegardant ainsi les secteurs en lisière. Toutefois, des destructions permanentes auront lieu sur certaines zones humides (ZH7, ZH8, ZH10 à ZH12). Le projet aura un impact direct sur environ 1,1 ha de zones humides, et indirect sur 2,6 ha. Afin de compenser l'impact du projet sur les zones humides, des mesures de compensation visant la restauration et la gestion écologique seront réalisées, telles que la gestion des espèces invasives, le remodelage des terrains pour améliorer leur hydromorphie, l'encensement de graines caractéristiques de flore humide, et la plantation d'arbres comme des aulnes, des frênes et des saules. En phase d'exploitation, des mesures d'amélioration écologique seront également mises en place pour préserver les zones humides restantes. Ces mesures seront réalisées sur une surface de 8,91 ha, avec un suivi sur 30 ans pour garantir leur efficacité.

	Dérogation espèces protégées : Aucune dérogation espèces protégées n'est nécessaire. Au total, aucune espèce végétale protégée et 39 espèces faunistiques protégées ont été recensées (33 d'oiseaux, 3 de chiroptères, 2 d'amphibiens et 1 de reptile). La liste des espèces protégées est disponible dans le rapport de l'étude d'impact. La nature agricole du secteur limite les usages possibles pour la plupart des espèces observées. La majorité des observations sont concentrées à proximité de la forêt de Haguenau au Sud, qui est le réservoir de biodiversité du secteur. L'emprise du projet, sert principalement de zone de transit et d'alimentation pour tous les groupes d'espèces, sauf pour : les amphibiens qui se reproduisent dans les fossés et dépressions dans les champs ; la couleuvre helvétique se reproduit à proximité des fossés et en milieu humide ; l'alouette des champs qui se reproduit au sein des cultures ; et la pie-grièche écorcheur qui utilise les haies pour et prairie pour s'alimenter. La seule présence d'une espèce n'est pas suffisante pour déclencher des mesures de compensation. Il faut considérer l'usage qu'elle a du site, le nombre d'individus observés, le nombre de dates d'observation, l'état des populations observées etc. Les impacts seront différents entre une espèce en transit observée à une seule date et une population d'espèce qui peut se reproduire dans la zone d'étude. Tous ces paramètres ont été considérés pour évaluer les impacts de manière proportionnée et dimensionner des mesures cohérentes pour éviter, réduire et compenser ces impacts permettant de préserver la biodiversité. La procédure de dérogation aux mesures de protection d'espèces ou d'habitats d'espèces protégées se déclenche si le projet entraîne la rupture du cycle biologique des espèces concernées, malgré la mise en œuvre de mesures pour éviter et réduire les impacts. Bien qu'au total, 39 espèces faunistiques protégées ont été recensées (33 d'oiseaux, 3 de chiroptères, 2 d'amphibiens et 1 de reptile) pour aucune végétale, il ne sera pas nécessaire de réaliser un dossier de dérogation au titre des mesures de protection d'espèces ou d'habitats d'espèces protégées car les mesures proposées permettent d'éviter la rupture des cycles biologique des espèces protégées concernées. Cette conclusion est l'issue de l'analyse des impacts du projet et du dimensionnement des mesures en faveur de la biodiversité. Les mesures de suivis sont présentées dans le rapport d'étude d'impact. Elles prendront la forme d'inventaires naturalistes à réaliser dans le secteur et au niveau des mesures mises en œuvre en faveur de la biodiversité. Elles devront vérifier la fonctionnalité des mesures, en s'assurant que les espèces ciblées soient bien capables d'utiliser les nouveaux ouvrages créés/installés. Elles permettront aussi de faire un comparatif des populations avant et après projet. Elles peuvent être réalisées par n'importe quel organisme compétent en matière de biodiversité (bureau d'études, association de protection de la nature, conservatoire d'espaces naturel etc). Des zones de report existent autour du projet pour les espèces observées lors du diagnostic faune flore, qui sont complétés par la mise en place de mesures d'évitement et de réduction comme : entretenir les terrains en dehors des périodes de reproduction, installer une clôture opaque au Sud-Est du chantier pour minimiser les nuisances et dans le

Thématique des observations	Prise en considération
	même temps les intrusions de faune, installer des clôtures et des barrières perméables à la petite faune, limiter la propagation des espèces exotiques envahissantes en fonction des espèces, planter des arbres, installer une lisière étagée et de nouveaux habitats en bordure de la forêt .... Un plan de gestion des mesures ERC(AS) sera mis en place par la CCOF.
	Impacts sur la forêt de Haguenau : Par rapport à la forêt de Haguenau, une zone tampon de minimum 30 m est proposée par rapport aux constructions. Cette distance est jugée suffisante au regard des éléments disponibles et sera maintenue sur l'ensemble du linéaire du projet, entre celui-ci et la forêt. La mesure d'évitement "ME1 : Maintenir une zone tampon entre le chantier et la zone Natura 2000 sans travaux" est complétée et étoffée, en stipulant, que la zone tampon entre le site et la zone Natura 2000 est de 30 m. Au sein de cette zone tampon aucun aménagement ne sera mis en place. De plus, la Communauté de communes s'engagera à détenir foncièrement cet espace et l'intégrer au sein du plan de gestion des mesures ERC(AS) (mise en place, entretien et suivi). La zone tampon de 30 m n'est pas un choix aléatoire, il découle du SCOTAN, approuvé en mai 2025 et évoquant la largeur de 30 m à respecter : "Un recul de l'urbanisation est instauré afin de pérenniser les lisières forestières. Une largeur de 30 m est considérée comme assurant une bonne efficacité écologique ; si cette largeur de 30 m ne peut être dégagée, une justification devra être apportée."

Thématique des observations	Prise en considération
Impacts sur les sols	Les eaux pluviales seront gérées à la source sans rejet vers les réseaux publics. Ainsi, la zone ne perdra pas ses capacités d'infiltration. La gestion des eaux pluviales des parcelles privées devra compenser l'imperméabilisation. Le débit de ruissellement après aménagement devra être le même qu'avant aménagement ou limité à un débit spécifique imposé en L/s/ha. Le constructeur devra fournir une note hydraulique justificative soumis à validation. De plus, toute exploitation industrielle ou agricole susceptible de créer des risques ou de provoquer des pollutions ou nuisances, notamment pour la sécurité et la santé des populations, a le statut d'installation classée pour la protection de l'environnement (article L.511-1 du Code de l'environnement). Les activités relevant de la législation des ICPE sont énumérées dans une nomenclature qui les soumet à un régime d'autorisation, d'enregistrement ou de déclaration en fonction de l'importance des risques ou des inconvénients qui peuvent être engendrés (article R.511-9 du Code de l'environnement). L'objectif de l'action de l'État est avant tout de prévenir la pollution. La surveillance des effets sur l'environnement fait partie intégrante du dispositif de maîtrise des impacts que certains exploitants doivent mettre en œuvre en phase d'exploitation des installations. En ce qui concerne les incidents et les accidents susceptibles de porter atteinte aux milieux, l'exploitant d'une installation classée est tenu par l'article R.512-69 du Code de l'environnement de déclarer "dans les meilleurs délais" à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte notamment à la sécurité et la santé des riverains. Lors de la mise à l'arrêt définitif des installations, les dispositions des articles L.512-6-1, L.512-7-6 et L.512-12-1 du Code de l'environnement encadrent la cessation d'activité, et imposent à l'exploitant la mise en sécurité des installations dans les meilleurs délais puis la réhabilitation des terrains. Ces dispositions organisent également, dans certaines configurations, une concertation entre l'exploitant, les collectivités et le propriétaire pour le choix de l'usage futur du site des installations définitivement mises à l'arrêt. Le projet prévoit de réserver 20% de sa superficie à des espaces verts de pleine terre, soit un minimum d'environ 8,6 ha. De plus, ces derniers feront l'objet de plantations. Les rejets de l'usine de raffinage du lithium feront l'objet d'un encadrement strict conformément au code de l'environnement. Tout rejet éventuel, qu'il s'agisse de substances chimiques, d'acides ou de métaux, devra être identifié, quantifié et traité dans le dossier d'autorisation environnementale spécifique à l'usine. Ce dossier comprendra une étude d'impact et, le cas échéant, une étude de dangers, qui détaillera les mesures de prévention, de confinement et de traitement des effluents, afin de protéger les sols, les eaux et l'environnement local. Des dispositifs de surveillance et de contrôle seront également mis en place pour détecter toute anomalie et garantir l'absence de contamination des sols.

Thématique des observations	Prise en considération
Impacts sur l'eau (consommation, rejets et zones humides)	Concernant le classement en zone Naturelle des zones destinées aux mesures de compensations écologiques, il convient tout d'abord de préciser que la zone ND mentionnée dans l'observation n'existe pas dans le PLUi du Hattgau. Ces emprises ont été classées en zone naturelle (N). Le règlement actuel de la zone N limite déjà fortement les possibilités d'occuper ou d'utiliser le sol. Toutefois, afin de préciser les intentions, et comme cela a été indiqué dans le mémoire en réponse à l'avis de la MRAe (après recommandation de cette dernière, de la DDT en réunion d'examen conjoint et de la CDPENAF), la mention suivante pourra être précisée dans le règlement : "Dans ces espaces, seuls sont autorisés les travaux et aménagements nécessaires à la mise en œuvre de mesures de compensation écologique, ainsi qu'à l'entretien et la mise en valeur de ces espaces. Les cheminements de nature perméable y sont autorisés. Seules des constructions légères, de faible envergure, peuvent y être implantées. Sur les zones de compensation de zone humide, sont strictement interdits tout remblais, imperméabilisation, mise en eau ou assèchement des zones humides existantes. Les "Constructions légères et de faible envergure" ne doivent pas être de nature à générer de tels impacts. Ils doivent aussi préserver la végétation." Il convient toutefois de rappeler que le PLUi ne peut pas imposer de mesure de gestion, mais réglemente uniquement les occupations et installations. Toutefois, il convient de préciser que l'étude d'impact prévoit un certain nombre de mesures et un suivi. Tout ce qui concerne de près ou de loin les mesures ERC définies dans le cadre de l'étude d'impact, est repris en annexe de la présente délibération et sera repris dans l'Arrêté Préfectoral d'autorisation environnementale. Elles engageront en conséquence la CCOF. Par ailleurs, le CPAUPE et le CCCT n'ont pas vocation à cadrer des éléments extérieurs à la ZAC. Toutefois, la future ASL ou plus précisément le "contrat" liant les futurs membres viendra encadrer la gestion à long terme de ces sujets au sein de la ZAC.

Thématique des observations	Prise en considération
	Concernant les zones humides, les études ont été conduites par un bureau d'étude indépendant, sur la base d'un grand nombre de sondages et de passages sur site pour des relevés lors des 4 saisons. De la même façon, les mesures d'évitement de réduction et de compensation relatives aux impacts du projet ont été dimensionnées par des experts compétents et indépendants, puis soumises pour avis aux services compétents. Ces mesures s'accompagnent également d'un suivi en phase travaux et exploitation qui permet d'en maîtriser la réalisation. La surveillance régulière de la végétation et des paramètres hydrogéologiques permettra de s'assurer de la fonctionnalité de la prairie humide et de sa conformité aux objectifs écologiques. En fonction des résultats du suivi, des ajustements (non envisageables à ce jour car ils seront dépendants des contraintes rencontrées alors) pourraient être nécessaires pour corriger les conditions de gestion de l'eau ou améliorer la croissance et la pérennité de certaines espèces végétales. Ceux-ci seront réalisés avec l'aide du bureau d'étude indépendant en charge du suivi des zones humides. Pour rappel, en phase d'exploitation, le suivi concernera toutes les zones humides identifiées dans le cadre de l'étude, y compris les zones humides pouvant être impactées indirectement : suivi des sites de compensation par le biais de sondages pédologiques, pour évaluer l'évolution conforme des sols et garantir que les conditions nécessaires au bon fonctionnement de l'écosystème humide sont respectées. Les sondages de contrôles seront réalisés, à l'année n+1 suivant les travaux, puis tous les 3 ans (n+4, n+7, n+10 ...) pendant 30 ans ; suivi de l'évolution de la végétation afin d'observer le développement de la prairie humide (croissance des plantes, retour de la faune, etc.). Cela inclut la vérification du succès des semis et de la colonisation par les plantes. Le suivi de la végétation se tiendra aux années n+1, n+2, n+3, n+4, n+5, n+7 puis tous les 3 ans, parallèlement aux sondages, jusqu'à 30 ans de suivi ; suivi piézométrique assuré pour évaluer l'impact indirect de l'aménagement de la ZAC sur les zones humides conservées. Mise en place puis contrôle des niveaux de hauteur d'eau sur 3 piézomètres installés sur le site à 2 m de profondeur maximum. Le suivi consistera à comparer la chronique piézométrique de la ZAC avec celle d'un site témoin. Les mesures seront réalisées de manière hebdomadaire et le protocole à appliquer sera adapté de l'indicateur Hydrindic. Le suivi sera réalisé sur un minimum de 10 ans et un maximum de 30 ans. Les chroniques piézométriques seront comparées chaque année.

Thématique des observations	Prise en considération
	Concernant le risque de remontée de nappe, cette question a été abordée dans l'avis de la MRAe. Une réponse y a été apportée dans le mémoire en réponse. Ainsi, il est fortement supposé qu'un suivi de la qualité de la nappe sera réalisé sur le territoire du parc par les exploitants eux-mêmes s'ils exploitent des installations présentant un risque "notable" car ils seront encadrés par la règlementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) et leurs prescriptions associées. Ces prescriptions permettent de garantir un niveau de sécurité satisfaisant vis-à-vis du risque de pollution de nappe. Aussi, le règlement de la zone 1AUT sera complété concernant le risque de remontée de nappe. Les constructions devront être conçues de manière à prévenir tout risque d'inondation par remontée de nappe phréatique. L'interdiction des sous-sols sera le principe général. Toutefois, si la réalisation d'un sous-sol s'avère nécessaire, alors un dispositif devra être mis en place afin d'assurer son étanchéité (cuvelage...).
	Concernant la consommation en eau potable et la ressource disponible : Au stade actuel de connaissance des besoins des lots, il n'est pas possible d'estimer précisément la consommation d'eau potable induite par le parc, aucun élément de programmation ne permettant de le déterminer. Par ailleurs, les autorisations liées aux projets industriels devront comporter une autorisation officielle émanant du gestionnaire sur la base d'une évaluation précise des besoins en eau potable afin de vérifier la compatibilité avec la capacité de production de la collectivité ; à défaut, le projet ne pourra être considéré comme recevable. Toutefois, à ce stade, ce qu'il est possible de dire : pour l'usine de raffinage du Lithium, la consommation d'eau sera seulement à usage sanitaire donc très modérée. L'alimentation en eau potable de la ZAC ne concernera que la consommation domestique. Quant à la comparaison avec les projets Allemands, les process industriels sont différents, ce qui explique la différence en matière de consommation d'eau potable. pour ce qui est des espaces publics, il n'y a pas de prélèvement de la ressource disponible (pas de pompage de la nappe par exemple pour les besoins d'eau du chantier). Enfin, le gestionnaire actuel (le syndicat des eaux du canton de Seltz) a estimé son réseau compatible sur cet aspect.

Thématique des observations	Prise en considération
	La gestion des eaux pluviales des espaces publics est définie pour préserver la qualité de l'eau (en particulier dispositif de noue filtrante en sable pour les eaux de chaussées, interdistance entre le fond d'infiltration et la nappe). Pour les parcelles, la gestion de l'eau devra se faire dans le respect de la réglementation et de la préservation de l'environnement, dans le cadre d'une étude hydraulique spécifique et selon une procédure réglementaire administrative indépendante à celle de la ZAC. Ainsi, l'étude d'impact a vocation à être actualisée par les industriels qui s'implanteront au sein du parc, afin d'intégrer les caractéristiques précises des installations et leurs incidences potentielles sur les milieux. Les prescriptions applicables seront encadrées par les arrêtés préfectoraux d'exploitation ainsi que par le règlement s'imposant aux futurs preneurs, lesquels définiront l'ensemble des mesures nécessaires pour garantir la compatibilité des activités industrielles avec l'environnement. Les industriels seront tenus de mettre en œuvre toutes les mesures de précaution et de prévention requises au regard de la nature de leurs activités, de leurs rejets éventuels et de la réglementation applicable. Ils devront notamment assurer un suivi de la qualité des eaux souterraines, incluant, le cas échéant, la mise en place d'un réseau de piézomètres et la réalisation de contrôles réguliers portant sur des paramètres physico-chimiques directement liés aux substances utilisées ou générées par leurs procédés industriels.
	Concernant la capacité de la station d'épuration (STEP), cette question a été traitée dans la partie « Assainissement » du mémoire en réponse à l'avis de la MRAe, pages 19 et 20. Celle-ci elle est largement surdimensionnée pour les eaux usées domestiques. Cf. Étude d'impact : "la STEP a une capacité de 8 350 EH (équivalent habitant) avec notamment un débit de pointe horaire par temps sec de 158 m^3/s et un débit de pointe horaire par temps de pluie de 195 m^3/h. D'après le site internet du SIVOM, elle traite aujourd'hui les effluents d'une population de 6 772 habitants, soit environ 4 000 EH selon l'exploitant. La STEP a donc une capacité restante d'environ 4350 EH actuellement. Consulté dans le cadre du présent projet, le SIVOM avait annoncé disposer de la capacité suffisante pour absorber l'arrivée de 1 200 emplois dans le parc d'excellence industrielle. La STEP pourrait accepter des eaux usées d'activités ou industrielles à la marge et suivant le type d'effluents. Il sera cependant demandé que les eaux usées d'activités et industrielles soient gérées à la parcelle dans des filières autonomes et sans rejet dans le réseau d'eaux usées. Si les eaux industrielles sont traitées à la source, alors il n'y aura pas d'impact sur les eaux superficielles en cas d'aléas climatiques. Les rejets d'eaux industrielles dans le réseau d'eaux usées sont de facto interdits, comme les modes de gestion, de traitement et de rejet susceptibles de porter atteinte à la qualité de la nappe. Ces points pourront être rappelés dans les pièces contractuelles des acquéreurs.

Thématique des observations	Prise en considération
	Concernant la gestion des eaux pluviales : Risque d'inondation : Le système de gestion de l'assainissement distingue les eaux pluviales (qu'elles soient issues des voiries ou des toitures) des eaux usées. Le réseau d'assainissement est dit séparatif. Le réseau d'eaux usées n'est donc pas concerné par les pluies exceptionnelles. La gestion des eaux pluviales de la voirie publique et des parcelles privées sont dissociées et indépendantes. Voirie publique : La voirie publique comporte des noues à vocation uniquement de gestion des eaux pluviales des espaces publics. Il y a trois noues connectées entre elles : une noue primaire de gestion de la pluie de 10 mm (80% des pluies), une noue secondaire pour une pluie jusqu'à une occurrence décennale, puis une noue tertiaire dimensionnée jusqu'à la pluie centennale. Les deux premières ont un exutoire par infiltration et des possibilités de surverses vers les autres noues. La troisième noue s'épanche vers la forêt dans le sens du bassin versant comme sur l'existant avec des possibilités d'infiltration sur son itinéraire. Pour la voirie publique, en cas d'évènement exceptionnel, le réseau se rempli en cascade et déborde vers la noue de transit vers la forêt. Les parties les plus chargées en polluants de surface sont récoltées par le début de la pluie puis piégées par la noue primaire. Les eaux de surverses en cascade résultantes sont dites claires (il n'y a plus qu'une faible présence résiduelle de polluants de surface). Elles alimentent notamment les zones humides en contre-bas. Le nivellement existant et futur, n'impacte pas de champs en périphérie. La voirie publique n'est pas concernée par les polluants issus des parcelles privées. En cas de pollution accidentelle sur la voirie publique, la pollution est piégée par la première noue. Elle est constituée de sable et qui freine la progression de la pollution. Elle dispose également d'un géotextile anti-dépolluant qui fixe et dégrade les hydrocarbures. Le tout laisse le temps aux services de secours d'intervenir. Voirie privée : La gestion des eaux pluviales des parcelles doit être gérée à la parcelle indépendamment du réseau public et sans rejet dans ce dernier. Le système de gestion doit être adapté au process de l'entreprise et au contexte environnemental. Il sera soumis à une définition du projet et une autorisation administrative qui lui est propre. Il doit être réglementairement compatible avec différents types de pluie dont des évènements de type pluie torrentielle. Des procédures de prévention et curatives doivent être prévues et soumises à validation.

Thématique des observations	Prise en considération
	Entretien, contrôle et surveillance des ouvrages : Le gestionnaire – qu'il soit public ou privé – devra tenir un registre de l'entretien des ouvrages dans lequel sera consigné la programmation des opérations d'entretien, la description des opérations et analyses effectuées (date, résultat), les quantités et la destination des produits évacuées (justificatifs). Une surveillance pourrait être formalisée par exemple une fois par an après un entretien complet, une analyse de rejet 2 à 4 fois par an, et après chaque épisode de pluie majeure. Les occurrences de surveillance sont à confirmer auprès de la DDT et de la DREAL, dans le cadre en particulier du dossier ICPE et du dossier loi sur l'eau. Pour la voirie publique, le ramassage des produits de fauchage des noues primaires et secondaires est obligatoire. Il n'est pas indispensable pour la noue tertiaire qui ne sera sollicitée qu'au-delà d'une pluie décennale. Il devra être réalisé cependant sur la noue tertiaire en cas de concomitance entre une fauche et une pluie majeure. Il ne l'est pas pour les autres espaces verts. Les modalités seront soumises à la validation de la DDT. Pour la parcelle privée, le ramassage des produits de fauchage des noues, fossés et bassins sera obligatoire. Il ne l'est pas pour les autres espaces verts. Les modalités seront soumises à la validation de la DDT. Le contrôle visuel de la capacité d'infiltration est effectué dans le cadre de la surveillance annuelle après un entretien complet. Un contrôle quantitatif par des essais d'infiltration par un prestataire agréé est à réaliser tous les 5 ans. Les modalités seront soumises à la validation de la DDT.
	Le risque de gîtes à moustiques n'existe qu'en cas d'ouvrage aérien et de faible profondeur. Il n'existe pas en cas d'ouvrage enterré d'infiltration de type revêtement perméable ou de type massif drainant. Dans un ouvrage de type bassin routier toujours en eau, des études récentes du CEREMA dans le Grand Est indiquent qu'il y a peu de moustiques présents (par l'épaisseur d'eau inadaptée au milieu de prédilection des moustiques et par la présence de prédateurs). En tout état de cause, la doctrine "Grand Est" de gestion des eaux pluviales précise les temps de vidange (pour les ouvrages aériens) suivant les occurrences de pluie : 24 h pour la pluie de 10 mm/j jusqu'à la pluie mensuelle, 96 h pour la pluie jusqu'à l'occurrence trentennale, 192 h pour les pluies exceptionnelles. La durée minimale d'incubation des larves de moustique est entre 9 jours (216 h) et 21 jours (504 h) selon la doctrine "Grand Est". Le projet de gestion des eaux pluviales des espaces publics respecte bien la problématique. Le projet privé de gestion des eaux pluviales des espaces privés devra le respecter et sera contrôlé en ce sens dans le cadre du dossier réglementaire dont il est redevable. En marge des ouvrages de rétention de gestion des eaux pluviales, il faudra veiller qu'il n'y ait pas de flaques résiduelles sur voiries, dans les noues, ou dans les bâtiments. Par exemple, la noue de transit des espaces publics est constituée d'une structure drainante pour proscrire les eaux stagnantes de surfaces. Les toitures et leurs gouttières, les voiries privées doivent être pentées sans défaut.

Thématique des observations	Prise en considération
Impacts sur l'air	A ce stade du projet, les risques d'émissions industrielles ne peuvent pas être identifiés, les futurs preneurs et leurs activités respectives n'étant pas connus. Toutefois, les futurs exploitants industriels devront se conformer à la règlementation en vigueur et aux exigences de leurs arrêtés préfectoraux respectifs. Ces derniers porteront, entre autres, sur les risques d'émissions industrielles. A noter qu'une étude spécifique sur la qualité de l'air a été réalisée en 2024 par le bureau d'étude Air & D. Elle est consultable en Annexe 10 de l'étude d'impact. Elle a permis de modéliser les conséquences éventuelles du parc sur la qualité de l'air, se basant notamment sur l'augmentation du trafic routier sur le secteur. Le projet générera une légère augmentation des émissions de polluants atmosphériques liée principalement au trafic routier supplémentaire et aux futures activités du site. D'après l'étude d'Air & D, cette augmentation restera limitée et n'entraînera pas de dépassement des valeurs réglementaires européennes pour les principaux polluants (NO_2, PM_{10}, $PM_{2,5}$). La qualité de l'air dans le secteur restera globalement bonne, avec un impact jugé faible à l'échelle locale. De plus, l'évaluation de la qualité de l'air sera affinée dans l'étude d'impact qui sera nécessaire à chaque preneur. Des mesures seront prises par les exploitants si besoin afin d'éviter ou de réduire les nuisances relatives à la santé humaine, comme à l'environnement. Afin de limiter ces effets, il est prévu l'incitation aux déplacements alternatifs à la voiture par l'encouragement des transports en commun, du covoiturage et des modes actifs. Aussi, l'organisation des flux de circulation et des livraisons vise à limiter les congestions routières (et donc les émissions de polluants). La végétalisation du site et des abords contribue également à l'amélioration du cadre environnemental et à la captation partielle de polluants. Le raffinage du lithium sera conçu pour minimiser toute émission de poussières. Les procédés seront réalisés en circuit fermé et sous contrôle, conformément aux prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale. Aucun risque lié à l'émission de poussière n'a été identifié à ce jour. Le dossier d'autorisation inclura une évaluation précise des émissions potentielles, leur densité et leur composition, ainsi que les mesures de prévention et de protection visant à protéger les habitations et les cultures situées à proximité. Cela pourra inclure des systèmes de filtration, de confinement et de surveillance des particules, assurant que les rejets atmosphériques respectent les normes applicables et ne présentent pas de risque pour l'environnement ou la santé publique. Ainsi, la protection des riverains et des milieux agricoles sera intégrée dès la conception des installations et contrôlée par les services compétents lors de l'instruction et de l'exploitation.

Thématique des observations	Prise en considération
Déchets et sous-produits	Les déchets spécifiques, s'il y a lieu, engendrés par les industriels seront gérés par les exploitants eux-mêmes. Il est important de préciser que l'enquête en cours ne porte pas sur l'autorisation environnementale de l'usine de raffinage, mais sur le projet de création de la ZAC et du parc d'excellence industrielle à Hatten. À ce stade, les flux de matières secondaires issus du raffinage du lithium ne peuvent pas encore être identifiés, quantifiés ni évalués, car le dossier de l'usine de raffinage n'a pas encore été déposé. La transparence et l'évaluation détaillée des impacts environnementaux et sanitaires de la filière lithium, y compris les résidus et sous-produits, seront assurées dans le cadre de l'autorisation environnementale spécifique à l'usine, lors du dépôt et de l'instruction du dossier par les services compétents. À ce moment-là, ces informations feront l'objet d'une analyse complète et seront soumises à l'examen des autorités et parties prenantes conformément à la réglementation. Des études spécifiques seront menées pour identifier les filières de traitement/valorisation des "déchets". Les déchets et sous-produits générés par le raffinage du lithium seront strictement encadrés dans le cadre de l'arrêté préfectoral délivrant l'autorisation environnementale de l'usine. Une partie des déchets solides sera envoyée vers des plateformes de tri agréées, conformément à la réglementation. Pour les solutions liquides enrichies en lithium, une fois appauvries, elles pourront être réinjectées dans le sous-sol dans les mêmes horizons que les forages, sur les sites de forage dont elles proviennent, présentant des caractéristiques chimiques similaires. Cette approche permet de minimiser les rejets vers l'environnement, tout en assurant un recyclage maximal des ressources internes. Le dossier d'autorisation présentera également : la nature et la toxicité éventuelle des flux, les modalités de stockage, de traitement et de surveillance, garantissant que la gestion des déchets et sous-produits sera strictement encadrée, contrôlée et suivie par les autorités compétentes. Le devenir des eaux issues des systèmes de rinçage des filtres fera l'objet d'un suivi attentif par les autorités compétentes, et la Communauté de communes de l'Outre-Forêt portera un regard particulier sur leur gestion. La conception de l'usine prévoit un recyclage maximal de ces eaux en circuit interne, afin de limiter les rejets et de maîtriser l'impact sur l'environnement. Les modalités précises de traitement, de réutilisation et de contrôle seront détaillées et évaluées dans le cadre du dossier d'autorisation environnementale de l'usine.

Thématique des observations	Prise en considération
Consommation énergétique et bilan carbone	Le projet de parc d'excellence industrielle est vertueux sur ce point car il permettra de produire du lithium bas carbone et de proposer de la chaleur issue de la géothermie comme sources d'énergies aux industriels qui s'implanteront. La géothermie sera utilisée dans les process, toutefois l'industriel aura une solution de secours en cas de rupture temporaire d'approvisionnement. Les industriels disposent de back-up en cas de coupure d'électricité par exemple. La zone est destinée à des activités industrielles. Comme évoqué précédemment, il n'y aura donc pas de Data Center, définis par le Code de l'Urbanisme dans la sous-destination "entrepôt". Concernant les lignes électriques, il existe déjà un réseau existant sous un chemin forestier au sud du site. Si des travaux sont nécessaires, ils se limiteraient à une intervention sur ce chemin avec des conditions de travaux compatibles au contexte environnemental.

Thématique des observations	Prise en considération
	Concernant le réchauffement climatique, et les émissions de GES : L'impact du projet sur l'évolution du changement climatique peut s'appréhender au niveau global en termes de rejets de gaz à effet de serre (GES). Une étude spécifique a été réalisée à ce sujet par le bureau d'études SOLARES BAUEN. Cette étude est disponible en Annexe 8 du rapport d'étude d'impact. Le projet entraînera une hausse des émissions de gaz à effet de serre qui sera essentiellement liée à la phase travaux, mais aussi aux matériaux de construction, aux consommations énergétiques des bâtiments et aux déplacements induits. Sur une période de 50 ans, les émissions cumulées sont estimées à environ 500 $ktCO_2e$. L'artificialisation de terres impactera également les services écosystémiques rendus, dont fait partie la captation de carbone. D'ailleurs, le projet a été construit en intégrant le principe de minimisation de l'artificialisation des sols dès le départ. Toutefois, le projet participe à la transition énergétique en valorisant la géothermie profonde, une énergie locale, renouvelable, décarbonée et non intermittente, au service de la décarbonation de l'industrie. Il permet la valorisation locale de ressources stratégiques, notamment le lithium géothermique, renforçant la souveraineté industrielle et énergétique nationale et européenne, en cohérence avec les politiques de réindustrialisation et d'industrie verte. La géothermie sera utilisée dans les process industriels, ce qui va considérablement améliorer le bilan carbone des activités qui s'implanteront. Le bilan carbone détaillés des futurs industriels, notamment de l'unité de raffinage de lithium, ne figure pas dans les pièces des dossiers soumis au public, car il sera réalisé dans le cadre de l'étude d'impact propre à l'usine de raffinage, lors du dépôt du dossier d'autorisation environnementale. Cette étude permettra d'évaluer précisément les consommations énergétiques, l'usage des réactifs et les émissions associées, conformément aux exigences réglementaires. Concernant la proximité de la ressource, en effet, la proximité immédiate entre l'extraction du lithium géothermal en Alsace et son unité de raffinage à Hatten constitue un facteur positif pour le bilan carbone global du lithium produit. Le circuit court permet de limiter les transports, de réduire les émissions associées et d'optimiser l'efficacité énergétique du projet, contribuant ainsi à limiter son empreinte environnementale.

Thématique des observations	Prise en considération
Impacts sur le trafic routier	Concernant, l'absence d'étude trafic mentionnée dans les observations, le dossier contient bien une étude spécifique. L'analyse de l'impact du projet sur le trafic est consultable dans l'étude circulatoire du projet réalisée en 2024 par SYSTRA en phase conception, et disponible en Annexe 9 de l'étude d'impact. Des pistes d'amélioration sur la gestion du trafic routier sont disponibles en pages 32 à 34 de cette étude. Une synthèse des impacts et des mesures préconisées est consultable dans le tableau spécifique aux enjeux de mobilité, pages 267 et 268 de l'étude d'impact. L'étude circulatoire a été réalisée sur la base de comptages de véhicules effectués en 2024 dans le cadre de l'étude d'impact. Le fonctionnement routier du secteur analysé tient compte de plusieurs comptages directionnels (dont l'un au droit du carrefour RD28 x Route de Seltz, à l'ouest du projet, soit vers Hatten) et des comptages automatiques. Les détails sont disponibles dans l'étude complète de SYSTRA disponible en annexe de l'étude d'impact. Aussi elle tient compte du trafic existant et des flux projetés générés par le projet. La distinction entre véhicules légers, véhicules utilitaires légers et véhicules lourds est établie pour plus de précision. Les traversées actuelles de camions sont donc prises en compte dans celle-ci. A noter également que l'étude de trafic réalisée par SYSTRA en 2024 prend en considération la création de 1 200 emplois sur le site et une répartition des flux exclusivement en heure de pointe standard. Ces hypothèses d'entrée sont majorantes par rapport aux données prévisionnelles actuelles, qui tendent vers un nombre d'emplois moins élevé et ainsi qu'une répartition des flux décalée, qui correspondrait plus à une organisation de postes dans l'industrie. Plus largement le contexte territorial a été établi d'après les données de la Collectivité Européenne d'Alsace (CEA) (pour les routes départementales) et du Ministère de la Transition Énergétique (pour l'autoroute A35).

Thématique des observations	Prise en considération
	Rappel des impacts du projet sur le trafic : En résumé, le projet entraînera une augmentation des flux de circulation, principalement liée aux déplacements des salariés et aux flux logistiques. Cependant, les routes RD28 et RD197 disposent de réserves de capacité suffisantes pour absorber ces trafics supplémentaires sans saturation. La circulation restera globalement fluide, y compris aux heures de pointe, avec seulement quelques ralentissements possibles sur la RD28 à l'Ouest du projet (direction Hatten). Les carrefours existants et projetés fonctionneront correctement et ne généreront pas de remontées de file significatives. L'impact du projet sur la circulation sera maitrisé. Les flux générés ne remettent pas en question le fonctionnement de l'axe. Les principaux partis pris d'aménagement pour la mobilité et le trafic sont les suivants : les livraisons et flux de poids lourds sont à privilégier en heures creuses afin d'éviter une surcharge du trafic aux heures de pointe ; le carrefour RD28 AV Route de Seltz est réaménagé en giratoire et la route de Seltz est élargie pour permettre un accès fluide et sécurisé, en entrée comme en sortie ; le développement des modes de transports actifs est encouragé par la création et la continuité d'itinéraires cyclables sécurisés reliant la zone industrielle au centre de Hatten et aux communes voisines ainsi que par des aménagements vélos et piétons à l'intérieur du parc. Aussi, des mesures supplémentaires pourront être prises : l'usage des transports en commun sera favorisé et encouragé par la création d'un arrêt de bus en entrée de site. "Pour les travailleurs plus éloignés, il s'agit de favoriser l'usage des transports en commun, et notamment de la ligne 309 qui offre une bonne couverture territoriale à l'Ouest de la ZI, depuis Haguenau en passant par Schwabwiller et Surbourg. Pour ce faire, la future ZI devrait disposer d'un nouvel arrêt de bus au niveau de son accès depuis la RD28. La réalisation d'un plan de mobilité entreprises est conseillée pour identifier l'ensemble des mesures permettant d'optimiser les déplacements des employés et réduire les trafics routiers." des mesures incitatives pourront être mises en place pour réduire l'usage de la voiture individuelle, comme l'incitation au covoiturage ; Pour rappel, le PETR de l'Alsace du Nord et ses 6 intercommunalités sont membres de CITIz, pour du partage du parc automobile local. Afin de faciliter l'accès à des solutions d'écomobilité, le PETR de l'Alsace du Nord et ses 6 intercommunalités membres ont lancé un programme de développement du covoiturage avec l'application BlaBlaCar Daily, plus grand réseau en France. En effet, utiliser une même plateforme à l'échelle d'un bassin de vie permet aux usagers d'augmenter de façon importante le taux de réponses positives aux demandes de covoiturage. https://alsacedunord.fr/covoiturage ; les politiques de mobilité des entreprises accueillies sur le parc.

Thématique des observations	Prise en considération
	Concernant, le risque de traversée du village de Hatten par les poids lourds, il n'est pas prévu, dans le cadre du projet, de contournement du village de Hatten. En effet, le niveau de trafic actuel et à venir ne le justifie en aucun cas, les trafics poids lourds devant prioritairement rejoindre directement l'A35. Concernant l'apport de lithium extérieur de l'Alsace, il n'est pas prévu que le lithium raffiné au sein de la ZAC d'Hatten provienne de sources extérieures à l'Alsace. Cette orientation répond à des contraintes techniques et industrielles : le procédé de raffinage est conçu pour traiter les saumures géothermales locales, dont les caractéristiques physico-chimiques sont spécifiques et ne peuvent pas être directement remplacées par des matériaux provenant d'autres régions. Par ailleurs, cette approche s'inscrit dans une logique de valorisation locale des ressources, limitant les transports et leurs impacts environnementaux et logistiques. Aucun apport externe n'est donc envisagé, ce qui élimine la nécessité de gérer des questions d'acheminement de lithium hors Alsace.

Thématique des observations	Prise en considération
Impact sur la santé	Concernant l'ARS, il convient de préciser que celle-ci a été consultée à double titre : en amont de la réunion d'examen conjoint ; pour la formalisation de l'avis de la MRAe. La MRAe sera de nouveau consultée sur les PC et autorisations environnementales des futurs preneurs et rendra alors un avis plus approfondi, établi sur la base d'un projet précis et détaillé. Il convient également de rappeler que l'arrêté d'autorisation environnementale des futurs utilisateurs comprendra des prescriptions de nature à assurer la protection de la population. L'absence d'identification et de caractérisation détaillée des impacts sanitaires liés à l'usine de purification du lithium s'explique par le stade d'avancement du projet et par la séquence réglementaire applicable. En effet, le dépôt du dossier d'autorisation environnementale spécifique à l'usine de raffinage ne peut intervenir qu'après la validation des procédures préalables suivantes : l'autorisation environnementale du projet de création d'un parc d'excellence industrielle dédié à l'utilisation des ressources géothermiques à Hatten ; la création de la ZAC ; la déclaration d'utilité publique (DUP) de ce même projet. Tant que ces étapes structurantes ne sont pas abouties, le projet d'usine de raffinage ne peut être suffisamment défini pour faire l'objet d'un dossier d'autorisation environnementale complet, incluant une évaluation détaillée des impacts sanitaires. Dans ce contexte, il est donc normal que l'Agence régionale de santé (ARS) n'ait pas encore été formellement consultée à ce stade sur l'usine de purification de lithium. L'ARS sera en revanche systématiquement associée à l'instruction du dossier d'autorisation environnementale de l'usine de raffinage, conformément aux dispositions du Code de l'environnement. Elle sera amenée à se prononcer sur l'évaluation des risques sanitaires et sur les mesures de prévention et de protection envisagées. L'analyse des impacts sanitaires sera ainsi conduite de manière complète et approfondie au stade réglementaire approprié, sur la base d'un projet techniquement défini, et dans un cadre garantissant la protection de la santé publique.

Impacts sur le paysage	La CCOF affiche pour son projet, une forte volonté qualitative dans l'aménagement de la zone et le choix des futurs acquéreurs. De sa conception à son organisation, la ZAC prend en compte des mesures prônant l'excellence en vue de répondre aux standards d'un parc d'activités du futur. Le projet a été conçu pour s'intégrer dans le paysage bâti et respecter l'identité du village, étroitement liée à son patrimoine historique. Les aménagements adoptent des formes simples et des matériaux sobres, et leur implantation tient compte des perspectives principales et de l'alignement des rues existantes. L'objectif est de concilier une optimisation foncière des lots cédés aux industriels avec un impact paysager acceptable. Le traitement paysager des volumes contribuent à réduire l'impact visuel et à maintenir l'harmonie avec le cadre bâti existant. Ainsi, le projet permet de concilier les besoins fonctionnels contemporains avec la protection et la valorisation de l'identité patrimoniale du village. Le PLUi, à travers l'OAP et le règlement de la zone 1AUT, prévoient des dispositions favorables à l'intégration paysagère des futures constructions : Les marges de recul et de retrait des constructions mentionnées aux articles 6- IAUt et 7-IAUt doivent faire l'objet d'un traitement paysager, notamment avec des plantations d'arbres de haute tige, qui serviront d'écran (article 13) ; Traitement des façades des constructions et implantation des ouvrages techniques (article 10) ; Les façades des constructions et bâtiments annexes doivent être traités avec le même soin que les façades principales et en harmonie avec elles (article 11) ; En matière d'intégration paysagère, environnementale et architecturale, l'OAP prévoit plusieurs principes qui visent un traitement poussé sur la zone. Il s'agit de créer une identité paysagère forte en mettant en valeur des éléments emblématiques de la mémoire locale tels que la Casemate d'Esch, le cimetière israélite, l'entrée de commune ou encore les espaces agricoles existants, tout en renforçant la végétalisation pour préserver l'esthétique du lieu. L'insertion architecturale joue également un rôle clé : les constructions devront s'intégrer harmonieusement dans le paysage local, en valorisant les matériaux durables, les formes adaptées au climat et l'identité du territoire. Cette attention portée à la qualité architecturale et environnementale contribuera à créer un cadre de vie et de travail attractif. Il convient également de préciser que d'autres outils seront mis en place dans le cadre de la réalisation de la ZAC pour encadrer les futurs aménagements et constructions : un Cahier des Charges de Cession de Terrain (CCCT) ; un Cahier des Prescriptions Architecturales, Urbaines, Paysagères et Environnementales (CPAUPE). Le cahier des charges fixant les conditions de vente des lots instaurera une politique drastique de sélection des implantations et d'exemplarité en matière de durabilité (sobriété et densité d'occupation du sol, gestion durable de l'environnement du parc, bâtiments résilients/énergie positive, décarbonation des activités et synergies circulaires).

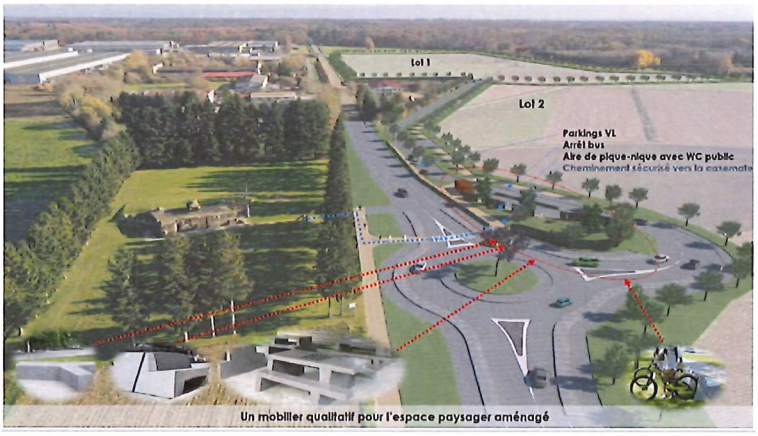
Thématique des observations	Prise en considération
	Concernant les couleurs, le CPAUPE va suggérer en quelques-unes. Dans ce cadre, la CCOF veillera à ce que les teintes retenues permettent une intégration visuelle cohérente des bâtiments dans leur contexte paysager et bâti.
Impacts sur le cadre de vie et l'identité rurale de la commune	Les habitations les plus proches se trouvent à environ 450 m au Nord-Ouest. Le projet est implanté dans le prolongement d'une zone existante. Le projet s'implante au sein d'un espace agricole déjà façonné par l'activité humaine. Il s'agit donc d'une évolution maîtrisée d'un territoire agricole existant. L'aménagement proposé présente une emprise limitée et s'insère dans la continuité des usages et des structures agricoles environnantes. Une attention particulière a été portée à l'implantation, au choix de matériaux sobres et au traitement paysager, afin de limiter l'impact visuel et de préserver la cohérence du paysage rural. Ces mesures permettent d'éviter toute rupture visuelle et de garantir une intégration harmonieuse dans l'environnement existant. Il convient ensuite de rappeler, comme cela a été mentionné par ailleurs que le site est identifié de longue date pour du développement économique, dès 2006.
Nuisances occasionnées (sonores, olfactives, visuelles, ...)	Comme mentionné précédemment, les habitations les plus proches se trouvent à environ 450 m au Nord-Ouest. Le projet est implanté dans le prolongement d'une zone existante. L'étude circulatoire réalisée par le bureau d'étude SYSTRA en 2024 a démontré que le projet n'allait pas surcharger le trafic environnant sur la base des données disponibles. Ainsi, s'il y aura bien une augmentation ponctuelle du trafic aux heures de pointes, celui-ci resterait fluide et les nuisances sonores induites sur les riverains devraient être modérées. De plus, l'évaluation des nuisances sonores sera affinée dans l'étude d'impact qui sera nécessaire à chaque preneur. Des mesures seront prises par les exploitants si besoin afin d'éviter ou de réduire les nuisances relatives à la santé humaine, comme à l'environnement. Enfin, les industriels seront contraints de respecter la règlementation en vigueur pour générer le moins de nuisances possibles vis-à-vis des riverains, de leur santé et de l'environnement.

Thématique des observations	Prise en considération
Impact des travaux	Les travaux de viabilisation de la ZAC et la création d'un giratoire sur la route départementale entraîneront des nuisances temporaires, principalement liées à : Bruit et vibrations : engins de chantier, compactage, circulation des camions. Poussières et qualité de l'air : issues des terrassements et déplacements de matériaux. Perturbations de circulation : ralentissements et déviations ponctuelles sur la RD. Pollution visuelle et déchets : présence d'engins et zones de stockage. Mesures de réduction et prévention : Limitation des travaux bruyants aux horaires réglementaires (7h–19h en semaine). Utilisation d'engins conformes aux normes acoustiques. Arrosage des zones de terrassement et bâchage des camions pour limiter les poussières. Mise en place d'un plan de circulation avec signalisation temporaire et maintien des accès riverains. Gestion des déchets par tri sélectif et stockage sécurisé. Balisage et sécurisation des zones de chantier. Information et suivi : Communication auprès des riverains. Respect réglementaire : Application des prescriptions du Code de la santé publique et du Code de l'environnement. Conformité avec l'étude d'impact et la séquence "éviter – réduire – compenser". Les travaux se trouvent à une distance importante par rapport à toute habitation.Les nuisances seront limitées par des mesures adaptées et un suivi rigoureux.

Thématique des observations	Prise en considération
Impacts sur le patrimoine historique	
Impact sur un champ de bataille, lieu de mémoire	En premier lieu, il est important de rappeler que la zone de projet a fait l'objet d'un diagnostic archéologique prescrit par arrêté préfectoral du 25 mars 2024. Ce diagnostic s'est déroulé du 22 octobre 2024 au 21 novembre 2024 et a vu la réalisation de 774 sondages qui ont permis d'évaluer le potentiel archéologique de 40,1 ha. Seuls 66 se sont révélés positifs. Concernant la bataille de janvier 1945, le rapport mentionne en page 9 que : "la bataille de janvier 1945 n'a laissé que peu de traces hormis les impacts d'obus puisque seuls 2 aménagements peuvent être identifiés comme remontant à cette période". Ce rapport précise également (p93/152) que : "les seules traces laissées par le conflit sont des points d'impact d'obus, repérés à 18 reprises. Ces traces ne sont pas éparpillées sur toute la surface investiguée et l'on note trois concentrations principales, témoins de zones de bombardement et de tirs préférentielles, globalement situées au nord de l'emprise. La conclusion de ce rapport sur les vestiges d'époque récente stipule enfin (p99/152) que : "On remarquera la très faible représentation de vestiges liés à la bataille de janvier 1945 qui a pourtant profondément marqué l'Histoire, et pas seulement locale : cette bataille, un véritable enfer d'après les témoignages, qui a vu la mort de plusieurs milliers de soldats et de dizaines de civils en à peine deux semaines, n'a que peu marqué le sous-sol de l'emprise. À cela deux raisons peut-être : d'une part, même si des combats se sont déroulés avec certitude au sein de l'emprise, l'essentiel de la bataille a pris part au cœur même du village et dans ses abords immédiats ; -d'autre part, il s'agit d'une bataille impliquant de nombreux blindés, toujours en mouvement, pendant laquelle les soldats ne se sont certainement pas installés (à force de tranchées ou de "trous d'homme") en plein champ, complètement à découvert. En guise de conclusion générale, le rapport de ce diagnostic préventif précise que "L'histoire récente de la commune de Hatten et l'emprise étudiée sont également marquées par une bataille entre des divisions blindées américaines et allemandes entre le 11 et le 20 janvier 1945. Ces événements n'ont toutefois que peu marqué le sous-sol de l'emprise, puisqu'excepté la vingtaine d'impacts d'obus et les deux munitions actives retrouvées, seuls deux vestiges en creux peuvent être attribués, et avec précaution, à ces événements.
	Le document intitulé "La bataille de Hatten-Rittershoffen résumée à travers une série de cartes et d'images", issu de la United States National Archives and Records Administration (NARA), agence indépendante du gouvernement fédéral des États-Unis d'Amérique chargée de préserver et de documenter le gouvernement et les archives nationales, met bien en évidence que la bataille de Hatten - Rittershoffen s'est principalement déroulée au sein du village de Hatten et aux abords immédiats vers Rittershoffen, et au sud du village. La zone d'emprise du projet n'aurait ainsi été que peu impactée par les combats.

Thématique des observations	Prise en considération
	L'ouvrage édité par le "Cercle d'Histoire de l'Alsace du Nord", "La Bataille de Hatten-Rittershoffen – Janvier 1945" comporte également un certain nombre de cartographies précisant la localisation des combats, localisation similaire à celle présentée par les Archives Nationales Américaines à savoir principalement au sein du village de Hatten et aux abords immédiats vers Rittershoffen.
	Autre document qui corrobore le fait que les combats se sont principalement déroulés au sein du village de Hatten et aux abords immédiats vers Rittershoffen, une vue aérienne du champ de bataille présentée dans L'Outre-Forêt, revue du cercle d'histoire et d'archéologie de l'Alsace du Nord, dans son édition hors-série de Mai 1995, et qui précise que : "l'on distingue bien le vallon reliant Hatten et Rittershoffen au nord de la route départementale qui allait devenir la Panzerstrasse" la piste des chars.  *Vue aérienne du champ de bataille. On distingue bien le vallon reliant Hatten et Rittershoffen, au Nord de la route départementale. Il allait devenir la "Panzerstrasse" (NA).*
	La Tartine de beurre, récit autobiographique dans lequel Marguerite Heyoppe-Kraemer, qui vit avec sa nombreuse famille du garde-forestier Heyoppe à la maison forestière de la Rothsmatt, raconte les péripéties vécues par sa famille et elle-même pendant la Seconde Guerre mondiale alors qu'elle avait 20 ans, évoque, lui aussi, que les affrontements les plus violents se sont déroulés entre les villages de Hatten et de Rittershoffen,

Thématique des observations	Prise en considération
	A proximité immédiate de la zone de projet, seule la casemate Esch, ouvrage de défense de la ligne Maginot, située au sud-est de Hatten et au nord de l'emprise a fait l'objet de combats dans la matinée du 9 janvier 1945 à l'issue desquels l'armée allemande s'est emparée de cette casemate. Les Allemands poussèrent ensuite vers la voie ferrée située plus au nord de la zone de projet. Si l'on ne peut remettre en cause le fait qu'il y ait eu des victimes au niveau de la Case Esch, force est de constater que l'essentiel de la bataille s'est déroulé au sein du village de Hatten (350 maisons détruites parmi les 365 que comptait la Commune) et de Rittershoffen. Par ailleurs, le choix de l'implantation géographique du monument aux morts entre la Commune de Rittershoffen et la commune de Hatten n'est pas anodin. Il témoigne en effet de la décision des aïeux de perpétuer le souvenir des combattants décédés sur le lieu de l'épicentre de cette bataille. La CCOF respecte d'autant plus le contexte historique dans l'application stricte du cadre légal. En attestent la réalisation du diagnostic archéologique et des fouilles archéologiques préventives sur près de 40% de la zone de projet.
Impact sur le patrimoine historique	La question du patrimoine est bien prise en compte. L'enjeu est d'ailleurs identifié comme élevé dans l'étude d'impact. Concernant la Casemat Esch, l'aménagement du parc d'activités par la CCOF constitue une réelle opportunité d'améliorer et de sécuriser l'accès au musée. La Casemate ainsi que son terrain d'assise ne sont pas touchés par le projet. Son accessibilité est améliorée par les aménagements proposés (parking VL, arrêt de bus, zone paysagée aménagée / franchissement de la RD apaisé et sécurisé). Le choix de l'implantation du rond-point répond avant tout à des impératifs de sécurité et de lisibilité des circulations, dans un secteur aujourd'hui contraint. Sa position permet d'organiser les flux, de réduire les vitesses et d'améliorer l'accès au site, sans multiplier les aménagements dispersés. Les aménagements ont été conçus pour clarifier ses abords et améliorer sa lisibilité dans le paysage. L'aménagement a été conçu de manière à préserver les perspectives vers les sites de mémoire existants. Les volumes sont volontairement limités, les profils routiers contenus et les éléments techniques discrets afin d'éviter toute concurrence visuelle avec la Casemate Esch.

Thématique des observations	Prise en considération
	Le projet contribue à la mise en valeur du site mémoriel en clarifiant ses abords, en améliorant sa lisibilité et son accessibilité. Le traitement paysager, sobre et respectueux du caractère du lieu, permet d'accompagner le regard vers l'ouvrage historique plutôt que de le détourner. Ainsi, les aménagements routiers ne défigurent pas le site mais participent à une meilleure compréhension et appropriation du lieu de mémoire. Le choix du mobilier proposé (béton) permet également un dialogue visuel / haptique avec la casemate. En améliorant l'organisation des circulations et l'accessibilité du site, le projet contribue à une meilleure identification et appropriation de la casemate par le public. La visibilité du patrimoine ne repose pas uniquement sur l'absence d'aménagement, mais sur une mise en scène maîtrisée de ses abords, que le projet vise précisément à renforcer. Il convient également de rappeler qu'au niveau de l'OAP du PLUi, le site patrimonial de la Casemate Esch est identifié sur le schéma de synthèse par l'orientation "sites culturels dont l'identité est à préserver et l'accès à améliorer".  Un mobilier qualitatif pour l'espace paysager aménagé
	Concernant l'ancienne maison forestière, la parcelle sur laquelle est située le bâtiment n'est pas comprise dans le périmètre de la ZAC. Elle n'est donc pas directement concernée par le projet. La maison forestière ne sera pas détruite et gardera sa fonction et son accès. La construction est actuellement située le long de la route de Seltz existante, voie qui sera requalifiée dans le cadre des travaux de viabilisation de la ZAC. Une bande végétalisée avec des plantation d'arbres est prévue du côté de cette voie où est située la maison. La commune de Hatten a de plus fait le choix de maintenir cette voie dans son domaine public assurant ainsi sa pérennité. La gestion en sera confiée par convention à la CCOF.
	Concernant des démolitions, le périmètre du projet ne comprend aucune construction. Ainsi, aucune démolition n'est prévue pour sa réalisation. Les constructions présentes à proximité resteront hors du périmètre de la ZAC et ne seront pas directement impactées. Le projet s'implante sur des terrains libres ou déjà anthropisés, ce qui permet de préserver intégralement le bâti existant et le cadre architectural du voisinage.

Thématique des observations	Prise en considération
	Concernant le cimetière israélite, celui-ci est identifié sur le schéma de synthèse de l'OAP du PLUi par l'orientation "sites culturels dont l'identité est à préserver et l'accès à améliorer". L'OAP sera toutefois complétée en identifiant le Cimetière Israélite comme devant faire l'objet "d'un traitement paysager spécifique". De plus, le règlement précisera, en complément de l'OAP, un recul minimum de 5 m. En effet, aucune distance n'est actuellement imposée dans le projet de règlement de la zone 1AUT, bien que le schéma de synthèse de l'OAP prévoit "d'assurer le traitement paysager des franges" de la zone. Une réflexion est menée dans le cadre du dossier de réalisation pour mettre en place une strate paysagère composée de couches végétales diversifiées (arbustes, plantes couvre-sol et haies filtrantes) en transition le long du cimetière. Par ailleurs, il convient de préciser que dans le cadre des démarches en matière d'ICPE, des reculs des constructions plus importants par rapport aux limites de terrain pourront être imposés. La préservation de la dignité du cimetière constitue en effet une priorité du projet. Ce recul permettra de respecter la zone de protection autour du cimetière. De plus, le traitement paysager des abords, sobre et discret, contribuera à maintenir le caractère solennel et respectueux de ce lieu mémoriel. L'ensemble des mesures vise à assurer que le cimetière reste pleinement lisible et honoré dans son environnement.
Gestion des risques	
Risques industriels	A ce stade, les risques liés à la présence des futures industries ne peuvent être parfaitement connus, les porteurs de projet sur les lots privés n'étant pas encore identifiés. Toutefois : pour les risques d'incendie, les prescriptions et recommandations émises par le SDIS seront prises en compte lors de l'élaboration des futurs projets de construction et d'aménagement en particulier dans les modalités d'implantation des installations, qui pourra notamment imposer le respect d'une bande de recul de 50 m par rapport aux lisières boisées ; pour les risques de pollution, des actualisations successives de l'étude d'impact seront réalisées en fonction des précisions qui seront apportées sur les futures installations du parc. Les arrêtés préfectoraux d'exploitation et le règlement qui incombent aux futurs preneurs dresseront toutes les mesures à mettre en œuvre pour assurer la compatibilité des projets industriels avec les différents milieux ; les habitations les plus proches se trouvent à environ 450 m au Nord-Ouest, et le parc est créé dans le prolongement d'une zone industrielle déjà en exploitation. De plus, comme mentionné à plusieurs reprises, la CCOF mettre en place un processus de sélection des entreprises basé sur divers critères et aura un droit de regard avant le dépôt du permis de construire. À cela s'ajoutera la mise en place du CPAUPE et du CCCT.

Thématique des observations	Prise en considération
	La mise en place d'une usine de raffinage de lithium est soumise à la délivrance préalable d'une autorisation environnementale, conformément au Code de l'environnement. Cette procédure implique la constitution d'un dossier réglementaire complet, qui présentera de manière détaillée le procédé industriel, les substances mises en œuvre, ainsi que l'analyse exhaustive des risques industriels associés. Dans ce cadre, une étude d'impact et, le cas échéant, une étude de dangers seront réalisées. Ces études permettront d'identifier les dangers liés à la production et au raffinage du lithium, y compris les risques d'incendie ou d'accident industriel, et d'évaluer leurs effets sur les populations, les habitations et les milieux naturels environnants, notamment la zone forestière proche. Elles définiront également les mesures de prévention et les mesures visant à éviter, réduire et, le cas échéant, compenser (ERC) les impacts identifiés. L'autorisation environnementale ne pourra être délivrée qu'après instruction par les services de l'État et avis des autorités compétentes, et sous réserve du respect de prescriptions techniques strictes visant à garantir la sécurité des riverains et la protection de l'environnement. La compatibilité du projet avec la proximité des habitations et des espaces boisés sera ainsi évaluée de manière approfondie dans ce cadre réglementaire.
	Concernant les risques de pollution des sols et de la ressource en eau lié au lithium, la mise en place d'une installation de raffinage fera l'objet d'études réglementaires obligatoires, notamment une étude d'impact environnementale et une étude de dangers. Ces études analyseront spécifiquement les risques de pollution des sols et des eaux souterraines, particulièrement sensibles en Alsace, et définiront les mesures de prévention, de confinement et de surveillance nécessaires. Le projet devra également être conforme à la réglementation relative à la protection de la ressource en eau dont notamment le code de l'environnement mais également le SDAGE Rhin-Meuse. Dans le cadre de l'instruction des dossiers, les services compétents de l'État, et notamment la Direction départementale des territoires (DDT) et l'Agence régionale de santé (ARS), seront systématiquement sollicités. Les modalités de stockage, de manipulation et de gestion des substances contenant du lithium seront strictement encadrées par les prescriptions réglementaires, afin de prévenir tout risque de contamination des sols ou des eaux sur le territoire de la communauté de communes de l'Outre-Forêt et au-delà.

Thématique des observations	Prise en considération
	Concernant le risque d'incendie lié à l'usine de lithium, il convient de rappeler que toute installation industrielle est soumise à la réalisation préalable d'une étude de dangers, laquelle constitue un élément central du dossier réglementaire. Cette étude comporte un volet approfondi relatif aux risques sanitaires et environnementaux, incluant l'analyse des scénarios accidentels tels qu'un incendie et leurs effets potentiels sur les milieux naturels environnants, notamment la forêt de Haguenau classée Natura 2000. Dans ce cadre, l'avis du Service d'Incendie et de Secours du Bas-Rhin (SIS 67) sera systématiquement sollicité. Les recommandations émises par les services de secours seront intégrées à la conception et à l'exploitation du projet, tant en matière de prévention que de moyens d'intervention et d'organisation des secours. Par ailleurs, tout projet devra être strictement conforme à la réglementation en vigueur relative à la défense extérieure contre l'incendie, et notamment : le Règlement départemental de la défense extérieure contre l'incendie (RDDECI) pris par arrêté du préfet du Bas-Rhin en date du 15 février 2017 ; le Guide technique annexé au RDDECI, pris par arrêté du préfet du Bas-Rhin en date du 15 février 2017 ; ainsi que l'arrêté municipal ou intercommunal de défense extérieure contre l'incendie (DECI) de la ou des communes concernées. Ces exigences réglementaires garantissent la disponibilité et l'adéquation des moyens de lutte contre l'incendie, afin de prévenir tout risque de propagation vers les espaces naturels sensibles et d'assurer un haut niveau de protection des populations et de l'environnement.
	Produits transportés par les poids-lourds : Les porteurs de projet sur les lots n'étant pas encore identifiés, il n'est pas possible de connaitre les produits qui seront transportés par les poids-lourds. Les arrêtés préfectoraux d'exploitation et le règlement qui incomberont aux futurs preneurs dresseront toutes les mesures à mettre en œuvre, aussi bien en phase conception qu'en phase suivi d'exploitation, pour assurer la compatibilité des différents projets industriels avec les milieux.

Thématique des observations	Prise en considération
Risques sismiques	L'ensemble de la plaine d'Alsace dans le Bas-Rhin est qualifié en aléa sismique de niveau 3 sur l'échelle allant jusqu'à 5, en vigueur en France. Cet aléa est dit " modéré". Une sismicité naturelle existe ainsi dans la région rendant la probabilité de subir un séisme non négligeable. Le projet de parc d'activités n'inclut aucun forage géothermique ni opération susceptible de générer un risque sismique. L'aménagement consiste exclusivement à préparer des terrains pour accueillir des entreprises, sans intervention profonde dans le sous-sol. Les activités envisagées concernent l'exploitation et la transformation de lithium, qui se feront dans des bâtiments industriels classiques, sans extraction minière locale ni travaux souterrains. Le risque sismique est donc nul au regard du projet, car il n'y a ni fracturation hydraulique, ni géothermie profonde, ni exploitation minière sur site. Les entreprises qui s'implanteront devront respecter les normes ICPE (Installations Classées pour la Protection de l'Environnement) et les prescriptions du Code de l'Environnement, garantissant la sécurité des procédés. Les sites industriels seront régulièrement contrôlés par la DREAL afin de garantir la conformité de leurs activités et la protection de la population.
	Concernant des ressources en lithium en Bretagne et dans le Massif central, le lithium est principalement présent dans des gisements de roches dures (pegmatites). Leur exploitation implique des opérations minières classiques (extraction, concassage, broyage, traitements chimiques), avec des impacts environnementaux significatifs et des coûts industriels élevés. Ces projets font face à des enjeux d'acceptabilité, de délais et de maturité industrielle comparables à d'autres filières minières. À l'inverse, le lithium associé aux réservoirs géothermaux est contenu dans des saumures profondes déjà mobilisées pour la production d'énergie renouvelable. L'extraction repose sur des procédés d'extraction directe du lithium, sans excavation minière. Il s'agit donc de deux filières fondamentalement différentes, qui ne peuvent être comparées uniquement sur la base du contexte géographique ou du risque sismique.

Thématique des observations	Prise en considération
	Concernant le risque sismique, celui-ci fait l'objet d'analyses spécifiques dans le cadre des études techniques et réglementaires, incluant des études géologiques, hydrogéologiques et géomécaniques. Les opérations sont conçues pour fonctionner dans des plages de pression strictement maîtrisées, avec des dispositifs de surveillance en continu et des protocoles d'arrêt en cas d'anomalie, afin de limiter tout risque de sismicité induite et de déstabilisation du sous-sol. Depuis l'incident sismique de 2019 en Alsace, un guide de bonnes pratiques pour la maîtrise de la sismicité induite par les opérations de géothermie profonde a été publié en 2023. Il a été rédigé par l'INERIS et le BRGM. Il mentionne, entre autres, l'importance de mettre en œuvre des opérations exploratoire du sous-sol en 3D et la mise en place de stations de surveillance sismique. Enfin, l'implantation d'une activité d'extraction de lithium géothermal ne peut être envisagée que dans des zones présentant les caractéristiques géologiques spécifiques nécessaires à ce procédé. Les régions géologiquement plus stables mentionnées ne disposent pas de ces conditions et ne sont donc pas adaptées à ce type d'industrie. Le choix du site répond ainsi à une logique géologique et technique, encadrée par un cadre réglementaire strict visant à garantir la sécurité des populations et la protection des milieux naturels environnants. Par ailleurs, des mesures sont réalisées en continu par le BCSF-RENASS (bureau central sismologique français - réseau national de surveillance sismique). Les informations sont accessibles sur leur site WEB. En complément, le Groupe ES alimente régulièrement ses actualités sur son site internet (www.geothermie.es.fr). La mise en place d'une prochaine CSS (commission de suivi de Site) Alsace du Nord par la préfecture apportera un éclairage complémentaire au public.
	Concernant l'expérience de Lithium de France, d'après le mémoire en réponse au procès-verbal du commissaire enquêteur lors de l'enquête publique "Les Sources 1" pour Lithium de France en date du 3 janvier 2025, il était évoqué qu'en 2024 "14 collaborateurs ont déjà une expérience terrain de suivi de forages profonds, allant de 2 à 30 ans de savoir-faire dans ce domaine. Ainsi, on retrouve au sein de Lithium de France, plus de 200 années d'expérience cumulées autour des opérations de forages profonds. En plus du savoir-faire de Lithium de France, Arverne Group, dispose d'une filiale nommée Arverne Drilling Services, qui a réalisé plus de 1 000 puits forés à travers le monde avec plus de 60 ans d'expérience, opérant aujourd'hui pour la géothermie profonde et le stockage en France et en Europe. C'est elle qui aura la charge de réaliser les 2 forages, objet de la présente demande d'autorisation." Concernant les derniers événements à la centrale de Rittershoffen, l'expertise est en cours. Des informations actualisées sont disponibles sur le site internet du Groupe ES.

Thématique des observations	Prise en considération
Fonds d'indemnisation	Tout d'abord il est une nouvelle fois rappelé qu'aucun forage n'est prévu sur le Parc d'Excellence Industriel de Hatten. Concernant les démarches à entreprendre lors de dégâts causés par l'exploitation d'une centrale, ci-dessous est présenté le processus d'indemnisation. En matière de risque minier, incluant le risque sismique pouvant impacter les bâtiments et infrastructures publics et privés, le droit renverse la charge de la preuve, contrairement au droit commun de l'assurance : l'opérateur est par principe considéré comme responsable et c'est à lui d'apporter la preuve que les dégâts qui auraient été constatés ne sont pas consécutifs à ses travaux. Si cette preuve n'est pas apportée, l'opérateur et/ou son assurance prendra en charge la réparation du préjudice. Extraits de l'article L.155-3 du Code minier "L'explorateur ou l'exploitant [...] est responsable des dommages, y compris des dommages sanitaires et environnementaux, ayant pour cause déterminante l'activité d'exploration ou d'exploitation dès lors qu'elle est régie par le présent code. Sa responsabilité n'est limitée ni au périmètre du titre minier, ni à sa durée de validité. [...] En cas de défaillance ou de disparition du responsable, l'État est garant de la réparation des dommages causés par ces activités." Avant de commencer les travaux, l'opérateur a l'obligation légale de fournir aux services de l'État une copie des assurances souscrites afin de vérifier que la couverture est adaptée aux travaux. (extrait du site Lithium de France) Concernant le sujet de Vendenheim, d'après le mémoire en réponse au procès-verbal du commissaire enquêteur lors de l'enquête publique « Les Sources 1 » pour Lithium de France en date du 3 janvier 2025, il était évoqué les chiffres suivants : 100% des sinistres déclarés ont été reçus et traités par les assurances, par l'intermédiaire des experts. Début 2021, à la suite de la médiatisation de l'événement lié à l'activité de Fonroche, un nombre très important de réclamations a afflué et une impression ponctuelle de manque de réactivité a pu être ressentie. Un phénomène d'opportunisme a pu s'y ajouter également, 68% des expertises ont amené à une conclusion « sans suite » de la réclamation après la découverte prouvée d'une cause externe. Les réclamations pour lesquelles l'opérateur n'a pas pu prouver l'existence d'une cause externe ont été acceptées. Environ 1 230 dossiers ont été indemnisés. De plus, toutes les entreprises disposent d'assurances (RC professionnelle, police risques industriels, RC atteinte à l'environnement) dans le cadre de leurs projets industriels.

DOSSIER DE CREATION DE ZAC

Conformément aux dispositions de l'article R.311-2 du Code de l'urbanisme, le dossier de création de ZAC "Parc d'excellence industrielle dédié à l'utilisation des ressources géothermiques", annexé à la présente délibération, comprend les pièces suivantes :

Rapport de présentation

Le rapport de présentation expose l'objet et la justification de l'opération.

La CCOF souhaite réaliser l'aménagement d'un parc d'excellence industrielle réservé à l'accueil d'activités utilisant et/ou valorisant les ressources géothermales :

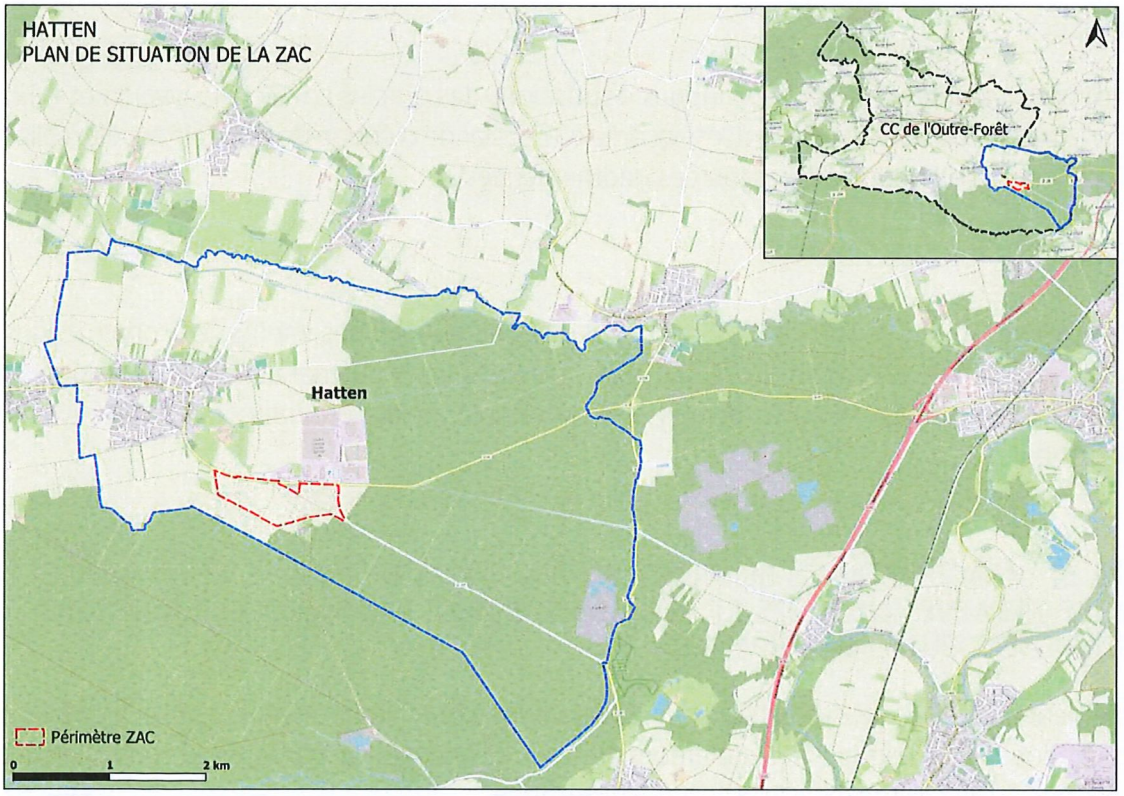
une unité de raffinage de lithium ;

des entreprises consommatrices d'énergie qui pourront bénéficier d'une énergie décarbonée issue de la géothermie.

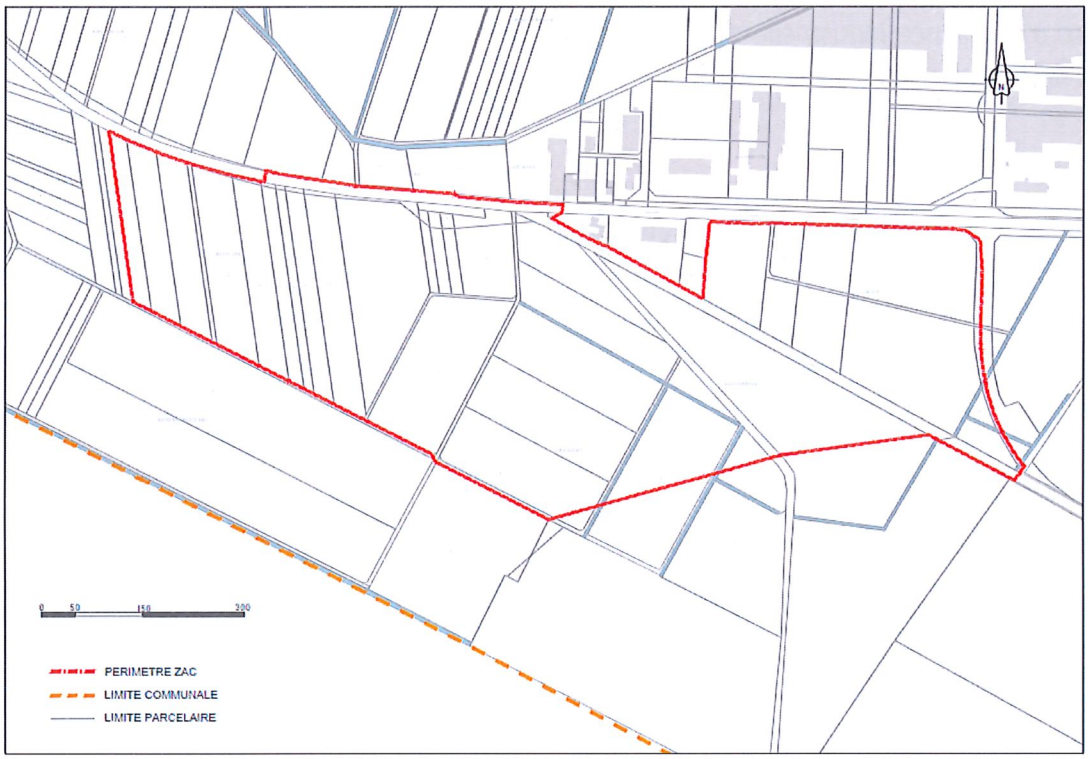
Aucun forage géothermique ne sera réalisé au sein de la ZAC.

La ZAC est ainsi destinée à accueillir des activités industrielles qui valoriseront les ressources géothermales du territoire (énergie et lithium) sur des emprises importantes (supérieures à 10 ha) non disponibles par ailleurs en Alsace du Nord.

Plan de situation



Plan de délimitation du périmètre de la ZAC



Etude d'impact

L'étude d'impact, élaborée conformément aux dispositions des articles L.122-1 et suivants et R.122-1 et suivants du Code de l'environnement, est insérée au dossier de création de la ZAC "Parc d'excellence industrielle dédié à l'utilisation des ressources géothermiques".

Exonération

En application du 6° du I de l'article 1635 quater D du Code général des impôts, les constructions et aménagements dans le périmètre de la ZAC "Parc d'excellence industrielle dédié à l'utilisation des ressources géothermiques" seront exonérés de la part communale ou intercommunale de la taxe d'aménagement.

MESURES ET CARACTERISTIQUES DU PROJET DESTINES A EVITER, REDUIRE ET COMPENSER LES INCIDENCES NEGATIVES NOTABLES ET MODALITES DE SUIVI DES INCIDENCES DU PROJET SUR L'ENVIRONNEMENT OU LA SANTE HUMAINE

Conformément à l'article L.122-1-1 III du Code de l'environnement, les incidences sur l'environnement d'un projet dont la réalisation est subordonnée à la délivrance de plusieurs autorisations sont appréciées lors de la délivrance de la première autorisation.

Conformément à l'article L.122-1-1 I du Code de l'environnement, cette décision relative à un projet soumis à évaluation environnementale prend en considération l'étude d'impact, l'avis des autorités mentionnées au V de l'article L.122-1 ainsi que le résultat de la consultation du public. Elle est motivée au regard des incidences notables du projet sur l'environnement. Elle précise les prescriptions que devront respecter le maître d'ouvrage ainsi que les mesures et caractéristiques du projet, destinées à éviter les incidences négatives notables, réduire celles qui ne peuvent être évitées et compenser celles

qui ne peuvent être évitées ni réduites. Elle précise également les modalités du suivi des incidences du projet sur l'environnement ou la santé humaine.

La présente délibération d'approbation du dossier de création de la ZAC "Parc d'excellence industrielle dédié à l'utilisation des ressources géothermiques" constitue la première autorisation au sens de l'article L.122-1-1 du Code de l'environnement.

En conséquence, afin de se conformer aux dispositions de l'article précité du Code de l'environnement, un tableau synthétique, annexé à la présente décision, présente les incidences notables du projet de ZAC sur l'environnement et les mesures destinées à éviter, réduire et compenser les impacts du projet identifiés. Il précise également les mesures du suivi des incidences du projet et des mesures envisagées.

Ainsi que le prévoient les dispositions de l'article précité du Code de l'environnement, les présentes mesures ERC et de suivi sont susceptibles d'être complétées au stade de la réalisation de la ZAC "Parc d'excellence industrielle dédié à l'utilisation des ressources géothermiques" ou des autorisation postérieures.

Annexes

Dossier de création de la ZAC "Parc d'excellence industrielle dédié à l'utilisation des ressources géothermiques" incluant le bilan de la concertation préalable, l'étude d'impact, l'avis de la MRAe et le mémoire en réponse à cet avis, l'avis de la Commune de Hatten ;

Le tableau des mesures ERC.

Entendu l'exposé de M. le Président et après en avoir délibéré, le Conseil communautaire à l'unanimité

APPROUVE le dossier de création de la ZAC "Parc d'excellence industrielle dédié à l'utilisation des ressources géothermiques" ainsi que son périmètre ;

CREE la ZAC "Parc d'excellence industrielle dédié à l'utilisation des ressources géothermiques"

INDIQUE que le projet a pris en considération l'étude d'impact, l'avis de la MRAe et l'avis de la Commune de Hatten ainsi que les résultats de la concertation préalable et de la participation du public par voie électronique

DECIDE que la réalisation de la ZAC "Parc d'excellence industrielle dédié à l'utilisation des ressources géothermiques" devra respecter les mesures destinées à éviter, réduire et compenser les effets négatifs notables du projet sur l'environnement et la santé humaine ainsi que les modalités de suivi de ces mesures et des incidences du projet, telles que décrites dans l'étude d'impact et rappelées dans le tableau annexé à la présente délibération ;

INDIQUE que la ZAC est destinée à accueillir des activités industrielles qui valoriseront les ressources géothermales du territoire (énergie et lithium) sur des emprises importantes (supérieures à 10 ha) non disponibles par ailleurs en Alsace du Nord

DECIDE d'exonérer les constructions réalisées à l'intérieur du périmètre de la ZAC du champ d'application de la part communale ou intercommunale de la taxe d'aménagement ;

DIT QUE la présente délibération :

Sera notifiée à Monsieur le Sous-Préfet chargé de l'arrondissement de Haguenau-Wissembourg ;

Fera l'objet d'une publication sur le site internet de la communauté de communes ;

Fera l'objet, en application de l'article R.311-5 du Code de l'urbanisme, d'un affichage au siège de la Communauté de communes et en mairie de Hatten durant un mois ;

Mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.
Chacune des formalités de publicité précisera que le dossier peut être consulté au siège de la Communauté de communes.

Point trois de l'ordre du jour – développement économique : parc d'excellence industrielle dédié à l'utilisation des ressources géothermiques à Hatten

3.2 Avis sur la mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme intercommunal du Hattgau dans le cadre de la procédure de Déclaration d'Utilité Publique (DUP)

Annexe(s) :

- *Dossier de mise en compatibilité du PLUi du Hattgau ;*
- *Rapport d'enquête publique, conclusions et avis motivé du commissaire enquêteur ;*
- *Note de synthèse + annexe (tableau de synthèse des évolutions du projet de MECDU après enquête publique).*

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de l'Environnement et notamment ses articles L123-1 et suivants et R123-2 et suivants ;

Vu le Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique et notamment ses articles L110-1, L121-1 et suivants et L122-5 ;

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment les articles notamment les articles L.103-2 et suivants, L.153-54 à L.153-59, R104-13, R153-13 et suivants ;

Vu la Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET) de la Région Grand Est adopté le 22 novembre 2019 ;

Vu le Schéma de Cohérence Territoriale de l'Alsace du Nord (SCOTAN) approuvé le 24 mai 2025 ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) du Hattgau, approuvé le 21 octobre 2015, ayant fait l'objet de plusieurs procédures d'évolution, dont la dernière, la révision allégée n°2 a été approuvée le 02 avril 2025 ;

Vu la délibération N°138/2023, en date du 20 décembre 2023, prescrivant le lancement d'une procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLUi et fixant les modalités de concertation ;

Vu la délibération N°53/2024, en date du 3 avril 2024, prescrivant le lancement d'une procédure de Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) et fixant les modalités de concertation ;

Vu la délibération N°54/2024, en date du 3 avril 2024, par laquelle la Communauté de Communes de l'Outre-Forêt (CCOF) a engagé une procédure de Déclaration d'Utilité Publique (DUP) à laquelle est rattachée la Mise en Compatibilité du PLUi du Hattgau (MECDU).

Vu la délibération N°65/2024, en date du 5 juin 2024, décidant de mettre fin à la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLUi et de poursuivre à la fois la mise en compatibilité du PLUi dans le cadre de la procédure du DUP, mais également la concertation liée à la

mise en compatibilité du PLUi dans le cadre de cette nouvelle procédure, selon les modalités prévues par la délibération du 20/12/2023 ;

Vu la délibération N°51/2025, en date du 30 avril 2025, arrêtant le bilan de la concertation ;

Vu la demande adressée à la Préfecture du Bas-Rhin par la Communauté de Communes de l'Outre-Forêt, en date du 2 juin 2025, portant sur le dépôt d'un dossier de Déclaration d'Utilité Publique (DUP) du projet de création d'un parc d'excellence industrielle, emportant mise en compatibilité du PLUi du Hattgau ;

Vu le Procès-Verbal de la réunion d'examen conjoint avec l'État et les Personnes Publiques Associées (PPA), en date du 9 septembre 2025, relative à l'examen du projet de mise en compatibilité du PLUi du Hattgau avec l'opération à déclarer d'utilité publique ;

Vu l'avis de la Commission Départementale de Préservation des Espaces Naturels Agricoles et Forestiers (CDPENAF), en date du 24 septembre 2025 ;

Vu la décision de la vice-présidente du Tribunal Administratif de Strasbourg, en date du 24 septembre 2025, désignant Madame Valérie TROMMETTER, en tant que commissaire enquêtrice ;

Vu l'avis de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale (MRAe), en date du 16 octobre 2025, portant sur le projet de parc d'excellence industrielle et sur la Déclaration d'Utilité Publique (DUP) emportant mise en compatibilité du PLUi du Hattgau ;

Vu l'arrêté préfectoral, en date du 16 octobre 2025, prescrivant l'ouverture et l'organisation d'une enquête publique unique préalable à l'autorisation environnementale et la Déclaration d'Utilité Publique du projet de création d'un parc d'excellence industrielle, ainsi que de la mise en compatibilité du PLUi du Hattgau, du 12 novembre 2025 au 12 décembre 2025 inclus ;

Vu le mémoire en réponse de la CCOF au Procès-Verbal d'enquête publique ;

Vu le rapport d'enquête publique, les conclusions et l'avis motivé du commissaire enquêteur en date du 2 février 2026 ;

Vu le courrier de la Préfecture du Bas-Rhin, en date du 5 février 2026, par lequel, la Communauté de Commune de l'Outre-Forêt (CCOF) est invitée à se prononcer sur la mise en compatibilité du PLUi du Hattgau, en prenant compte les résultats de l'enquête publique, dans un délai de 2 mois à compter de la réception du rapport, conformément à l'article L.153-57 du Code de l'Urbanisme ;

Vu le dossier de mise en compatibilité du PLUi du Hattgau, modifié pour tenir compte des avis et observations des PPA, MRAe, CDPENAF et de l'enquête publique, conformément à l'article L.153-58 du Code de l'Urbanisme ;

Considérant l'objectif de la Communauté de Communes de l'Outre-Forêt (CCOF), permettre la création d'un pôle d'excellence de la géothermie profonde, qui constitue un enjeu national pour une réindustrialisation décarbonée et l'exploitation du Lithium, ainsi qu'une opportunité et un moteur de développement économique d'un parc d'excellence industrielle à Hatten ;

Considérant que les dispositions du PLUi du Hattgau en vigueur ne permettent pas la réalisation du projet, la zone étant classée en IIAUx, destinée à être urbanisée, mais non ouverte dans l'attente de la formalisation d'un projet des réseaux correspondants ;

Considérant que la Communauté de Communes de l'Outre-Forêt est maître d'ouvrage du projet de Parc d'Excellence industrielle d'utilisation de l'énergie géothermale à Hatten ;

Considérant que le projet de création d'un parc d'excellence industrielle d'utilisation de l'énergie géothermale à Hatten est d'intérêt public et d'intérêt général, notamment car il :

- permet la production de lithium, en faveur de l'indépendance du pays ;
- contribue à relocaliser des emplois industriels décarbonnés dans la Région Grand Est ;
- est retenu par l'État comme « Projet d'Envergure Nationale ou Européenne (PENE) ;

Considérant qu'au regard du contexte de maîtrise foncière incomplète, il a été décidé, lors de la séance du Conseil Communautaire, en date du 3 avril 2024, de procéder d'une part au lancement d'une procédure de ZAC et d'autre part au lancement d'une procédure de Déclaration d'Utilité Publique (DUP) au profit de la CCOF ;

Considérant que l'article L.153-54 du Code de l'Urbanisme prévoit qu'une opération faisant l'objet d'une DUP et qui n'est pas compatible avec les dispositions d'un PLU ne peut intervenir que si l'enquête publique concernant cette opération a porté à la fois sur l'utilité publique et sur la mise en compatibilité du plan qui en est la conséquence ;

Considérant les avis des Personnes Publiques Associées (PPA) lors de la réunion d'examen conjoint :

- Avis très favorable de la Collectivité Européenne d'Alsace (CeA) ;
- Avis très favorable de la Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI), avec quelques points de vigilance et interrogations ;
- La Chambre d'Agriculture d'Alsace (CAA) soulignant l'impact sur le foncier agricole, mais notant l'effort de réduction de l'impact environnemental et l'association rapide du milieu agricole au projet et invitant la CCOF à poursuivre la concertation avec les exploitants en phase travaux, ainsi qu'à permettre au maximum la poursuite de l'activité agricole, dans l'attente de la réalisation de la ZAC ;
- PETR de l'Alsace du Nord, précisant que le projet s'aligne avec les politiques de développement économique et de développement des énergies renouvelables du SCOTAN et du PCAET ;
- La DDT du Bas-Rhin, qui s'inscrit dans les observations précédentes, et précisant que les évolutions du PLUi, le règlement 1AUT ainsi que l'OAP sont cohérents avec l'objet du projet, tout en recommandant, pour les zones préférentielles de compensation, d'ajouter une protection supplémentaire en les identifiants au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme ;
- L'INAO, faisant une observation quant aux surfaces concernées par les mesures « ERC » et les secteurs concernés par un « traitement paysager spécifique » ;
- L'UDAP, faisant des observations en lien avec la thématique du patrimoine, la hauteur et l'aspect extérieur des constructions ;

Considérant l'avis facultatif simple favorable de la CDPENAF sur la mise en compatibilité du PLUi, notant la réduction du périmètre, avec une recommandation : l'ajout d'une trame graphique de protection, au sens de l'article L. 151-23 du code de l'urbanisme, pour protéger la zone dédiée aux compensations environnementales et rappelant les surfaces pouvant être prises en compte au titre de l'enveloppe du PENE ;

Considérant l'avis de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale (MRAe), n'étant ni favorable, ni défavorable, mais portant à la fois sur la qualité du rapport environnemental et sur la manière dont l'environnement a été pris en compte, qui :

- Relève très positivement que les indications données à la CCOF pour le cadrage préalable ont été convenablement prises en compte dans l'étude du projet ;
- Rappelle le cadre applicable concernant la consommation foncière au titre du PENE ;
- Estime que l'étude d'impact est proportionnée à ces enjeux et déroule correctement la séquence Éviter-Réduire-Compenser (ERC) ;
- Relève des points d'amélioration concernant notamment la surveillance de la qualité des eaux souterraines, la prise en compte des risques de remontée de nappe, la réduction des émissions atmosphériques et des nuisances sonores pour les habitations situées à proximité, ainsi que pour la circulation des poids lourds dans la traversée de Hatten et pour la mise en place de zones tampon pour préserver la biodiversité au voisinage de la ZAC ;

Considérant qu'un mémoire en réponse à l'avis de la MRAe a été rédigé, précisant comment l'avis de la MRAe sera pris en compte ou apportant des précisions ; document faisant partie du dossier soumis à enquête publique ;

Considérant que l'enquête publique unique, qui s'est déroulée du 12 novembre 2025 au 12 décembre 2025 inclus, comprenant l'organisation d'une réunion publique le 26 novembre 2025, a fait l'objet de 21 observations sur le registre d'enquête en mairie de Hatten, 182 observations sur le registre dématérialisé, de 7 courriels, un courrier et de 9 questions du commissaire enquêteur ;

Considérant que le public a exprimé des observations, interrogations, propositions sur 6 grands thèmes : procédure d'enquête publique, projet de ZAC et projets connexes, impacts socio-économiques, impacts sur l'environnement, gestion des risques et mise en compatibilité du PLUi du Hattgau ;

Considérant le mémoire en réponse aux observations du public et du commissaire enquêteur, apportant des précisions ou compléments d'information à ce qui est déjà mentionné dans les dossiers et actant des adaptations du dossier de mise en compatibilité du PLUi du Hattgau ;

Considérant que le commissaire enquêteur a rendu un avis favorable à la Mise en Compatibilité du PLUi du Hattgau assorti de 2 réserves :

- modifier l'article 10 IAUT (Hauteur maximale des constructions) pour y intégrer une règle sur la hauteur maximale des constructions ;
- compléter l'article 11 IAUT (Aspect extérieur et aménagement des abords) relatif aux toitures, selon les recommandations de la DRAC ;

Considérant que le commissaire enquêteur a également émis un avis favorable assorti d'une réserve à la déclaration d'utilité publique (DUP) et favorable assorti de quatre réserves et deux recommandations à l'autorisation environnementale ;

Considérant que lesdits avis et observations sur le projet de mise en compatibilité ont conduit à une évolution du dossier, suite à l'enquête publique, sur les points suivants et présentés dans le tableau de synthèse des évolutions annexé à la présente délibération :

- ajout d'une disposition, aux articles 1 et 2 de la zone 1AUT, relative au risque de remontée de nappe phréatique ;
- réécriture de l'article 4 de la zone 1AUT relative à la gestion des eaux usées afin de le clarifier ;
- augmentation de la distance de retrait imposée aux constructions lorsque la limite séparative est une zone agricole (A) ou naturelle (N) de 4 à 8 mètres et ajout d'un retrait minimum de 5 m par rapport à la frange Est du Cimetière (article 7 de la zone 1AUT) ;

- ajout de compléments à l'article 10 – hauteur maximale des constructions concernant l'intégration paysagère des futures constructions ; étant précisé qu'une hauteur maximale n'a pas été ajoutée compte tenu :
    - de la vocation industrielle de la zone, dont les besoins peuvent être différents selon la nature de l'activité ; et ainsi ne pas bloquer l'implantation de potentielles activités ;
    - de l'objectif de favoriser la densité des constructions ;
    - de la ZAC, qui encadre les constructions, à travers la mise en place d'un CPAUPE (Cahier des Prescriptions Architecturales, Urbaines, Paysagères et Environnementales) et CCCT (Cahier des Charges de Cession de Terrain) ;
    - du dispositif de sélection des entreprises qui sera mis en place par la CCOF, permettant de maîtriser les entreprises qui s'implanteront sur la zone ;
- suppression, à l'article 11 de la zone 1AUT concernant les clôtures, de la limitation à 2 mètres des haies végétales ;
- ajout, à l'article 11 de la zone 1AUT relatif aux toitures, des recommandations de l'UDAP concernant l'installation des dispositifs de production de production d'énergies renouvelables ;
- ajout d'une précision, à l'article 13 de la zone 1AUT, précisant que la disposition suivante « *Les aires de stationnement réalisées en extérieur seront intégralement réalisées en revêtement perméable* », s'applique aux véhicules légers ;
- ajout d'une mention à l'article 14 (COS) de la zone 1AUT, rappelant que cette disposition a été supprimée par la loi ALUR ;
- Clarification de l'objectif de végétalisation, avec l'ajout d'une trame graphique « Coefficient de végétalisation » au plan de zonage, imposant un minimum de 20% d'espaces verts de pleine terre à l'échelle du périmètre de la ZAC (et non lot par lot). Cela remplace les différentes mentions qui étaient présentes à l'article 13 du règlement de la zone 1AUT et dans l'OAP ;
- Ajout, sur le plan de zonage, d'une trame graphique de protection sur les périmètres ERC (dédiées aux compensations environnementales classés N), désormais identifiés au titre de l'article L.151-23 du Code de l'Urbanisme, et complétée avec l'ajout d'une disposition dans le règlement de la zone N – article 2 ;
- Ajout à l'OAP d'une recommandation en matière de risque sanitaire lié au moustique tigre ;
- Identification à l'OAP du Cimetière israélite comme devant faire l'objet d'un « traitement paysager spécifique » ;
- Ajout de précision dans la notice de mise en compatibilité concernant la desserte de la zone et la capacité des réseaux ;
- Mise à jour de l'étude d'impact et de la notice de mise en compatibilité, afin de prendre en compte les dispositions du PLUi ayant évoluées après l'enquête publique ;

Considérant que ces amendements du dossier de MECDU ont permis de le consolider ;

Considérant que, conformément à l'article L.153-57 du Code de l'Urbanisme, lorsqu'une DUP est requise, le dossier de mise en compatibilité du PLUi, tel qu'il est annexé à la présente délibération doit faire l'objet d'un avis du Conseil Communautaire de la CCOF avant la décision de la préfecture sur la DUP qui emportera mise en compatibilité du PLUi ;

Considérant qu'il s'agit d'un avis simple, étant précisé que c'est la Déclaration d'Utilité Publique (DUP) qui emporte la mise en compatibilité du PLUi du Hattgau ;

Après en avoir délibéré, le conseil communautaire à l'unanimité :

- DONNE un avis favorable à la mise en compatibilité du PLUi Hattgau, dans le cadre de la DUP relative à la création d'un parc d'excellence industrielle d'utilisation de l'énergie géothermale à Hatten ;

- DIT que la proposition de mise en compatibilité du PLUi du Hattgau, modifiée pour tenir compte des avis, des observations du public et du rapport du commissaire enquêteur, pourra être approuvée par la Déclaration d'Utilité Publique (DUP) prise par arrêté préfectoral ;

- DIT que la Préfecture dispose d'un délai d'un an après la clôture de l'enquête publique unique pour se prononcer sur l'utilité publique du projet.

Point trois de l'ordre du jour – développement économique : parc d'excellence industrielle dédié à l'utilisation des ressources géothermiques à Hatten

3.3 ZAC "Parc d'excellence industrielle dédié à l'utilisation des ressources géothermiques" à Hatten – DECLARATION DE PROJET

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code de l'environnement, et notamment l'article L.126-1 ;

Vu le Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, et notamment l'article L.122-1

Vu le Plan Local d'Urbanisme intercommunal du Hattgau approuvé le 21 octobre 2015 et ses évolutions (6 modifications et 2 révisions allégées) ;

Vu la délibération n°138/2023 du Conseil communautaire du 20 décembre 2023 prescrivant le lancement d'une procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLUi du Hattgau pour ouvrir à l'urbanisation la zone 2AUx où se situe le projet de ZAC et définissant les modalités de concertation préalable ;

Vu la délibération n°53/2024 du Conseil communautaire du 03 avril 2024 prescrivant l'engagement d'une procédure de création de ZAC et définissant les modalités de concertation préalable ;

Vu la délibération n°54/2024 du Conseil communautaire du 03 avril 2024 sollicitant l'engagement d'une procédure de déclaration d'utilité publique emportant mise en compatibilité du PLUi du Hattgau ;

Vu la procédure de concertation préalable conduite au titre de l'article L.103-2 du Code de l'urbanisme entre décembre 2023 et avril 2025 sur le projet de parc d'excellence industrielle dédié à l'utilisation des ressources géothermiques ;

Vu la délibération n°51/2025 du Conseil communautaire du 06 mai 2025 approuvant le bilan de la concertation préalable à la création de la ZAC et à la mise en compatibilité du PLUi ;

Vu le dossier de création de la ZAC "Parc d'excellence industrielle dédié à l'utilisation des ressources géothermiques" à Hatten ;

Vu l'enquête publique unique préalable à l'autorisation environnementale, la DUP et la mise en compatibilité du PLUi qui s'est déroulée du mercredi 12 novembre 2025 au vendredi 12 décembre 2025, le rapport et les conclusions de la Commissaire enquêteur en date du __ février 2026 ;

Vu la participation du public par voie électronique relative au dossier de création de ZAC qui s'est déroulée du mercredi 12 novembre 2025 au vendredi 12 décembre 2025 ;

CONTEXTE GENERAL DU PROJET

L'actualité montre à quel point l'énergie et la transition écologique deviennent des enjeux majeurs pour l'équilibre de nos sociétés et la préservation de notre planète.

La géothermie peut contribuer, à son niveau, à la réponse à ces objectifs. Le territoire de l'Outre-Forêt est un berceau historique de cette technologie et le sous-sol de ce territoire présente un profil particulièrement intéressant à cet égard.

La Communauté de communes de l'Outre-Forêt a pour ambition de créer un parc d'excellence industrielle dédiée à l'utilisation des ressources géothermiques à Hatten pour

d'une part, contribuer à son niveau à l'augmentation de la part de l'énergie verte dans la production énergétique, en particulier à destination de l'industrie en vue de sa décarbonation ;

d'autre part,

- s'inscrire dans la stratégie du Gouvernement de réindustrialisation du pays ;
- répondre aux ambitions de la Région Grand-Est d'installer 500 entreprises sur son territoire en permettant d'accéder à une offre foncière d'envergure.

Par délibération n°53/2024 du 03 avril 2024, le Conseil communautaire a prescrit l'engagement d'une procédure de création de ZAC pour aménager le parc d'excellence industrielle. Il a également par délibération n°54/2024 du 03 avril 2024, engagé une procédure de déclaration d'utilité publique emportant mise en compatibilité du PLUi du Hattgau.

Dans le cadre de la création de la ZAC et de la mise en compatibilité du PLUi, une procédure de concertation préalable a été conduite au titre de l'article L.103-2 du Code de l'urbanisme entre décembre 2023 et avril 2025. Par délibération n°51/2025 du 30 avril 2025, le Conseil communautaire a approuvé le bilan de la concertation préalable à la création de la ZAC et à la mise en compatibilité du PLUi.

Le dossier de création de ZAC incluant l'étude d'impact, ainsi que l'avis de l'autorité environnementale, le mémoire en réponse à l'avis de la MRAe, ont été soumis à la participation du public par voie électronique.

Cette mise à disposition a été réalisé concomitamment à l'enquête publique unique préalable à l'autorisation environnementale, la DUP et la mise en compatibilité du PLUi qui s'est déroulée du mercredi 12 novembre 2025 au vendredi 12 décembre 2025. Le rapport et les conclusions de la commissaire enquêteur ont été rendus le 2 février 2026.

Conformément à l'article L.126-1 du Code de l'environnement, lorsqu'un projet public d'aménagement fait l'objet d'une enquête publique en application du chapitre III du titre II du livre Ier du Code de l'environnement, l'organe délibérant de la collectivité territoriale se prononce par une déclaration de projet sur l'intérêt général de l'opération projetée.

OBJET DE L'OPERATION D'AMENAGEMENT SOUMISE A L'ENQUETE PUBLIQUE

La Communauté de communes de l'Outre-Forêt porte, dans le cadre de la procédure de Zone d'Aménagement Concerté (ZAC), l'aménagement d'un parc d'excellence industrielle réservé à l'accueil d'activités utilisant et/ou valorisant les ressources géothermales :

une **unité de raffinage de lithium** ;

des entreprises consommatrices d'énergie qui pourront bénéficier d'une énergie décarbonée issue de la géothermie.

Aucun forage géothermique ne sera réalisé au sein de la ZAC.

ETUDE D'IMPACT ET ENQUETE PUBLIQUE

La ZAC porte sur une superficie totale supérieure à 10 hectares. Une évaluation environnementale a été réalisée en concomitance du dossier de création de ZAC et a participé à la conception du projet.

Le projet a également été soumis à une procédure d'autorisation environnementale.

Les dossiers de Création de ZAC, de demande d'autorisation environnementale, d'enquête préalable à la DUP et de mise en compatibilité du PLUi du Hattgau ont été soumis pour avis à l'autorité environnementale en juillet 2025

Par courrier du 16/10/2025, la Mission Régionale de l'Autorité environnemental du Grand Est a fait part de ses observations auxquelles des réponses ont été apportées dans le cadre d'un mémoire en réponse joint au dossier d'enquête publique.

L'étude d'impact, l'avis de l'autorité environnementale et le mémoire en réponse de la CCOF ont été mis à disposition du public préalablement à la création de la ZAC. Ces documents ont également été joints au dossier d'enquête publique unique relative à l'autorisation environnementale, la DUP et la mise en compatibilité du PLUi.

L'enquête publique a été prescrite par arrêté du Préfet du Bas-Rhin du 16/10/2025 et organisée en application du Chapitre III du Titre II du Livre Ier du Code de l'environnement.

L'enquête publique s'est déroulée du 12 novembre 2025 au 15 décembre 2025 en mairie de Hatten, sous l'égide de Mme Valérie TROMMETTER, Commissaire enquêteur désigné par décision du tribunal administratif de Strasbourg du 24 septembre 2025.

La Commissaire enquêteur a établi son rapport et ses conclusions le 2 février 2026. Elle a émis :

Un avis favorable assorti de 4 réserves et de 2 recommandations concernant l'autorisation environnementale ;

Un avis favorable assorti d'une réserve concernant la DUP ;

Un avis favorable assorti de 2 réserves concernant la mise en compatibilité du PLUi.

PRISE EN CONSIDERATION DES CONCLUSIONS DU COMMISSAIRE ENQUETEUR ET LEVEE DES RESERVES

Réserves relatives à l'autorisation environnementale

Association des représentants de la société civile et des riverains

La Communauté de communes de l'Outre-Forêt est membre du PETR d'Alsace du Nord auquel est associé un Conseil de développement qui constitue l'instance de consultation citoyenne de l'Alsace du Nord. I réunit des représentants des acteurs économiques, sociaux, culturels, éducatifs, scientifiques et associatifs du territoire.
Le Conseil de développement regroupe des membres bénévoles de la société civile représentant les 6 intercommunalités du territoire.

La Communauté de communes propose d'associer avec avis consultatif les membres du Conseil de développement représentant le territoire de l'Outre-Forêt à la poursuite de la définition du projet de ZAC et de sélection des candidats à l'installation.

Suivi de la qualité des eaux souterraines

Dans le cadre des études géotechniques préalables, des piézomètres doivent être posés pour réaliser les mesures nécessaires. La CCOF va modifier son cahier des charges pour que deux piézomètres (en amont et en aval hydraulique de la zone) soient adaptés pour permettre un contrôle de la qualité de la nappe et qu'ils soient pérennes, ce qui permettra d'assurer un suivi qualitatif durant le chantier puis en phase d'exploitation.

Etude relative à la consommation d'eau potable

Le gestionnaire du réseau d'eau potable a d'ores et déjà confirmé ses capacités à alimenter le parc d'excellence industrielle dédié à la valorisation des ressources géothermales pour assurer les usages domestiques des employés de la zone, soit pour environ un millier d'emplois avec un taux de présence moyen de 90% (hypothèse prise en compte dans l'étude de trafic) et un ratio de 30 à 50 L/j/personne des volumes compris entre 27 et 45 m^3 par jour.

L'unité de raffinage de lithium, d'après les informations fournies par l'exploitant présumé, ne devrait utiliser l'eau potable que pour les usages domestiques de son personnel et quelques utilités. Les besoins sont ainsi estimés en régime nominal à un maximum de 2,5 m^3/h.

La maîtrise d'œuvre de la ZAC va poursuivre le travail avec le gestionnaire du réseau pour préciser les capacités d'alimentation complémentaire que le réseau a la capacité d'assurer. Sur cette base, les besoins en eau potable et les capacités des industriels à exploiter d'autres ressources pour répondre à leurs besoins industriels seront pris en compte dans les critères de sélection des preneurs.

A noter qu'en tout état de cause dans le cadre de la législation relative aux ICPE, les industriels devront évaluer préalablement leurs besoins en eau et estimer leur compatibilité avec les ressources disponibles en particulier si des restrictions devaient être prescrites. Ces estimations doivent être produites préalablement à toute autorisation d'exploitation et de construction.

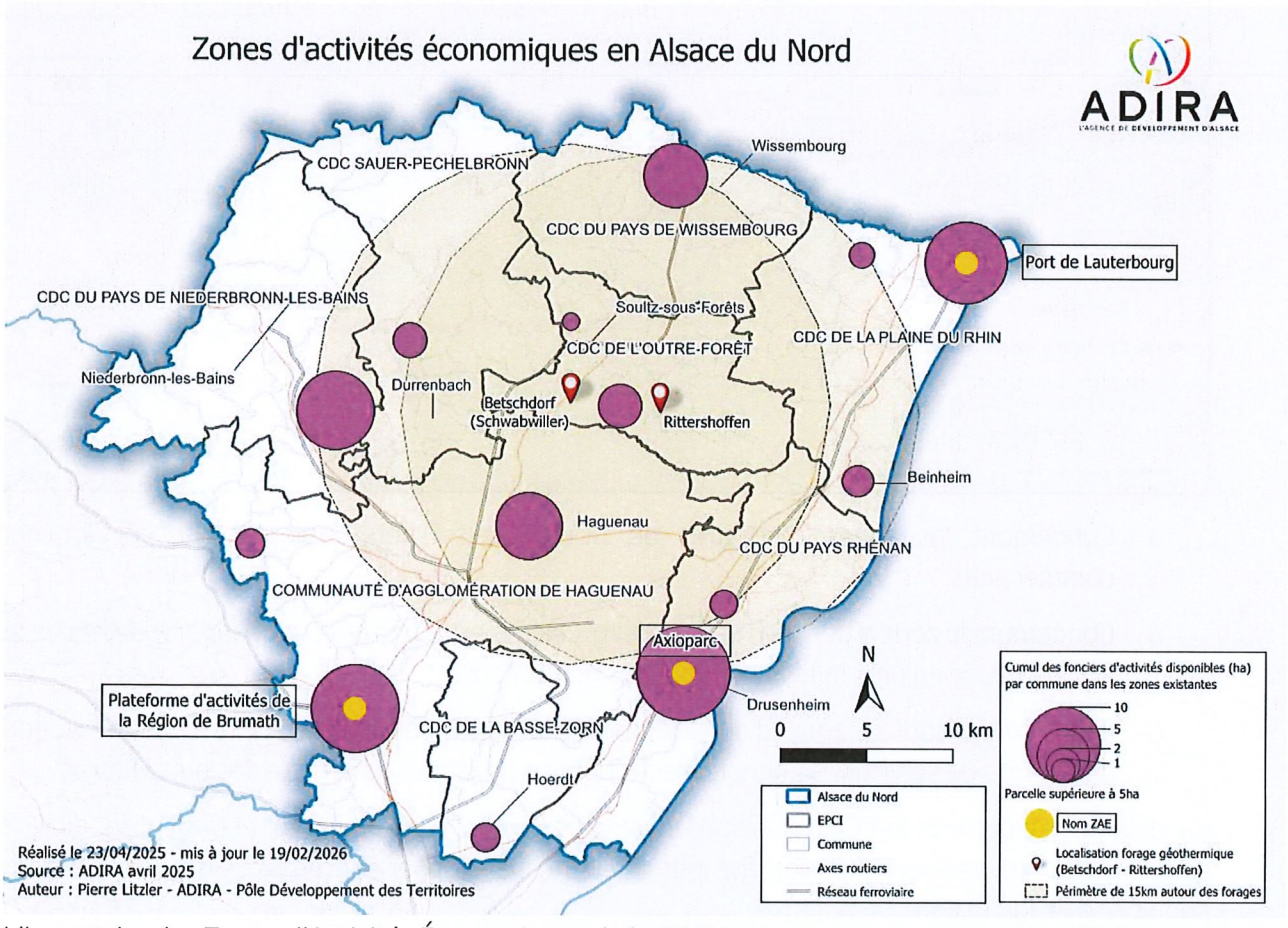
Intégration du cimetière israélite

La CCOF intègre des dispositions spécifiques pour assurer un traitement paysager de l'interface entre la zone d'excellence industrielle et le cimetière israélite. Ainsi un recul de 5 mètres est imposé aux constructions par rapport à la limite correspondante. L'OAP impose un traitement paysager de la limite correspondante.
La mise en place d'une strate paysagère destinée à préserver la quiétude et l'esthétique du cimetière sera prévue. Cette strate, composée de couches végétales diversifiées — arbustes, plantes couvre-sol adaptées au climat local et haies filtrantes — sera détaillée dans sa structuration et sa composition au sein du CPAUPE qui sera intégré au dossier de réalisation de ZAC.

Réserve concernant la DUP : étude détaillée montrant l'absence de sites alternatifs

L'ambition du parc d'excellence est d'accueillir des industriels de grande ampleur avec des objectifs de décarbonation, en leur proposant une énergie décarbonée grâce à la géothermie.
Ces entreprises nécessitent des emprises foncières supérieures à 10 ha et d'un seul tenant et pour supporter le coût d'investissement d'un réseau pour l'approvisionnement en eau chaude et en saumure riche en lithium, le foncier doit se situer à moins de 15 km des forages.

Or, les ZAE d'Alsace du Nord ne peuvent pas y répondre comme le montre la carte suivante.



L'inventaire des Zones d'Activités Économiques de la CCOF met en avant que parmi les 137 hectares que représentent ces zones, seuls 6,5 ha restent disponibles à la vente :

- La zone de Betschdorf a été écartée au profit de celle de Hatten et ce bien que les terrains étaient également classés en zone IIAU. La zone de Betschdorf présente des enjeux environnementaux similaires à celle de Hatten sur les limites à l'ouest et au sud :

- présence d'une canalisation gaz en limite ouest et sud, qui fait l'objet d'une SUP ;

proximité de plusieurs périmètres de protection ou d'inventaire : site Natura 2000 – Directive Oiseaux (Forêt de Haguenau – FR4211790), Site Natura 2000 – Directive Habitats (Massif forestier de Haguenau – FR4201798), ZNIEFF de type II (Massif forestier de Haguenau et ensembles de landes et prairies en lisière – 420007059) ;

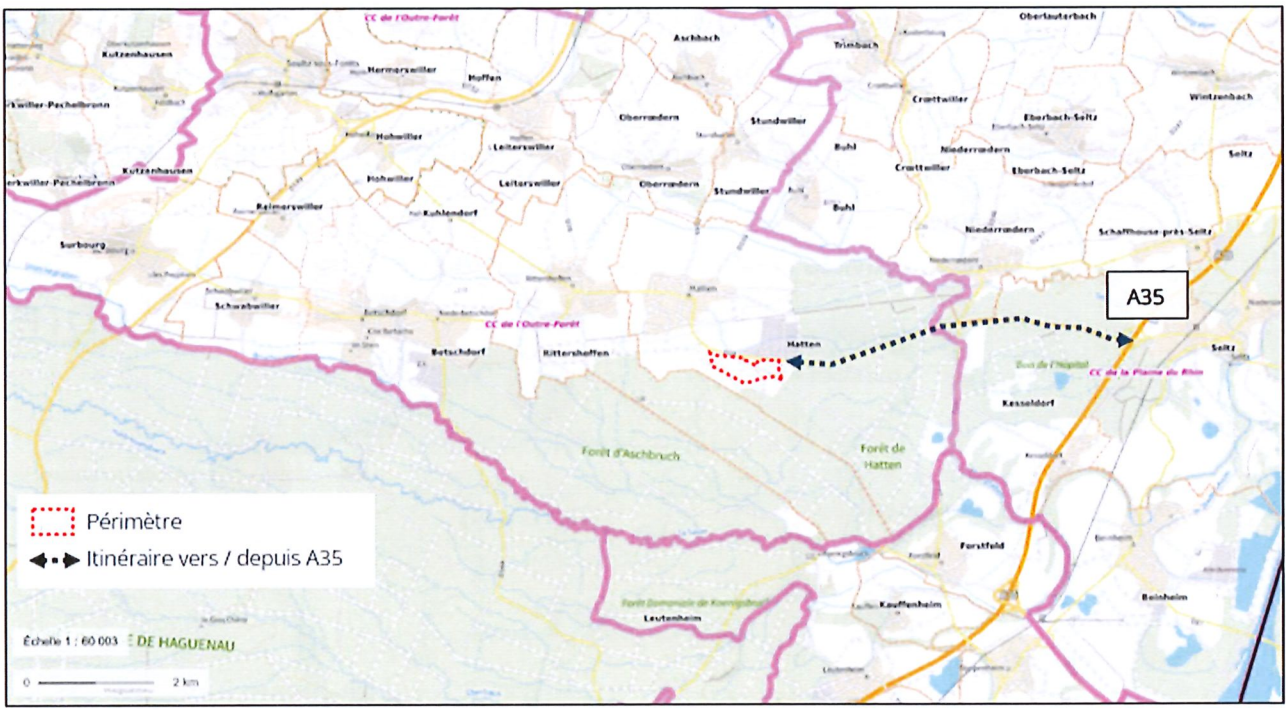
proximité du ruisseau Bachgraben et de la rivière La Sauer.

Mais,

la proximité immédiate d'une zone d'habitation

sa localisation plus impactante au regard du trafic généré. En effet le site de Hatten, situé plus à l'Est, est bien mieux desservi depuis les grands axes routiers et évite la traversée des communes du secteur. L'A35 est en effet directement accessible au niveau de Seltz via la RD28. (Cf. illustration suivante)

rendent cette zone moins adaptée à l'accueil d'activités industrielles d'envergure.



- Concernant les zones d'activités de Soultz-Sous-Forêts, celles-ci sont à dominante commerciale.
- Concernant la zone d'activités de Surbourg, celle-ci est d'une envergure plus modeste. De plus, elle est située en proximité immédiate des habitations.
- Enfin, concernant la zone d'activités située à l'ouest de Hatten, celle-ci a une vocation dominante de services. De plus, elle est située en proximité immédiate des habitations.

Au-delà du périmètre de la CCOF, les zones d'activités existantes ne présentent pas de disponibilités. Il convient de rappeler que le projet vise par ailleurs à développer de l'emploi de proximité pour la population de la CCOF.

Réserves relatives à la mise en compatibilité du PLUi

Hauteur maximale des constructions

La CCOF ne souhaite pas ajouter de hauteur maximale dans le règlement du PLUi compte tenu :

- de la vocation industrielle de la zone (différente de la zone UXa existante), dont les besoins peuvent être différents selon la nature de l'activité ; et ainsi ne pas bloquer l'implantation de potentielles activités ;
- de l'objectif de favoriser la densité des constructions et une optimisation du foncier ;
- de la ZAC, qui encadre les constructions, à travers la mise en place d'un CPAUPE (Cahier des Prescriptions Architecturales, Urbaines, Paysagères et Environnementales) et CCCT (Cahier des Charges de Cession de Terrain) ;
- du dispositif de sélection des entreprises qui sera mis en place par la CCOF, permettant de travailler les projets en amont avec les entreprises qui s'implanteront sur la zone ;

S'il n'est pas fixé de règle, les constructions devront néanmoins veiller à limiter leur impact paysager :

- un traitement des façades des constructions devra être réalisé afin d'assurer leur intégration paysagère ;
- l'implantation des ouvrages techniques, tels que les cheminées, silos, tours de fabrication... devra être étudiée de façon à favoriser leur intégration dans le paysage urbain et ainsi limiter leur impact visuel dans l'environnement.

Le pétitionnaire devra de plus se référer aux documents de la ZAC, notamment le CPAUPE (Cahier des Prescriptions Architecturales, Urbaines, Paysagères et Environnementales) et CCCT (Cahier des Charges de Cession de Terrain).

Aspects extérieurs des toitures et aménagement des abords

L'article 11 est complété de la manière suivante :
"Tous les types de dispositifs de production d'énergies renouvelables, tels que les panneaux solaires ou photovoltaïques par exemple, sont autorisés à condition d'une bonne intégration visuelle.
Ils devront être organisés de façon cohérente et ordonnancée dans la composition architecturale du bâtiment concerné. Des formes générales simples et rectangulaires, sans décrochés, ni redents sont à privilégier pour assurer une forme homogène. Les traqueurs solaires et les installations au sol sont toutefois proscrits."

INTERET GENERAL DE LA ZAC "Parc d'excellence industrielle dédié à l'utilisation des ressources géothermiques"

De manière générale, l'opération d'aménagement du Parc d'excellence industrielle dédié à l'utilisation des ressources géothermiques répond à des objectifs d'intérêt général :

- Le périmètre du projet bénéficie d'une situation géographique stratégique, ce qui en fait un choix privilégié pour le développement économique lié aux énergies renouvelables en Alsace du Nord :
  - Le projet de création d'un parc d'excellence industrielle à Hatten, lié à la géothermie profonde, s'inscrit dans ce contexte évolutif sociétal et dans la stratégie de redynamisation et de développement du tissu industriel du territoire ;
  - Le site est ainsi idéalement localisé à proximité du Port de Lauterbourg qui offre un accès direct aux grands ports maritimes de la mer du Nord et qui est connecté au réseau ferré portuaire et du réseau autoroutier A35 sans traversée urbaine.
  - Le projet s'inscrit en continuité de cette zone d'activités totalement occupée, qui est la plus importante du territoire de la CCOF en termes de superficie (58,8ha) et d'emplois (430 emplois) ;
  - Le périmètre retenu pour l'aménagement du parc d'excellence industrielle à Hatten est idéalement positionné par rapport à la ressource géothermale (à moins de 15 km des projets de forages, dans une zone où le potentiel thermique est facilement accessible avec un gradient thermique élevé et où le potentiel d'extraction du lithium est également important.

- Le parc répond à des enjeux de réindustrialisation en proposant une offre foncière d'envergure :
  - A l'échelle nationale : Le projet de Parc sur Hatten s'inscrit parfaitement dans les ambitions françaises de soutien à la réindustrialisation et à l'innovation dans une perspective de décarbonation, en fournissant des espaces d'activités capables d'accueillir des industries vertes, vecteurs notamment de la transition du transport et utilisatrices d'énergie décarbonée.
  - A l'échelle plus locale en apportant une réponse à la diminution de l'emploi industriel en Alsace, en Alsace du Nord et au sein de la CCOF qui présentent un déficit plus marqué.

- Le projet répond à des enjeux de décarbonation grâce à la proximité de la ressource géothermale :
  - Le parc d'activités sera raccordé à un réseau de chaleur, favorable au développement d'activités économiques décarbonées.
  - Le parc doit permettre d'accueillir une unité de raffinage du lithium présent dans l'eau géothermale, matière reconnue comme stratégique à l'échelle européenne.

- Le parc contribue au développement de filières industrielles stratégiques et est à ce titre retenu comme Projet d'Envergure Nationale ou Européenne. L'utilisation de la géothermie, source d'énergie renouvelable, pour alimenter le parc d'Hatten permet de s'inscrire dans les objectifs de transition écologique développés à l'échelle européenne, française et régionale.

- Avec la création d'un millier d'emploi escompté, le projet contribuera à la (re)dynamisation du territoire :
  - L'apport d'emploi sur le territoire grâce au nouveau parc d'activités permet de renforcer l'attractivité pour les actifs et d'enrayer le vieillissement de la population.
  - Le nouveau parc d'activités permettra de rapprocher les emplois des habitants, de réduire les déplacements domicile travail et de faciliter les mobilités alternatives pour se rendre au travail.
  - Le projet de parc d'excellence industriel à Hatten permettra de compenser la baisse du nombre d'emplois industriels et d'offrir des emplois aux actifs du territoire de la CCOF. Il contribuera à diversifier les emplois du Bas-Rhin, où l'industrie présente une faible proportion (15,5%), alors que les emplois sont dominés par le secteur tertiaire et enrayer la baisse des emplois industriels dans le territoire de la CCOF.

Entendu l'exposé de M. le Président et après en avoir délibéré, le Conseil communautaire à l'unanimité:

CONFIRME la levée des réserves exprimées par la Commissaire enquêteur au titre de ses conclusions relatives à l'enquête publique préalable à l'autorisation environnementale, la DUP et la mise en compatibilité du PLUi ;

CONFIRME le caractère d'intérêt général de la ZAC "Parc d'excellence industrielle dédié à l'utilisation des ressources géothermiques" compte tenu des objectifs qu'elle poursuit et des intérêts qu'elle représente pour la Communauté de communes de l'Outre-Forêt ;

ADOPTE la présente délibération comme "déclaration de projet" au sens de l'article L.126-1 du Code de l'environnement.

DIT QUE la présente délibération :

Sera notifiée à Monsieur le Sous-Préfet chargé de l'arrondissement de Haguenau-Wissembourg ;

Fera l'objet d'une publication sur le site internet de la communauté de communes ;

Point trois de l'ordre du jour – développement économique : parc d'excellence industrielle dédié à l'utilisation des ressources géothermiques à Hatten

3.4 Approbation d'une mission d'accompagnement stratégique

Le Président rappelle aux conseillers communautaires que depuis l'origine du projet de création d'un parc d'excellence industrielle dédié à l'utilisation des ressources géothermiques, la société ACTIPOLIS accompagne la Communauté de communes dans la définition, la structuration et la sécurisation globale de l'opération en assurant un pilotage transversal intégrant les dimensions foncières, réglementaires, environnementales, techniques, économiques, stratégiques et institutionnelles.

Cet accompagnement a permis d'aboutir à la finalisation de la phase pré-opérationnelle et à l'entrée effective du projet dans sa phase opérationnelle.

Le projet est désormais marqué par la mobilisation des équipes techniques, l'engagement des procédures réglementaires, et la préparation de la mise en œuvre de la Zone d'Aménagement Concerté.

La poursuite d'une mission d'accompagnement stratégique et de pilotage transversal, en appui direct de la Communauté de communes, pour la phase opérationnelle du projet couvrant l'année 2026 jusqu'au lancement effectif des travaux d'aménagement est nécessaire.

Parmi les missions confiées à la société ACTIPOLIS figurent notamment :

- **Le pilotage transversal et coordination stratégique du projet**, visant à assurer une vision globale et cohérente de l'ensemble des thématiques (urbanisme, environnement, foncier, infrastructures, calendrier, enjeux économiques), à anticiper les points de vigilance ou de dérive et à accompagner les arbitrages structurants de la maîtrise d'ouvrage ;

- **Assurer un rôle d'interface entre la Communauté de Communes de l'Outre-Forêt et les équipes techniques**, comprenant l'appui aux échanges avec les bureaux d'études, prestataires et partenaires, la traduction des orientations politiques et stratégiques en orientations opérationnelles et l'accompagnement du maître d'ouvrage dans les prises de décision sensibles ;

- **La sécurisation réglementaire et procédurale**, portant sur l'ensemble des procédures en cours ou à venir, notamment la Zone d'Aménagement Concerté, la Déclaration d'Utilité Publique, l'autorisation environnementale et la mise en compatibilité du PLUi, avec une vigilance particulière sur les interfaces entre procédures et les risques juridiques ou calendaires ;

Le Président précise que cette mission d'accompagnement correspond à un accord cadre à bon de commande permettant à la Communauté de communes toute latitude dans la mise en œuvre des prestations en fonction de ses besoins.

Après en avoir délibéré, le conseil communautaire à l'unanimité :

- **Décide** de confier la mission d'accompagnement stratégique à des fins d'accompagnement dans les différentes démarches inhérentes à la mise en œuvre opérationnelle du parc d'excellence industrielle dédié à l'utilisation des ressources géothermiques à Hatten à la société ACTIPOLIS sise 14 avenue de l'Europe 77144 Montévrain

- **Approuve** le montant maximum de l'accompagnement à hauteur de 21 250 euros hors taxes

- Acte que le marché à passer avec la société ACTIPOLIS correspond à un accord cadre à bon de commande permettant à la Communauté de communes toute latitude dans la mise en œuvre des prestations en fonction de ses besoins

- **Donne** tout pouvoir au Président pour réaliser les démarches nécessaires à la mise en œuvre de cette délibération

Point quatre de l'ordre du jour – divers

1) Point sur la réunion avec les représentantes du collectif des professionnelles de la petite enfance

Le Président informe les conseillers communautaires que les représentantes du collectif de professionnelles de la petite enfance, ont sollicité un rendez-vous par courriel en date du 17 février 2026 pour échanger sur les projets de crèches de 36 places en mode PSU engagés par la Collectivité. Cet échange s'est tenu le mercredi 4 mars 2026.
Le Président a rappelé aux professionnelles le contexte dans lequel la décision de créer deux structures de 36 places a été prise. IL rappelle que dans le cadre du comité de pilotage inhérent à la convention territoriale globale signée avec la C.A.F., un état des lieux de la petite enfance sur le territoire de l'Outre-Forêt a été dressé et qu'il en ressortait les éléments suivants :

- Un taux de couverture de 64% vs 63% au niveau du Bas-Rhin
- 99 places d'accueil collectif réparties entre le mutli-accueil (PSU) et les Micro-crèches (PAJE) (15 places PSU et 84 places PAJE).
- 84 assistants maternels dont 22% ont plus de 55 ans et 20% ont plus de 50 ans soit une baisse de places d'accueil prévisionnel de 40 places d'ici 5 ans.

	Enfants 0/2 ans	Population	Enfants/ pop
OF	388	16409	2,36%
Wiss	293	16102	1,82%
Sauer P.	372	17915	2%

	Places Psu	Enfants 0-2 ans	nbrePl/ enfants
OF	15	388	3,86%
Wiss.	40	293	13,65%
Sauer P.	22	372	5,9%

Outre Forêt a le ratio le plus élevé d'enfants < 3 ans parmi les CC du Nord du Bas-Rhin

Outre Forêt a le ratio le plus bas de places Psu pour les enfants de < de 3 ans parmi les CC du nord du Bas-Rhin

Le Président précise par ailleurs la fermeture de deux micro-crèches depuis la tenue de ce comité de pilotage renforçant d'autant plus cette nécessité de places supplémentaires en mode PSU.

Face au phénomène de dénatalité mis en avant par les professionnelles de la petite-enfance, le Président a démontré le dynamisme du territoire notamment d'un point de vue démographique (+49 habitants supplémentaires), du projet de création d'un parc d'excellence industrielle dédié à l'utilisation des ressources géothermiques à Hatten qui a pour ambition de créer un millier d'emplois et donc d'attirer notamment de jeunes couples.

Face à l'inquiétude des professionnelles quant à l'émergence de ces structures, il leur a été proposé d'analyser la faisabilité de gestion de ces structures par leurs soins. Dans la négative, un point sera fait avec ces professionnelles en amont de l'ouverture de la structure de Betschdorf pour mettre en cohérence l'offre existante et le nombre de places à ouvrir dans cette structure. Une ouverture du nombre de places par étapes pourrait ainsi être envisagée.

2) Dernière séance du conseil communautaire du mandat

Le Président rappelle aux conseillers communautaires que cette séance était la dernière du mandat et tient à remercier l'ensemble des conseillers communautaires pour leur engagement et notamment ses 4 Vice-présidents. Il souligne par ailleurs s'être pleinement épanoui dans la mise en œuvre de

l'ensemble des projets engagés par la Collectivité et ce malgré l'investissement « temps » que cela nécessite.

Veuillez afficher le compte rendu en Mairie

Le Président
Paul HEINTZ

Communauté de Communes de L'OUTRE-FORET
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Le secrétaire de séance
Jean-Claude KOEBEL